

Prélude à une déclaration du groupe des Sept

Accord conclu à Washington sur le déficit budgétaire

Trente milliards de dollars

Les marchés monétaires et boursiers retiennent leur souffle. Après deux mois de tractations complexes, le Congrès américain a fini par s'entendre sur une réduction de 30,2 milliards de dollars du déficit budgétaire. Désormais, les sept principaux pays industriels peuvent publier la déclaration tant attendue, qui est censée calmer les esprits en réaffirmant la nécessité de stabiliser les monnaies et surtout de mieux coordonner les politiques économiques.

Le krach de Wall Street, le 19 octobre, avait constitué le révélateur de tous les déséquilibres économiques mondiaux et de la défiance croissante à l'égard des États-Unis, coupables avant tout de vivre au-dessus de leurs moyens. Washington avait décidé de relever le défi en dépit d'imprévisions fort peu internationales, ceux de la campagne présidentielle.

Pour chacun, la victoire est amère. Le président Reagan a dû accepter une hausse des impôts contraire à son credo mille fois répété. Les parlementaires démocrates ont entériné un compromis sur 5,1 millions de dollars d'aide à la Contra anti-sandinista.

Les États-Unis avaient pu s'enorgueillir d'une réduction de 70 milliards de dollars du déficit 1985-1987, ramené à 148 milliards. Mais la profonde réforme fiscale introduite le 1^{er} janvier dernier avait assuré des rentrées exceptionnelles de 20 milliards de dollars. En 1988, elle réduira les recettes de quelque 12 milliards.

A lui seul, ce double phénomène permet tout juste de maintenir l'équilibre budgétaire après les compressions de dépenses et relèvement d'impôts décidés par le Congrès. Et si, comme chacun le prévoit, la croissance américaine se ralentit, c'est par un déficit supérieur à celui de 1987 que les États-Unis termineront l'année en cours.

Le compromis annoncé à Washington ne peut pour autant être considéré comme dérisoire. Un pas a été franchi, dont la valeur n'est pas seulement symbolique. Il reste à lui donner toute sa portée internationale. Le président Reagan, qui a su reprendre l'initiative politique aux États-Unis, sait désormais qu'il n'est plus en première ligne au sein du « groupe des sept ».

La balle se retrouve, une fois de plus, dans le camp de l'Allemagne fédérale, qui est toujours aussi peu empressée à prendre les mesures de relance qui seraient nécessaires pour compenser un peu plus de rigueur américaine. Les mises en garde des économistes, ces derniers jours, le rappellent toutefois. Il n'est plus temps de jouer aux chaises musicales si l'on veut éviter de nouvelles tourmentes monétaires ou boursières et une récession mondiale.

La conjoncture en France

L'INSEE ne prévoit pas de répercussions du krach boursier au cours du premier semestre 1988.

(Lire page 24.)

M 0147 - 1223-0 - 4,50 F



3790147004500 12230

Destination l'Iran ?

Le détournement d'armes françaises aurait continué après mars 1986

Les ventes d'armes françaises à l'Iran se sont-elles arrêtées après les élections de mars 1986 ? La question a été posée à plusieurs reprises ces temps derniers. Pour en avoir le cœur net, nous avons enquêté, notamment au Portugal, pays de destination d'exportations, d'armes autorisées, de matériels de guerre produits par la société Luchaire et par la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE). Il est clair aujourd'hui qu'une partie au moins des matériels récemment livrés à des sociétés portugaises aurait été réexportée voire ne leur aurait jamais été livrée. Quelle fut leur destination réelle ? Il existe de fortes présomptions pour que ce soit l'Iran.

Pour les affaires remontant à l'avant-mars 1986, M. Jean-François Dubois, ancien chargé de mission auprès de M. Charles Hernu, alors ministre de la défense, a été inculpé le lundi 21 décembre (lire page 10).



Lire page 8 l'article de Bertrand Le Gendre, Georges Marion et Edwy Plenel.

Manifestations, répression, grève de solidarité

Israël dans la tourmente palestinienne

Un porte-parole militaire israélien a déclaré, le lundi 21 décembre, au terme d'une journée au cours de laquelle encore trois Palestiniens ont été tués, un quatrième étant mort des suites de ses blessures reçues la veille lors d'affrontements en Cisjordanie : « La retenue relative manifestée par l'armée a été interprétée comme de la faiblesse. A partir de demain (mardi), nous augmentons l'importance de nos forces pour faire preuve d'une présence beaucoup plus massive et agir avec davantage de détermination ».

UM-EL-FAHM de notre envoyé spécial

Le jeu de la « petite guerre » va durer quelques heures. Au pied d'Um-El-Fahm, grosse bourgade arabe israélienne à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Tel-Aviv, des gamins de dix à quatorze ans affrontent quelques soldats. Pierres contre grenades

lacrymogènes, visages pounpoun ébouriffés dans le traditionnel keffiyeh palestinien face aux casques à visière des forces de sécurité. La scène serait banale si elle avait lieu dans les territoires occupés, et non en Israël même.

L'entrée de la localité est barrée par des pneus enflammés. Sur les collines avoisinantes, aux terrasses des maisons, la population adulte - plusieurs centaines de personnes - regarde « ses enfants ». On se presse des groupes d'adolescents destinés à dissiper l'effet des gaz lacrymogènes. Quelques mètres plus bas, la route croisant dans la vallée sera momentanément coupée. Mais, en fin d'après-midi, la dispersion des manifestants aura lieu sans véritable heurt. A l'évidence, pour les enfants d'Um-El-Fahm, il s'agit d'un jeu d'entraînement. « On ne peut pas » comme les jeunes manifestants de Cisjordanie et de Gaza, qui, depuis maintenant deux semaines, affrontent l'armée

dans des circonstances beaucoup plus dures.

Après tout, tel était bien l'objectif de cette « journée de la paix » décrétée par les Arabes d'Israël (650 000 personnes) : manifester leur solidarité avec les « frères » des territoires. Un mot d'ordre de grève générale a été strictement observé : « Je n'ai jamais vu un arrêt de travail si total », déclare le maire d'Um El Fahm, M. Hashem Mohamed (proche du Parti communiste). Dans les localités de Galilée et de Haute-Galilée, où résident de très nombreux Arabes israéliens, commerces, entreprises et administrations ont fermé leurs portes.

Qu'à cela quelques accrochages ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre, particulièrement à Nazareth, où une centaine de jeunes gens s'en sont pris à un commissariat. S'ils ont rarement été graves, ces incidents n'en ont pas moins surpris l'opinion car ils se déroulaient au cœur d'Israël, dans des localités où jamais rien de tel ne s'était produit depuis

Le numéro deux du FLNKS écroué

M. Yéiwéné Yéiwéné a été inculpé de provocation au meurtre.

PAGE 28

Un document sur la contestation en Union soviétique

Le dialogue du 27 juillet 1987

entre M. Gromyko et une délégation de Tatars de Crimée.

PAGE 3

M. Mitterrand à Djibouti

Un double anniversaire.

PAGE 5

Affaire Chaumet

La Commission bancaire se constitue partie civile.

PAGE 28

La guerre des mosquées

Querelle de chapelles chez les musulmans en France.

PAGE 10

Les Grands Prix nationaux du ministère de la culture

Antoine Vitez, Johnny Hallyday, Sandrine Bonnaire, Robert Pinget...

PAGE 13

Le sommaire complet se trouve en page 28

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

SIDA et grossesse

L'épidémie de SIDA continue sa progression. Une enquête épidémiologique encore inédite fournit une nouvelle photographie de la séropositivité des femmes enceintes dans la région parisienne. Quinze mille femmes enceintes ont subi volontairement le test. 0,7 % d'entre elles ont été contaminées par le virus du SIDA. Cette proportion est de 2 % chez les femmes désirant avorter. Les spécialistes qui dirigent cette enquête ont mis au point un questionnaire permettant de cibler la population des femmes enceintes à haut risque.

■ Le SIDA en Chine.
■ Les droits de l'homme et du cosmopolite.
■ Les déchets radioactifs dans les mines de sel.

Pages 19 à 21

POINT DE VUE : l'affaire de Radio-Courtoisie

Des anomalies qui n'en sont pas

par Yves Rocca
membre de la CNCL

Il paraît que notre Cour suprême met en péril la démocratie !

Cette étrange nouvelle étant de nature à perturber gravement les Français, il convient d'apprécier les faits avec objectivité.

On se trouve en début qu'une très mince affaire : une radio non autorisée - parmi deux cents autres - se plaint d'être victime des agissements de Radio-Courtoisie - radio autorisée, parmi cent autres - qui ne devrait sa sélection qu'à des faits de corruption ou à un trafic d'influence. Un juge d'instruction, en la personne de M. Grellier, ouvre donc une information.

Sans doute appartenait-il au plaignant - et à son conseil - de

nourrir ce dossier en produisant des preuves ou en avançant au moins quelques présomptions : force est de constater qu'ils n'en ont rien fait ; depuis quatre mois ils ont été incapables de donner quelque crédibilité à leurs accusations.

On pourrait s'étonner que le juge ait cru devoir instruire une plainte aussi inconsistante. Mais M. Grellier, dont l'indépendance n'est mise en doute par personne, est un magistrat scrupuleux et honnête. On ne lui reprochera donc pas d'avoir cherché pendant plusieurs mois... mais il cherchait l'innocence, puisque la procédure suivie devant la CNCL ayant été parfaitement régulière, il n'y avait rien à trouver.

Comment donc expliquer la démarche du juge ? D'abord il a cru déceler une faiblesse dans le

comportement d'un collaborateur de la commission, faiblesse qui, si elle est établie, semble relever plus du disciplinaire que du pénal. Mais il suffit d'observer que ce fait, qui se situe à une date où la commission n'existait pas encore, est sans lien avec les décisions prises par celle-ci, au point qu'il a donné lieu à l'ouverture d'un dossier distinct. Mais peut-être cet élément a-t-il conduit le juge à penser que les choses n'avaient pas été très claires...

Or voici précisément que par une savante orchestration, où les rôles de premier violon sont tenus par certains organes de presse, on essaie de convaincre l'opinion (et le juge) que la procédure suivie devant la CNCL est entachée d'« anomalies », on traduira des « errements indiscutables ».

(Lire la suite page 12.)



23 PLACE VENDÔME PARIS
40.15.03.51

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 6 000 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Suède, 1,80 kr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

مكتبة الأمل

سكنا من الاجل

2 Le Monde • Mercredi 23 décembre 1987 •

Etranger

NICARAGUA

Un avion civil touché par un missile de la Contra

Un avion cargo DC-6 de la compagnie nicaraguayenne Aerónica a atterri d'urgence, le lundi 21 décembre, dans le nord du Costa-Rica après avoir été touché par un missile sol-air tiré par les rebelles de la Contra. Il a été attaqué à partir du territoire costaricain, a affirmé le ministre nicaraguayen de la défense. Selon la même source, l'attaque a fait quatre blessés parmi les six membres d'équipage de l'appareil, qui se rendait à Panama. Ce serait la première fois depuis le début de la guerre civile que la Contra tire un missile contre un avion civil nicaraguayen.

Le gouvernement sandiniste a, lundi, cherché à minimiser l'importance de l'attaque lancée la veille par les « contras » contre trois localités minières dans le nord-est du Nicaragua, alors que de nouvelles négociations entre les représentants du gouvernement et de la guérilla sur un cessez-le-feu pour les fêtes de Noël ont recommencé à Saint-

Domingue mais ont rapidement abouti à une impasse. Le président Daniel Ortega a admis que les rebelles occupent une des localités, mais a mis en doute les informations selon lesquelles sept mille guérilleros ont participé à l'offensive comme l'avaient annoncé des porte-parole de la Contra. Il a affirmé que le nombre des rebelles ne dépassait pas un millier et que leurs opérations se poursuivaient « à des fins de propagande ».

Les Etats-Unis « soutiennent le principe du maintien de la pression militaire » au Nicaragua, a déclaré lundi M. Phyllis Oakley, porte-parole du département d'Etat, au sujet de l'offensive de la « résistance ». Washington estime que cette pression, accompagnée de négociations « forcera les sandinistes à respecter les engagements qu'ils ont pris au terme de l'accord » de paix centro-américain, a ajouté la porte-parole. — (AFP, Reuter.)

CANADA : la succession de René Lévesque

M. Jacques Parizeau candidat « souverainiste » à la présidence du Parti québécois

MONTREAL
de notre correspondante

M. Jacques Parizeau, ancien ministre des finances du cabinet de René Lévesque, a ouvert, le lundi 21 décembre, la campagne pour l'élection d'un nouveau chef du Parti québécois, en se portant candidat.

Depuis que M. Pierre-Marc Johnson a démissionné, le 10 novembre dernier — quelques jours après le décès de René Lévesque, fondateur du parti, — de nombreux militants avaient souhaité le retour de M. Parizeau.

L'ancien grand argentier de la province avait, en décembre 1984, tout à la fois démissionné du cabinet Lévesque et quitté la politique au moment où le Parti québécois, tirant les leçons de l'échec du référendum de 1980 sur la souveraineté-association de la province avec le reste du Canada, avait décidé une première « mise en veilleuse » de la thèse de l'indépendance du Québec. Sous la gouverne de M. Johnson, le parti, relégué dans l'opposition depuis septembre 1985, avait encore édulcoré un peu plus ses objectifs.

Fidèle à ses options, M. Parizeau a d'emblée joué cartes sur table : s'il est élu par les militants, le 15 mai prochain, le Parti québécois rede-

viendra « clairement souverainiste ». « On peut, avec un statut de province, faire un bon bout de chemin (...), mais il y a des étapes qu'on ne pourra franchir que comme pays, comme nation et comme Etat », a-t-il déclaré.

Seul en lice pour le moment, M. Parizeau a déjà l'appui des anciens « barons » orthodoxes de sa formation. Il compte aussi beaucoup sur le retour des anciens militants. Ces dernières semaines, sept mille personnes ont pris ou repri leur carte du parti. Il en faudrait au moins vingt fois plus pour que le « PQ » retrouve ses effectifs d'antan, à un moment où le Parti libéral de l'actuel premier ministre, Robert Bourassa, caracole en tête dans les sondages.

MARTINE JACOT.

● PARAGUAY : libération d'un des plus anciens prisonniers politiques. — L'ex-captain Napoléon Ortigosa, soixante-trois ans, un des plus anciens prisonniers politiques d'Amérique latine, a été libéré, dimanche 20 décembre, au bout de vingt-cinq ans de détention. Il avait été condamné en 1962 après avoir été accusé d'avoir assassiné un cadet de l'armée, ami de Gustavo Stroessner, le fils du dictateur au pouvoir. — (AFP.)

La tension dans les territoires occupés par Israël

Les protestations se multiplient dans le monde

La répression menée par l'armée israélienne face aux manifestations dans les territoires occupés a de nouveau fait l'objet de protestations dans le monde, particulièrement dans les pays arabes, tandis que Washington a recommandé, lundi 21 décembre, aux ressortissants américains de faire preuve de prudence s'ils se rendaient en Cisjordanie et à Gaza, les avertissant qu'ils s'exposaient à des risques certains. Les Etats-Unis se sont en outre déclarés « attristés » par les « violences ».

Le Conseil de sécurité a dû, pour la deuxième fois consécutive, ajourner lundi ses débats sur les territoires occupés en raison d'une opposition entre les Etats-Unis et les pays amis de l'OLP sur le degré de dureté de la résolution à l'étude. A Tel-Aviv, le premier ministre israélien, M. Shamir, s'est déclaré préoccupé par la perspective d'une abstention américaine lors du vote du Conseil de sécurité sur une résolution critiquant la répression dans les territoires occupés. Un refus américain d'imposer un veto, a-t-il estimé, « encouragerait les extrémistes ».

Dans les Etats arabes, les messages de soutien aux Palestiniens se sont multipliés lundi, et plusieurs pays ou organisations ont observé une minute de silence : dans le Golfe, au Maroc ainsi qu'à la Ligue arabe. Le roi Hassan II a, pour sa part, réclamé une réunion, le 27 décembre, des ministres des affaires étrangères des pays islamiques membres du Comité Al-Qods (Jérusalem) pour examiner la situation en Cisjordanie et à Gaza et à Jérusalem-Est.

A Téhéran, l'ayatollah Montazeri, successeur désigné de l'imam Khomeiny, a lancé un appel à de grandes manifestations dans le monde entier, vendredi prochain.

D'autre part, les relations égypto-israéliennes qui étaient déjà loin d'être au beau fixe ne font que s'envenimer depuis le début de l'agitation dans les territoires occupés, rapporte notre correspondant au Caire, Alexander Boudanti. Les autorités égyptiennes ont en effet multiplié les communiqués et les protestations condamnant « l'escalade de la répression et de la violence palestinienne dans les territoires occupés ». Les médias ont unanimement attaqué la « répression israélienne » et salué le « soulèvement populaire palestinien ».

Sur les campus, gauche et islamistes se sont pour une fois entendus. Lundi 21 décembre, plusieurs centaines d'étudiants de l'université d'Ain-Chams, au Caire, ont manifesté contre Israël et réclamaient la rupture des relations diplomatiques. Le cheikh de l'Azhar (haute autorité morale de l'islam sunnite) a lui aussi condamné les « actions criminelles et terroristes » d'Israël et a appelé les musulmans à soutenir « leurs frères palestiniens ». Le cheikh Hamed Aboul Nasr, guide suprême de la confrérie des Frères musulmans, est allé plus loin en lançant, lundi, un appel au Djihad (guerre sainte) « unique moyen pour libérer la Palestine ».

Cette montée progressive des sentiments anti-israéliens pourrait finalement pousser le gouvernement égyptien, si l'escalade de la violence

se poursuit dans les territoires occupés, à rappeler son ambassadeur au Caire, indique-t-on de source proche du ministère des affaires étrangères.

Les réactions en France

En France, le Parti socialiste est « très préoccupé » par la situation à Gaza, à Jérusalem et en Cisjordanie et « envisage l'envoi d'une délégation en Israël, en liaison avec le Parti travailliste » de ce pays, a déclaré lundi M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS.

De son côté, M. Yves Guéna, député RPR et président du Cercle Franco-pays arabes, a appelé la France et l'Europe à agir « pour que Israéliens et Palestiniens se reconnaissent les uns les autres, admettent leurs droits respectifs à avoir leur patrie et leur Etat, en attendant qu'un jour ils sachent se reconnaître, comme les peuples européens eux-mêmes si longtemps déchirés entre eux ont su en donner l'exemple ».

Pour sa part, l'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe y a lancé un appel à la grève de la faim le soir du réveillon de Noël à la mosquée de Paris ou à la cathédrale Notre-Dame de Paris « en signe de solidarité avec la lutte du peuple arabe palestinien » et « la création de son Etat indépendant sous la direction de l'OLP ».

Une délégation de Bours devait se rendre mardi à l'ambassade d'Israël à Paris en vue de remettre un message de protestation à la suite des troubles en Cisjordanie et à Gaza.

Dans la tourmente palestinienne

(Suite de la première page.)

Les propos sont les mêmes, graves et un peu embourbés. « Nous sommes des Arabes palestiniens avec la citoyenneté israélienne ; si vous voulez, ma nationalité — palestinienne — vient d'abord, ma citoyenneté ensuite », lance un jeune homme. « Nous voulons, poursuit-il, un Etat palestinien dans les territoires occupés » ; mais il s'empresse d'ajouter que, dans cette énumération, lui-même, comme tous les Palestiniens, resteraient en Israël.

Le gouvernement divisé

Même si leur mobilisation n'est que temporaire, et n'a, en fin de compte, pas réellement perturbé la vie des grandes villes du pays, les Arabes israéliens ont montré leur force. Près de 40 % d'entre eux votent pour l'extrême gauche et beaucoup d'autres sont influencés par le courant intégriste musulman. Cette tendance à la radicalisation — soulignée par nombre de responsables politiques — ne peut qu'être accentuée par la vague de violence sans précédent que connaissent les territoires occupés.

Or, de ce point de vue, la situation n'est pas à l'acalme. Dans les territoires aussi, le lundi 21 décembre était une journée de grève et de mobilisation. Toute activité professionnelle avait cessé. Si à Gaza une dizaine de milliers de personnes ont manifesté pacifiquement, il n'en est pas de même en Cisjordanie, où les accrochages ont été nombreux. A Jenin et Tobas, trois manifestants ont été tués par l'armée alors qu'ils attaquaient des véhicules israéliens et une patrouille militaire à coups de pierres, d'engins incendiaires et de barres de fer.

Depuis deux semaines, la liste des victimes n'a cessé de s'allonger : dix-huit morts, selon les autorités israéliennes, une vingtaine d'après des sources palestiniennes. A en croire la presse, les troubles — qui pour la plupart mettent l'armée aux prises avec de très jeunes manifestants — pourraient se poursuivre jusqu'au 17 janvier, date anniversaire de la création du mouvement nationaliste Fatah.

Mais à vrai dire, face au cycle ininterrompu de la violence, aucun responsable ne se risque à des pronostics, et le gouvernement d'union nationale (Likoud-

travillistes) paraît sans ressource, au moins sur le plan politique.

Dans un éditorial extrêmement sévère, le *Jerusalem Post* soulignait lundi l'étroitesse de la marge de manœuvre d'une équipe gouvernementale divisée. Qu'y a-t-il à négocier avec le premier ministre, M. Shamir, et son parti, le Likoud, se sont déjà prononcés sur le statut final des territoires (ils doivent, selon eux, rester sous tutelle israélienne) ?

Avec qui négocier, alors que la plupart des dirigeants nationalistes de Cisjordanie et de Gaza ont été écartés ?

Le premier ministre est jusqu'à présent resté de marbre : « Ces événements, a-t-il répété lundi, ne

doivent pas susciter de réactions de panique et seront surmontés comme les précédents ; l'ordre et la sécurité sont des impératifs plus importants que l'image négative d'Israël qui se reflète dans les médias ».

Quant aux chefs travaillistes, ils étaient absents du pays. Le ministre des affaires étrangères, M. Férès, n'a regagné Jérusalem que dimanche soir, à l'issue d'une tournée de dix jours en Amérique latine ; le ministre de la défense, M. Rabin, ne devait rentrer que ce mardi des Etats-Unis.

Et la Knesset devrait, en principe, tenir cette semaine son premier débat sur la situation dans les territoires...

ALAIN FRACHON.

Le conflit du Golfe

Nouvelles opérations sur le front

Les forces iraniennes ont lancé, lundi 21 décembre à l'aube, une nouvelle opération dans la région frontalière de Fakhkh, « mettant hors de combat près de mille soldats irakiens » et « libérant 30 kilomètres carrés du territoire irakien » au nord de Fakhkh, a annoncé un communiqué de l'état-major iranien.

Cette attaque a été lancée sur la rive est du fleuve De-Ira, au nord-est de Fakhkh (près de Zohabid, sud du Iran), « une région irakienne occupée depuis le début du conflit par les forces de Bagdad », indique le communiqué, selon lequel les troupes irakiennes ont lancé sans succès lundi après-midi plusieurs contre-offensives pour reprendre leurs positions. Cette opération, précise encore le communiqué, fait suite à celle menée dimanche par les troupes iraniennes dans la région de Zohabid, proche de Fakhkh (au nord de la ville irakienne d'Al-Amarah).

Bagdad a, de son côté, indiqué lundi soir que les forces irakiennes avaient mis en échec une attaque irakienne lancée lundi matin à 20 km au nord de Bassorah, tuant mille deux cents soldats irakiens.

Par ailleurs, le président Andrei Gromyko a assuré lundi le roi Hussein de Jordanie, arrivé dans la journée à Moscou, du soutien total de l'Union soviétique à la résolution des Nations unies exigeant un cessez-le-feu entre l'Irak et l'Irak.

« Le fait que l'Irak soit seul prêt à un règlement politique est insuffisant », a déclaré M. Gromyko, lors d'un dîner en l'honneur du roi Hussein.

L'URSS a d'autre part, présenté lundi aux autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU un projet de déclaration sur le conflit Iran-Irak rappelant aux deux belligérents la nécessité d'accepter un règlement de paix, a-t-on appris lundi dans les alentours du Conseil.

Dans les milieux diplomatiques occidentaux, on se montre déçu par ce texte. Selon les mêmes sources, le texte soviétique ne fait pas spécifiquement référence à la mise en œuvre d'éventuelles sanctions en cas de non-application de la résolution 598, qui, près de six mois après son adoption, reste encore lettre morte.

La résolution exigeait notamment un cessez-le-feu immédiat et le retrait sans délai des forces des deux belligérents sur les frontières internationales reconnues. (AFP, Reuter)

OCDE Publications

A paraître le 23 décembre

PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCDE N° 42
Etude semestrielle qui présente les tendances et les prévisions concernant l'évolution de la production, de l'emploi, des prix et des balances des paiements courants au cours des dix-huit prochains mois. Ces prévisions sont fondées sur l'analyse de la situation de chaque pays membre, compte tenu des incidences de l'évolution internationale sur chacun d'eux.

112 87 42 21 1984 92-44-23329-4 F 70 ex.
112 88 03 21 1987 93-44-23329-4 F 70 ex.
Cf. 42 et 43 de la collection en juin et en décembre ; F 120 ex.

Vient de Paraître :

REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE N° 9/Automne 1987
Ce numéro traite des thèmes suivants :

- Les conséquences économiques de l'aide à l'agriculture : une analyse
- La gestion des crises dans le nouveau paysage international
- Un modèle de prime de risque pour évaluer l'impact des taux de change
- Ven et l'OM contre l'OMC
- Les indicateurs avancés de l'OCDE
- Les indicateurs de compétitivité internationale : aspects conceptuels et évaluation
- Note sur les nouvelles tentatives de pouvoir d'achat de référence de l'OCDE pour 1985

113 37 02 21 1984 92-44-23329-4 F 80 ex.
113 38 02 21 1984 92-44-23329-4 F 80 ex.
(N° 9) : Perspectives et 11-12 (Automne) ; F 120 ex.

INTERDEPENDANCE ET COOPERATION DANS LE MONDE DE DEMAIN.
Symposium marquant le vingt-cinquième anniversaire de l'OCDE

103 87 01 21 1984 92-44-23329-4 F 120 ex.

LA MAÎTRISE ET LA GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES
(42 87 02 21 1984 92-44-23329-4 F 120 ex.)

FINANCEMENT ET DETTE EXTERIEURE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT. Etude 1986
(43 87 01 21 1984 92-44-23329-4 F 120 ex.)

Série : Initiatives locales de création d'emplois :
DE NOUVEAUX RÔLES POUR LES AUTORITÉS LOCALES
(34 87 01 21 1984 92-44-23329-4 F 80 ex.)

Série : OCDE : études de cas sociales :
N° 4 LA SANTÉ : FINANCEMENT ET PRESTATIONS. Analyse comparée des pays de l'OCDE
(31 87 02 21 1984 92-44-23329-4 F 80 ex.)

Commandez, dès maintenant, votre exemplaire du CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE (gratuit) ex.

Veuillez compléter et retourner cette annonce, accompagnée de votre carte de vôtres :

OCDE

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Service des Publications
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 15, FRANCE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDIPAR 698572 F
Télécopieur : (01) 45-23-06-81
Tél. (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Bonne-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS
BP 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE : 687 F 1 337 F 1 982 F 2 530 F

ETRANGER (par messagerie)
PAR VOIE NORMALE : 687 F 1 337 F 1 982 F 2 530 F

IL - SUISSE, TUNISIE
594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse, déficits ou provisions : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire dans les vôtres propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous droits sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75807 PARIS
Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

Etranger

Un document sur la contestation en URSS

Le « dialogue » du 27 juillet 1987 entre M. Gromyko et une délégation de Tatars de Crimée

MOSCOU de notre correspondant

Le 27 juillet 1987, une délégation de vingt et un Tatars de Crimée était reçue au Kremlin par le chef de l'Etat soviétique, M. Andreï Gromyko. Vingt ans après une première tentative infructueuse d'exposer leurs revendications dans la capitale soviétique, les Tatars de Crimée, encouragés par une atmosphère de relative ouverture politique, se trouvaient de nouveau à Moscou depuis près d'un mois.

Accusés par Staline à la fin de la guerre d'avoir collaboré avec les nazis, les Tatars furent déportés, le 18 mai 1944, de la République autonome de Crimée, qui avait été créée pour eux en 1921. Plus de 200 000 personnes furent embarquées dans des wagons à bestiaux, la plupart

vers l'Ouzbékistan, beaucoup périrent dans ce transfert. Deux ans plus tard, un décret annonçait la suppression de la République de Crimée, dont le territoire, sur les bords de la mer Noire, devait être plus tard rattaché à l'Ukraine et repeuplé de Russes et d'Ukrainiens. Les Tatars commencèrent alors une longue série de démarches pour tenter d'obtenir le rétablissement de leurs droits.

En 1956, un décret accorde aux Tatars un statut normal dans leurs lieux de résidence. Mais ce décret, non rendu public, n'autorise pas les Tatars à regagner la Crimée et précise que les biens qui leur ont été confisqués ne seront pas restitués. En 1968, les Tatars viennent à Moscou, dont ils se font expulser. En juillet 1987, ils reviennent à quatre cents avec l'intention de manifester sur la place Rouge, ce qui leur vaut

d'être rapus par Youri Andropov, à l'époque chef du KGB. Le 6 septembre suivant, un décret reconnaît que la population tatare a été injustement accusée de collaboration. Mais il ne reconnaît pas la nation tatare et ne rétablit pas ses droits collectifs.

En juillet 1987, ils se retrouvent à plusieurs centaines sur la place Rouge. La police tolère ce rassemblement silencieux pendant quelques jours, en les isolant à l'intérieur d'un vaste cordon policier. Le 23 au soir, Tass publie un communiqué lu à la télévision, qui réaffirme le caractère injuste de l'éviction de la population tatare de Crimée. Mais il réaffirme aussi les exactions de « dix bataillons et quatorze compagnies de volontaires tatars », accusés d'avoir participé pendant la guerre au massacre de 86 000 résidents de Crimée et de 47 000 prisonniers de guerre. Chiffres que les Tatars réfutent en bloc.

Parallèlement, le Kremlin annonce la création d'une commission qui examinera les revendications des Tatars. Démarche tout à fait exceptionnelle, M. Gromyko reçoit le 27 juillet la délégation, dont les porte-parole se déclareront « très mécontents » à l'issue d'un entretien de deux heures et demie. On lira ci-dessous les principaux extraits de cette discussion au cours de laquelle M. Gromyko cherche à tempérer en prenant soin de ne pas faire de promesses. Quatre jours plus tard, les Tatars étaient emmenés à destination de leurs lieux de résidence. Depuis, des groupes de travail créés par la commission ont enquêté auprès des Tatars, lesquels de leur côté ont poursuivi leur mouvement de protestation, en particulier en Ouzbékistan, face à une attitude de plus en plus ferme des autorités.

SYLVIE KAUFFMANN.

Après que M. Gromyko ait invité ses interlocuteurs à « faire part de leurs préoccupations », un Tatar, membre du Parti communiste, prend la parole : « Partout on nous accuse, on nous dit que les Tatars ont été des traîtres. On peut dire que le décret (du temps de guerre) existe toujours, bien qu'il ait été aboli en 1956 puis formellement rétrogradé. Mais il y a la seconde partie du décret, sur l'interdiction faite aux Tatars de revenir dans leurs villes natales, et le fait que les biens confisqués ne seront jamais restitués. Or, officiellement, les Soviétiques ont le droit d'habiter où ils veulent. Même maintenant, on continue à chasser des Tatars de Crimée. »

L'orateur cite alors une lettre de Tchekhov Aboukharev, kalchak du village de Vidyty en Crimée :

« En février 1985, j'ai démissionné d'Ouzbékistan avec ma femme et nos six enfants. Nous avons acheté une maison. On m'a dit : vous êtes tatar, vous avez vécu la Crimée, on vous a déjà chassés et vous n'avez pas le droit de vivre ici. Le 3 juin 1985, à 5 heures du matin, deux responsables de la police nous ont chassés de la maison. Les enfants ont été envoyés dans un foyer de Simferopol et, au bout de trois jours, la milice nous a renvoyés séparément en Ouzbékistan. »

« La presse : un reflet des temps stalinien »

Une femme : « De quelle éducation morale peut-on parler lorsque, par le communiqué de Tass, la presse a compromis la ligne du parti. Ce qui se passe en Crimée et ce qu'écrivent la presse est un reflet des temps stalinien. Quand on nous a proposé cette rencontre,

une partie de nos jeunes étaient contre, ils avaient des raisons. » M. Gromyko : « Nous ne pouvons et ne devons tromper personne, ni traiter cela à la légère. (...) Une réponse ne vous sera donnée que lorsqu'on aura étudié la question, ce n'est pas pour nous débarrasser de vous. (...) »

« Il faut tout peser. Si tout était si simple, nous n'aurions pas créé une commission. On aurait choisi deux ou trois « sages » et on leur aurait donné trois jours pour trouver une solution. Mais il n'y a pas de miracle. Aujourd'hui, le Christ ne marche pas sur l'eau. »

Un Tatar : « Nous considérons comme inacceptable ce qui s'est passé en 1944. »

M. Gromyko : « Vous savez, beaucoup de choses ont changé depuis lors, économiquement, ethniquement... Que faire des populations qui sont là-bas ? Tous les chasser ? »

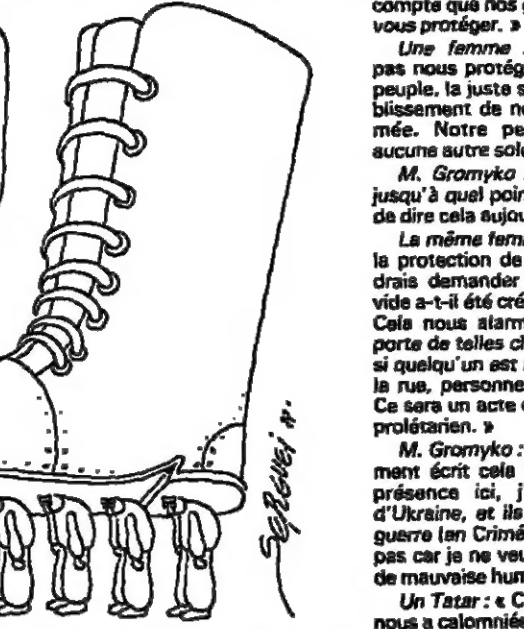
Plusieurs Tatars en même temps : « Non, non. »

Il y a vingt ans déjà : Andropov

Un vieux Tatar : « Il y a vingt ans, quand Andropov nous avait reçus, on avait examiné les mêmes questions qu'aujourd'hui. Youri Vladimirovitch (M. Andropov) nous avait dit qu'il n'y avait aucun problème. Nous ne voulons pas qu'on nous laisse tomber comme par le passé. »

M. Gromyko : « Andropov avait dit de bonnes choses, mais aucune décision n'avait été prise. Nous, nous nous exprimons pour préciser cette décision. Nous ne voulons pas vous avoir parlé d'un plan remarquable, pour qu'après ce plan se révèle irréalisable. Il ne sert à rien de gagner un jour, une semaine, un mois. (...) »

Le même Tatar : « A l'époque, j'avais demandé pourquoi on n'avait pas inclus des représentants de notre peuple dans les com-



missions. On m'avait dit : « Quand le temps viendra, on vous le dira. »

M. Gromyko : « Il y a peut-être eu des dizaines de nos commissions, mais une comme celle-ci, jamais (...). Nous sommes ceux qui nous faisons confiance, et vous devez à ce sujet nous toucher, d'une certaine manière. »

Un Tatar : « Pouvons-nous déléguer l'un de nos camarades que vous informerez, ou bien ce sera à travers la presse ? »

M. Gromyko (en riant) : « Un correspondant ou un informateur ? Vous avez beaucoup d'imagination... Je vous dirai ceci : moins de ruse, davantage d'honnêteté... (bravos) ». Le désir de parvenir à une juste décision. La sincérité et la vérité sont sœurs. »

Un Tatar : « Est-ce que la commission se fixe pour objectif de

compte que nos gens essaient de vous protéger. » Une femme : « Laissez-les ne pas nous protéger. (...) Pour notre peuple, la juste solution est le rétablissement de notre nation en Crimée. Notre peuple n'acceptera aucune autre solution. »

M. Gromyko : « Je ne sais pas jusqu'à quel point vous avez raison de dire cela aujourd'hui. »

La même femme : « A propos de la protection de vos gens, je voudrais demander : pourquoi un tel vide a-t-il été créé autour de nous ? Cela nous alarme. La presse rapporte de telles choses sur nous que si quelqu'un est mis en pièces dans la rue, personne n'en sera étonné. Ce sera un acte d'internationalisme prolétarien. »

M. Gromyko : « La presse a vraiment écrit cela ?... Pendant votre présence ici, j'ai vu des gens d'Ukraine, et ils m'ont parlé de la guerre (en Crimée). Je n'en parlerai pas car je ne veux pas vous mettre de mauvaise humeur. »

Un Tatar : « Ce n'est pas vrai, on nous a calomniés. »

« Moins d'émotion, camarades ! »

Un Tatar affirme avoir reçu des menaces, plusieurs personnes parlant en même temps.

M. Gromyko : « Camarades, moins d'émotions, plus de retenue et plus de raison (...). Je vois que nos vus sur le passé ne coïncident pas, nous pourrions continuer indéfiniment. Mais ce que nous avons dit a été mis sous forme de document. Peut-être certains d'entre vous pensent-ils qu'il y a des inexactitudes ça et là ou des déformations. Non. C'est vous que de l'esprit. Il y a des faits que l'on n'oublie pas, en Crimée et partout ailleurs dans le pays. »

« Je sais, vous et moi aurons préféré que ces événements ne se fussent pas produits. Mais que faire ? »

Le chef de l'Etat soviétique : « Nos gens essaient de vous protéger »

« Ce qui hier vous paraissait souhaitable, faire pression sur la direction, rester plus longtemps ici, manifester, cela vous paraît possible aujourd'hui, mais en fait c'est pire pour vous, pas pour la direction. Vous devez vous contrôler. Cela va se dégrader. Cela va empirer. Vous avez dû vous rendre

ITALIE

Une erreur judiciaire pourrait coûter aux magistrats jusqu'au tiers de leur salaire

ROME de notre correspondant

Les magistrats italiens devraient « payer » jusqu'au tiers de leur salaire annuel pour des erreurs commises dans l'exercice de leurs fonctions : ainsi le veut le nouveau projet de loi sur la « responsabilité » des juges approuvé lundi 21 décembre par la Chambre des députés, y compris le groupe communiste.

Tout citoyen pourra désormais se retourner contre un magistrat ou un collège judiciaire non seulement en cas de fraude ou de concussion, mais aussi en cas de « faute grave » : violation de la loi « par négligence inexcusable », affirmation d'un fait « dont l'existence est incontestablement exclue par les actes du procès », ou encore « négation d'un fait dont l'existence est incontestablement confirmée par les actes du procès ».

Issu des référendums des 8 et 9 novembre, où 80 % des Italiens ont voté pour l'instauration de la responsabilité civile des juges, le texte devrait être approuvé définitivement par le Sénat dans les premiers jours de janvier. A la Chambre les radicaux, grands promoteurs du projet, ont fini par voter contre avec les néo-fascistes du Mouvement social italien, jugeant le texte insuffisant.

Le projet a soulevé des problèmes complexes. Les législateurs devaient éviter que les jurés populaires ne désertent les tribunaux pour ne pas courir le risque éventuel de poursuites judiciaires. Ils ont fini par s'autoriser de poursuites qu'à l'encontre des « professionnels de la justice », excluant les jurés populaires et les « citoyens étrangers à la magistrature », sauf en cas de délit.

Non seulement les décisions judiciaires, mais aussi les « comporte-

ments » des magistrats — tous les magistrats, y compris ceux de la Cour des comptes et les militaires, — peuvent donner lieu à des poursuites. Ces concessions aux partisans d'une large responsabilité des magistrats ont été compensées par d'autres articles. L'un de ces articles oblige la partie lésée de demander des dommages-intérêts à l'Etat et non directement au magistrat concerné, qui sera à son tour poursuivi par le ministre du Trésor. Un autre institue un « filtre » : un tribunal jugera d'abord si les plaintes sont recevables ou non.

(Interim.)

Trois semaines après la victoire de l'ANAP aux élections du 29 novembre, le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a profondément remanié son équipe gouvernementale. Rendue publique le lundi 21 décembre à Ankara, sa composition confirme la volonté de M. Ozal de moderniser le pays et de rapprocher le niveau de son économie de celui du reste de l'Europe. Onze nouveaux ministres, sur les vingt-cinq qui le composent, entrent dans le gouvernement, dont les portefeuilles sont occupés par des personnalités proches du premier ministre.

(Interim.)

TURQUIE

La composition du gouvernement confirme la volonté de renouveau du premier ministre, M. Ozal

Trois de ses principaux collaborateurs ont été nommés ministres d'Etat : M. Erdem, vice-premier ministre, sera chargé de la coordination dans les domaines économique et politique ; M. Kahveci, trentehuit ans, conseiller économique du premier ministre et plus jeune membre de la nouvelle équipe, s'occupera de la lutte contre la bureaucratie, principal obstacle aux changements que désire effectuer M. Ozal, ainsi que de la mise en place des politiques d'emploi et de privatisation ; M. Yusuf Ozal, frère du premier ministre, sera chargé de la planification et supervisera la trésorerie et les exportations.

Un autre proche de M. Ozal revient à un poste-clé du nouveau cabinet comme ministre des affaires étrangères. M. Mesut Yilmaz avait été ministre d'Etat et porte-parole du gouvernement en 1983 — il était considéré alors comme le dauphin du premier ministre — avant de se voir confier, en octobre 1986, le ministère du tourisme et de la culture. Son poste actuel fait de lui une des personnalités les plus importantes du gouvernement.

Le ministre d'Etat chargé des relations avec la CEE, M. Ali Bozer, conserve, quant à lui, son poste. Il était passé au Parti de la Mère patrie de M. Ozal en 1986, après l'affirmation du Parti de la démocratie nationaliste (droite).

Parmi les nouveaux venus figure le ministre de la défense, M. Erkan Yurullu. Né en 1943, dans le sud-est de la Turquie, il a fait sa carrière dans la diplomatie. Troisième femme ministre depuis la fondation de la République turque en 1922 et première dans l'équipe de M. Ozal, M^{lle} Inur Aykut, quarante-sept ans, a été nommée ministre du travail et de la Sécurité sociale.

Le professeur Lerner est autorisé à émigrer

Le professeur Alexandre Lerner, qui demandait à émigrer depuis seize ans, a été autorisé, lundi 21 décembre, à quitter l'URSS. Agé de soixante-trois ans, il est l'un des plus vieux refusés et l'un des principales personnalités de la communauté juive. Il a précisé qu'il souhaitait émigrer « seulement en Israël » et que son fils, sa belle-fille et leur enfant avaient également reçu l'autorisation d'émigrer. Ils comptent quitter l'URSS au cours du mois de janvier.

Le professeur Lerner, cybernéticien de réputation mondiale, a attribué le dénouement de sa situation aux interventions en sa faveur du premier ministre australien, M. Bob Hawke, qui a effectué récemment une visite officielle à Moscou, du premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, et du président Reagan.

GRANDE-BRETAGNE

Vendues et mariées de force au Yémen du Nord

Le Foreign Office tentait le lundi 21 décembre d'obtenir la sortie du territoire nord-yéménite de deux jeunes femmes ayant la double nationalité yéménite et britannique qui avaient été vendues en 1980 par leur père. Elles avaient été mariées de force à des villageois à l'âge de treize et quinze ans.

M. Timothy Eggar, ministre adjoint au Foreign Office, a déclaré que Londres essayait d'intercéder dans cette affaire « épouvantable », mais il a souligné que le rapatriement en Grande-Bretagne des deux jeunes femmes, en raison de leur double nationalité, dépendait entièrement du bon vouloir des autorités locales.

Dans un enregistrement recueilli sur place par un journaliste de l'hebdomadaire The Observer et dont des extraits ont été diffusés lundi par la BBC, les deux jeunes femmes ont

raconté, des sanglots dans la voix, comment elles avaient été attirées dans un piège par leur père. Sous prétexte de leur offrir des vacances, il les avait invitées dans le village de la région dont il est originaire, et les avait livrées à deux villageois ayant versé chacun la somme de 1 300 livres.

« On m'a dit que si je refusais de coucher avec mon « mari », les femmes du village me maltraiteraient de force (...). C'est ce qui est arrivé. C'était comme un viol », a raconté Zena, l'aînée, âgée aujourd'hui de vingt-deux ans, mère d'un enfant. « Je ne veux pas rester ici. Je vais devenir folle. Je suis brimée », a-t-elle ajouté. La plus jeune, aujourd'hui âgée de vingt ans et mère de deux enfants, a menacé de se donner la mort. — (AFP.)

Un Brozek signé Fred.

Des sculptures devenues Bijoux. Miroslav Brozek a créé pour Fred une composition mobile qu'il appelle « Le Couple ». Etonnant pendentif d'or jaune et d'or gris sculpté dans la masse et articulé autour de sa chaîne. Prix : 13 300 F.

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Maridien, Espace « Galeries Lafayette », Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

FRED JOAILLER

سكزا من الاصل

Asie

PHILIPPINES : les témoignages sur la catastrophe maritime

Pour survivre, il fallait nager sous la nappe de carburant enflammé...

MANILLE
correspondance

Moins de quarante-huit heures après la terrible catastrophe maritime dans le détroit de Tablas, à 150 kilomètres au sud de Manille, avions et hélicoptères — dont ceux dépêchés sur place par l'armée américaine — continuaient de survoler en vain, mardi 22 décembre, les lieux de la tragédie. Le nombre des survivants s'élevait toujours à vingt-six seulement.

Les récits de cette poignée de rescapés concordent : la *Dona-Paz*, paquebot de 2215 tonnes transportant, d'après les registres de la com-

pagnie Sulpicio, propriétaire du navire, mille cinq cent cinquante-trois personnes, en route pour le port de Manille, percuta le *Victor*, bateau de taille plus modeste — 630 tonnes — mais ayant à son bord plus de 8 000 barils de fuel hautement inflammable. Selon les survivants, les deux navires furent immédiatement secourus par une ou plusieurs explosions, puis la surface calme des eaux — la météo était apparemment bonne — se transforma en une mer de flammes.

Aujourd'hui, sur leurs lits d'hôpital, les survivants décrivent l'enfer. Des familles affolées se sont cherchées pour se perdre à jamais, dans

une obscurité rendue plus effrayable encore par les flots de fumée acre. La panique a été complète. Ce fut du chaos pour soi, les équipages des deux navires ayant disparu dans la fournaise aux premiers instants de la collision.

Pour survivre, il fallait plonger et nager sous la nappe de carburant enflammé. Après, il fallait attendre, « en attendant les cris des mères appelant leurs enfants... », dira un des naufragés recueilli quelques heures plus tard. La radio philippine parlait aussi d'attaques de requins, mais le fait n'a pu être vérifié.

Une capacité de 608 passagers...

Le bilan de la catastrophe est sujet à caution. Si, officiellement, on fait état de mille cinq cent quarante disparus (dont onze marins sur treize du *Victor*), des responsables de compagnies maritimes opérant aux Philippines assurent que le désastre pourrait avoir été plus meurtrier. A la veille de Noël, des milliers de gens s'embarquent sur des bateaux aux tarifs peu chers pour rejoindre les autres membres de la famille restés « au pays ».

La réglementation limitant le nombre de passagers est ainsi traditionnellement bafouée. Dans ce cas précis, des témoins contredisaient la « rigueur » des registres : les passagers de la *Dona-Paz* auraient été à trois ou quatre par couchette, et, à Manille, la presse n'hésite pas à avancer le chiffre, crédible, de trois, voire quatre mille victimes... De toute façon, selon l'ancien propriétaire japonais de ce ferry — construit en 1963 pour faire la navette entre deux ports du sud du Japon — la *Dona-Paz* avait une capacité de six cent huit passagers.

On reste toujours perplexe sur les causes exactes de la catastrophe. On a évoqué la possibilité d'une erreur fatale dans l'interprétation des signaux de navigation, mais ce ne peut être qu'une hypothèse. Mardi, la présidente Aquino a demandé que des « sanctions sévères » soient prises après cette « tragédie nationale aux proportions dévastatrices ».

Ph. PONS.

KIM GORDON-BATES.

CHINE : la condamnation d'un étudiant

Quand Pékin prend pour cible les groupes de pression anticomunistes américains

PÉKIN
de notre correspondant

Les médias chinois ont accordé, le mardi 22 décembre, une importance de premier plan à la condamnation, la veille à Shanghai, d'un biochimiste de trente ans de prison pour « propagande démocratique à des fins contre-révolutionnaires ». L'affaire remonte aux manifestations étudiantes de l'hiver 1986, à la suite desquelles M. Yang avait été arrêté. Toutefois, ce jugement n'est peut-être pas étranger à des considérations dépassant la politique intérieure chinoise : les États-Unis y sont indirectement mais nettement impliqués.

Envoyé en 1983 poursuivre ses études dans une université américaine, M. Yang est accusé d'avoir alors rejoint une organisation d'opposants, l'Alliance démocratique chinoise, créée à New-York par un autre étudiant dissident, M. Wang Bingzhang. Revenu à Shanghai en mai 1986, le contestataire s'est, selon les termes du jugement, rendu coupable d'avoir transmis en secret des « matériaux » concernant l'agitation estudiantine à la revue des opposants d'outre-mer, intitulée le *Printemps de Pékin*, puis d'avoir contribué, à partir de décembre 1986, par des affiches et des lettres, à l'expansion du mouvement de revendication des droits démocratiques qui provo-

qua une crise grave au sein du régime chinois.

Les seules condamnations prononcées par la justice chinoise après les manifestations de l'année dernière avaient frappé des ouvriers, à l'exception d'un étudiant accusé d'avoir confié des « secrets » à un journaliste de l'AFP, lequel fut expulsé. Ce nouveau jugement apparaît donc bien tardif, même s'il est destiné à impressionner les étudiants qui vivent mal l'anniversaire de leur révolte. Au reste, la manifestation du 9 décembre à Pékin, à la suite d'un meurtre dans un campus, n'a été suivie d'aucune effervescence particulière dans les universités réputées chaudes de la capitale. Les frustrations du monde étudiant et intellectuel (pauvreté des budgets d'enseignement et de recherche, conditions sportives bien peu propices à l'épanouissement et en porte à faux par rapport aux « nouveaux bourgeois » de la petite entreprise privée) restent renfermées.

En fait, le ton sévère de la presse chinoise pour annoncer ce verdict contraste avec la clémence relative du tribunal intermédiaire de Shanghai : sans aller jusqu'à la peine de mort, éventuellement applicable aux « contre-révolutionnaires » coupables d'actes graves, le code pénal chinois permettait de prononcer une sentence bien plus lourde.

Des dissidents comme M. Wei Jingsheng ont été condamnés à quinze ans de prison pour des

actions comparables à celles reprochées à M. Yang. En ce qui concerne ceux, « peu nombreux », qui ont des liens avec l'Alliance démocratique chinoise, la presse de mardi faisait dire à un membre anonyme de la police de Shanghai que s'ils mettaient fin à ces relations, ils seraient « pardonnés ».

C'est dans cette déclaration qu'on découvre la cible probable de ce surseut d'autorité : le Congrès américain. L'officier de police accuse l'Alliance démocratique chinoise — qui dispose d'appuis au sein du lobby pro-Taiwan du Congrès, encore que cela ne soit pas explicitement dit par Pékin pour le moment — d'avoir notamment cherché à influencer Taiwan en faisant état de menaces militaires communistes fictives, et d'avoir soutenu le dalaï-lama tibétain dans son action auprès des parlementaires américains contre la présence chinoise dans son pays.

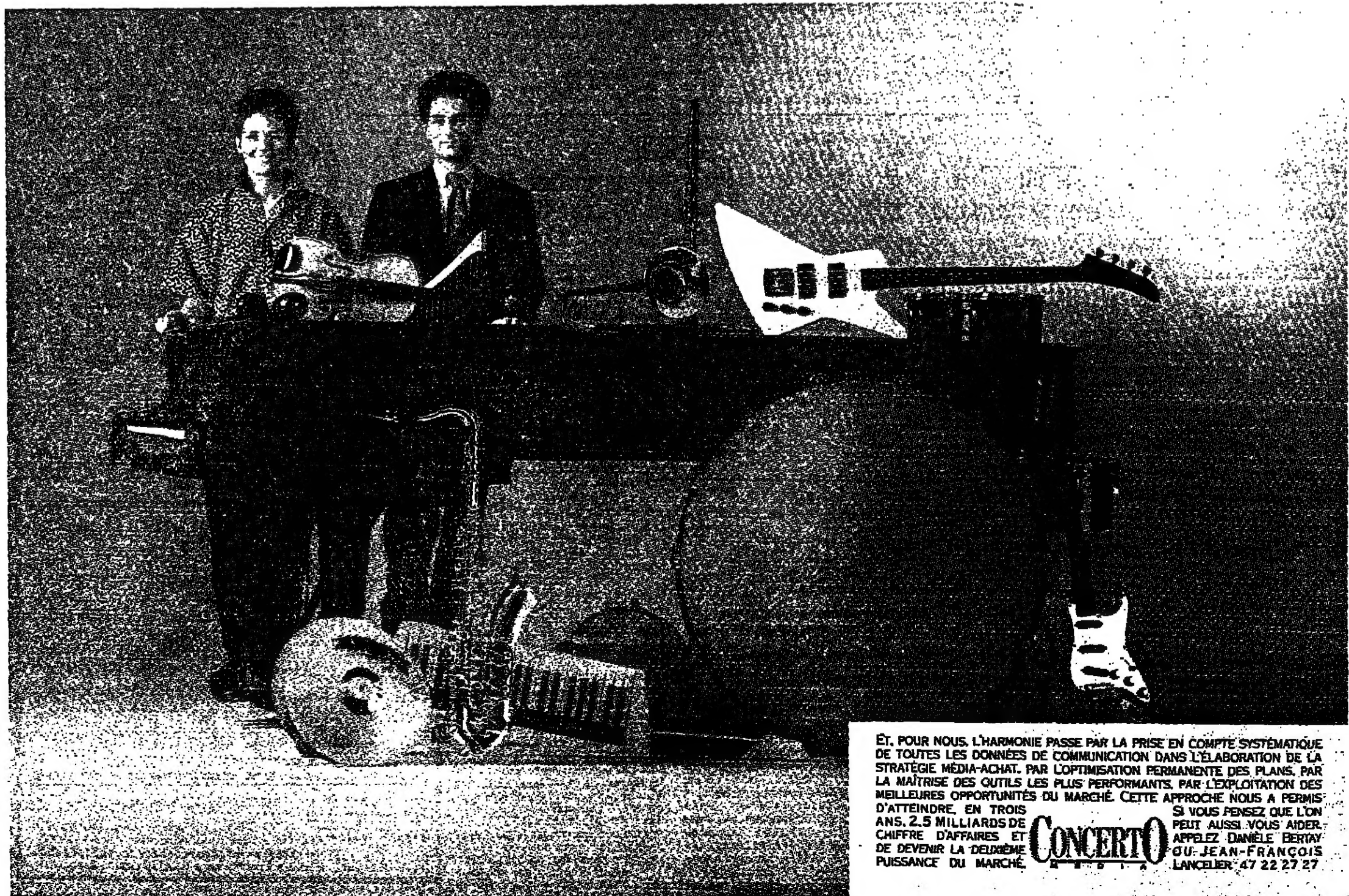
Après les sévères remontrances du Congrès envers les ventes d'armes chinoises à l'Iran, puis la politique tibétaine de Pékin, on a l'impression que la Chine, qui se trouve dans le collimateur d'autres « lobbies » américains comme ceux de l'industrie textile, est décidée à alourdir ses propres partisans aux États-Unis de crainte de perdre du terrain dans les priorités de Washington. Le biochimiste de Shanghai ira en prison pour servir cette stratégie.

FRANCIS DERON.

● INDE : les suites de la catastrophe de Bhopal. — La cour du district de Bhopal a ordonné, jeudi 17 décembre, à Union Carbide de verser un acompte de 280 millions de dollars en attendant que soient définitivement fixés les dommages et intérêts que la firme américaine devra payer aux victimes de la catastrophe du 2 décembre 1984, qui avait fait 2 880 morts à la suite d'une fuite de gaz toxique. Les plaignants sont au nombre de 520 000. L'une des organisations qui les représentent, le Front de lutte contre l'affaire du gaz toxique, avait demandé à la cour, d'ordon-

ner le versement d'un acompte de quelque 800 millions de dollars. Union Carbide s'était opposée à cette demande, mais le tribunal a partiellement fait droit à la requête du Front. Le gouvernement indien réclame, pour sa part, 3 milliards de dollars de dédommagements. — (AFP.)

LA PUISSANCE NE DOIT PAS SERVIR QU'À FAIRE DU BRUIT...
ELLE DOIT PRODUIRE DE L'HARMONIE.



ET POUR NOUS, L'HARMONIE PASSE PAR LA PRISE EN COMPTE SYSTÉMATIQUE DE TOUTES LES DONNÉES DE COMMUNICATION DANS L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE MEDIA-ACHAT. PAR L'OPTIMISATION PERMANENTE DES PLANS, PAR LA MAÎTRISE DES OUTILS LES PLUS PERFORMANTS, PAR L'EXPLOITATION DES MEILLEURES OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ. CETTE APPROCHE NOUS A PERMIS D'ATTEINDRE, EN TROIS ANS, 2,5 MILLIARDS DE CHIFFRE D'AFFAIRES ET D'APPRENDRE À DEVENIR LA DERNIÈRE PUISSANCE DU MARCHÉ.

CONCERTO

SI VOUS PENSEZ QUE L'ON PEUT AUSSI VOUS AIDER, APPELÉ DANIELE BERTAY OU JEAN-FRANÇOIS LANCELIER, 47 22 27 27.

Afrique

DJIBOUTI

Un double anniversaire en présence de M. Mitterrand

M. François Mitterrand était attendu à Djibouti dans la matinée du mardi 22 décembre pour une visite officielle de deux jours, la première d'un président de la République française depuis l'indépendance, en 1977.

DJIBOUTI de notre envoyé spécial

M. Mitterrand a rendu-nous ici avec une jeune centenaire. A Djibouti, l'année qui s'achève fut, en effet, celle d'un double anniversaire : dix ans pour la République, un siècle pour la ville. Le chef de l'Etat célébrait symboliquement cette date mercredi 22 décembre en visitant à Obock (en face de Djibouti, dans le golfe de Tadjourah), la résidence de Léonard Lagarde, qui fut le premier gouverneur de la « côte française des Somalis et dépendances ».

Grand amateur de littérature, le président aura une belle occasion

d'évoquer la mémoire des nombreux écrivains français qui — de Rimbaud à Mitterrand — ont passé par Obock, Montfard et Kessel — fréquentant les pistes ou les mers de cette « région toujours chaude ». Entre leurs récits de voyages et les sites de l'empire, des générations d'écoliers rêvaient de cette « côte française », souvent surnommée « le Djibouti », comptoir mûre et languissant (1).

Si la France prend pied sur cette côte torride en 1862, treize ans après le percement du canal de Suez, c'est pour y installer le dépôt de charbon nécessaire au ravitaillement de ses navires qui voguent vers le Tonkin. Napoléon III achète alors Djibouti au sultan local pour 10 000 rials, ces pièces d'argent syriennes qui furent pendant longtemps la seule monnaie reconnue en Afrique orientale. En février 1884, Léonard Lagarde — vicomte et fils de sénateur — débarque à Obock. Il a vingt-quatre ans, de l'énergie et des idées.

Ayant conclu des traités d'amitié avec le sultan, il salue vite l'importance stratégique — à cinq heures de bateau d'Afrique — de cette Djibouti, face à Aden la britannique, et au débouché d'une piste caravanière quatre fois millénaire qui conduit vers les plateaux d'Abyssinie. A l'époque, à Tadjourah, un port devenu négociant a assemblé une caravane de deux mille fusils en partance pour le Harar. Rimbaud et Lagarde se rencontrent à Obock et dînent ensemble dans la maison rustique du jeune administrateur, que Loti appellera plus tard la « cage à poules ».

En février 1888, aux termes d'un accord de partage entre Paris et Londres, les Français, délaissant Obock, s'installent à Djibouti. Sept ans plus tard, Lagarde s'y fixe définitivement, et elle devient la capitale de la nouvelle colonie française. Lagarde sera ensuite ministre auprès du régime Ménélik II, qui le tient en estime, et directeur des affaires africaines au Quai d'Orsay. Il mourra en 1936, en pleine guerre

d'Ethiopie, mortifié, dit-on, d'avoir vu son pays de prédilection tomber sous la botte des troupes mussoliniennes. Entre-temps, deux événements ont donné son plein essor à Djibouti : l'ouverture du chemin de fer d'Addis-Abeba, inauguré en 1917, vingt ans après le premier coup de pioche ; la construction, en 1935, du premier quai en eau profonde sur la carcasse du Fomine-blois, un vapeur des Messageries maritimes échoué en pleine rade.

Une superbe exposition photographique, inaugurée il y a quelques semaines au Palais du peuple de Djibouti, retraçait l'aventure de l'ancienne colonie. Financée par le ministère français de la coopération, elle permettra, espèrent ses organisateurs, aux Djiboutiens d'aujourd'hui de « reconquérir » leur mémoire nationale.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Le Regard colonial, de Jean-Pierre Diehl. Régine Desforges, 1986.

TUNISIE

Une liste indépendante emporte des élections partielles

TUNIS de notre correspondant

Surprise aux élections municipales, qui se sont déroulées le dimanche 20 décembre à Kasr-Ellal dans le Sahel, berceau du Parti socialiste destourien (PSD), où les candidats présents par celui-ci ont été battus par une liste indépendante.

Le grand nombre d'abstentions — plus de 47 % — explique sans doute cet échec et paraît significatif de la lassitude des électeurs face aux luttes de clans entre destouriens.

Le grand nombre d'abstentions — plus de 47 % — explique sans doute cet échec et paraît significatif de la lassitude des électeurs face aux luttes de clans entre destouriens.

En revanche, à Chemini, dans la région de Gabès, où l'on a voté à plus de 80 %, la liste du PSD, qui était aussi en concurrence avec une formation indépendante, a été élue.

Le communiqué du ministère de l'Intérieur, relatif à ces deux élections partielles, ne précise pas quels ont été les pourcentages des voix obtenus par les listes élues.

C'est la première fois que des élections se déroulaient en Tunisie depuis le changement du 7 novembre et qu'un scrutin ne se soit pas, comme ce fut toujours le cas dans le passé, par la victoire du parti au pouvoir. Ainsi, Kasr-Ellal, qui avait vu, en 1934, la naissance du Parti destourien, devient la première municipalité non destourienne du pays.

D'autres élections partielles, législatives celles-ci, doivent avoir lieu au début de l'année prochaine dans quatre circonscriptions.

M. D.

Contentieux avec Paris sur l'achat de blé. — Le premier ministre tunisien, M. Hédi Saccouche, a été invité par M. Chirac à se rendre à Paris le 15 janvier, a indiqué le porte-parole du Quai d'Orsay le lundi 21 décembre. Cette annonce intervient alors que quelques nuages pèsent sur la coopération entre les deux pays (le Monde du 21 novembre). On a appris, lundi à Paris, que lors de la prochaine visite de M. Raymond à Tunis, prévue pour le 20 décembre, mais reportée en raison d'une grippe du ministre des affaires étrangères, la France désirait soulever la question des achats de blé américain par la Tunisie. Le ministre français des finances paraît avoir réagi avec humeur au rejet récent d'une offre de blé français par la Tunisie, qui a préféré acheter 225 000 tonnes de blé américain.

CAMEROUN

M. Barre a terminé sa tournée africaine par un entretien avec le président Biya

Yaoundé. — M. Raymond Barre a achevé, le lundi 21 décembre, une visite de trois jours au Cameroun au cours de laquelle il a eu notamment un tête-à-tête de plus de deux heures avec le président Paul Biya.

Dressant un bilan de son voyage en Afrique (le Monde du 20-21 décembre) et de ses rencontres avec les présidents Abdou Diouf de Sénégal et Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire, M. Barre a déclaré avoir pour sa part voulu « faire face à la crise de leur pays » par leurs propres moyens » et de recourir à son aide extérieure sans compromettre la personnalité propre de leur nation. Il a également relevé que ses interlocuteurs ont en la souci de connaître la place de l'Afrique dans l'optique d'une future coopération européenne globale.

Après avoir été l'hôte à déjeuner du président Biya, en compagnie de plusieurs ministres camerounais, M. Barre a tenu une conférence publique au Palais des congrès de

Yaoundé devant environ 500 personnes, sur le thème : Situation mondiale et pays en voie de développement.

L'ancien premier ministre a été immédiatement suivi dans la capitale camerounaise par M. Michel Aurillac, venu pour une visite d'un jour. Le ministre de la coopération devait être reçu mardi matin par le président Biya, avant de rencontrer les communautés françaises de Yaoundé et de Douala.

Lundi, le gouvernement camerounais a annoncé des « sanctions sévères » contre les étudiants « faussaires de troubles ». En effet, de violentes manifestations ont eu lieu les 17 et 18 décembre à l'université de Yaoundé et dans le centre de la capitale, en protestation contre le retard de paiement des bourses. Des violences ont été incitées et des locaux universitaires saccagés. Quelque trois cents manifestants ont été appréhendés. — (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

Trois jeunes Blancs reconnus coupables du meurtre d'un Noir

Trois adolescents blancs ont été reconnus coupables, le lundi 21 décembre, d'un meurtre involontaire contre un jeune Noir. Ce dernier, Michael Griffith, vingt-trois ans, avait été tué il y a un an, en décembre 1986, renversé par une voiture alors qu'il tentait d'échapper à un groupe de jeunes Blancs lancés à sa poursuite, à Howard Beach, dans le quartier du Queens, à New-York.

Scott Kern et Jon Lester, tous deux âgés de dix-huit ans, ainsi que Jason Ladone, dix-sept ans, sont passibles de cinq à dix ans d'emprisonnement. Les sentences seront rendues en janvier par le tribunal new-yorkais dont le jury vient de rendre sa décision.

Cette affaire avait provoqué une série d'incidents raciaux l'an passé et avait amené le gouverneur de New-York, M. Mario Cuomo, à nommer spécialement un procureur pour l'enquête. Lundi, des centaines de militants noirs antiracistes se sont livrés à des actes de « désobéissance civile » : ils ont envahi le pont de Brooklyn, arrêtant le trafic routier aux heures de pointe, et ont bloqué dans trois stations de métro le départ des trains. (AFP.)

Egypte

M. Balladur reçu par le président Mubarak

Les relations entre l'Egypte et la France ont été au centre de la visite officielle de deux jours au Caire de M. Edouard Balladur. Le ministre des finances, qui a été reçu par le président Mubarak et le premier ministre, M. Ahmed Sedki, a été informé du durcissement de la position du FMI à l'égard de l'Egypte. Le Fonds estime, en effet, que Le Caire devrait accélérer le processus de réformes économiques (levée des subventions), alors que le gouvernement

Huit morts dans l'incendie d'un dépôt de l'armée

Huit personnes ont été tuées et entre cinq cents et mille cinq cents autres ont dû être hospitalisées à la suite d'un incendie dans un dépôt de l'armée contenant des bombes-fuzilles, dans le banlieue d'Alexandrie. L'incendie, qui a éclaté lundi 21 décembre à 2 heures du matin, a détruit un énorme stock de munitions, qui s'est abattu sur la banlieue, provoquant des débris d'asphalte et un vent de panique parmi la population.

Les autorités, qui ont affirmé que le usage n'était pas toxique, ont toutefois fait évacuer le quartier de peur que l'incendie n'entraîne une usine de pétrochimie toute proche. L'incendie a pu finalement être éteint et la fumée éteinte grâce à des tonnes de sable déversées sur le dépôt. — (Corresp.)

RFA

M. Hoefer est prié de plier bagages

Le conseil de surveillance de la télévision ouest-allemande WDR a suggéré, lundi 21 décembre, au présentateur vedette de la chaîne, M. Werner Hoefer, d'abandonner le plus tôt possible « son émission dominicale », après les révélations faites par Der Spiegel sur son passé nazi (voir le Monde du 19 décembre). Composé de quarante et un représentants de mouvements politiques et philosophiques qui déterminent les grandes orientations de la chaîne, le conseil s'est prononcé à l'unanimité moins trois abstentions en faveur de cette décision. Suivie chaque dimanche par

des millions d'Allemands de l'Ouest et de Suisses, l'émission — une des plus suivies de RFA — réunit depuis trente-cinq ans autour de M. Hoefer cinq journalistes étrangers et un journaliste ouest-allemand chargé de commenter un ou plusieurs grands thèmes d'actualité. — (AFP.)

LES MILLIARDS DES DROITS D'AUTEUR

SCIENCE VIE JANVIER ECONOMIE

Offre gagnante de Jean de Bonnot



« Moi aussi je vous offre un livre gratuit, mais c'est un livre d'art relié plein cuir et décoré à l'or fin ».

Cette offre célèbre d'un « échantillon » du savoir-faire traditionnel de Jean de Bonnot suscite un tel flot de réponses que les retardataires ne purent être servis.

En compensation, voici une nouvelle offre gagnante particulièrement gratifiante.

Pour la recevoir gratuitement et sans engagement, envoyer cette annonce aux Editions d'art Jean de Bonnot, 7, Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

1

← La Bibliothèque et le musée J. de B. BONNOT à Paris.

PARIS-LANZAROTE 1850 F A/R*
PARIS-DJERBA 1450 F A/R*

* Prix à partir de

Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.



Jumbo CHARTER

SEULS LES OISEUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 7 : 47 05 01 95 /
PERPIGNAN : 68 34 82 16 / RODEZ : 65 42 63 47 / PAU : 59 27 11 12
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

صكدا من الاصل

8 Le Monde • Mercredi 23 décembre 1987 •

Politique

Le débat sur le budget Champagne-Ardenne, le PS et l'effet Le Pen

M. Stasi fait des avances aux socialistes

REIMS
de notre correspondant

Au cours de la première journée de la session consacrée au vote du budget de la Champagne-Ardenne, le lundi 21 décembre à Châlons-sur-Marne, les socialistes, qui détiennent la clé du scrutin, ont entretenu le suspense. Président de région, M. Bernard Stasi (UDF-CDS) compte en effet sur leur neutralité pour l'emporter, comme ce fut le cas il y a un an. Il s'appuie sur une majorité UDF-RPR relative (23 voix), de sorte qu'une coalition de circonstance entre les oppositions de gauche (15 PS et 4 PC) et d'extrême droite (5 FN) le mènerait en minorité. Or, l'hostilité du parti de M. Le Pen et des communistes lui est acquise. Les socialistes lui est acquise. Les socialistes lui est acquise. Les socialistes lui est acquise.

credi 16 décembre, les a invité à voter contre le budget, malgré l'avis de M. Jospin favorable à une non-participation au vote.

M. Stasi a fait, lundi, quelques avances au PS en proposant notamment un surcroît de crédits en faveur des lycées (15 millions de francs). M. Fontaliran, président du groupe socialiste, a admis le bien-fondé des « quelques améliorations » apportées par l'exécutif, mais a considéré qu'il « restait à faire ». Ses critiques, portant sur l'essentiel sur des questions de forme, ne paraissent pas de nature à motiver un vote négatif. M. Fontaliran ne nourrissait, lundi soir, aucune inquiétude quant à la cohésion de son groupe. Il a conduit une entreprise de harcèlement qui a eu pour effet de mettre en évidence la fragilité de la position de M. Stasi.

DIDIER LOUIS.

POINT DE VUE

Politicard

par Roland Castro
architecte, membre du groupe des experts du PS

La position, majoritaire, du bureau exécutif du Parti socialiste à propos du vote dans les conseils régionaux, et plus précisément en Champagne-Ardenne, dont Bernard Stasi est le président, provoque une colère que les « majoritaires » de ce vote devraient méditer.

Elle rappelle une vieille théorie bien stalinienne selon laquelle le plus proche de vous est le plus dangereux.

Elle raye d'un allégre sectarisme tous les efforts d'intelligence liés à l'exercice du pouvoir et qu'on appelle culture de gouvernement.

Elle dévoile, crûment, la nudité des appétits de certains, bons élèves de Guy Mollet, qui savent

que le PS se gagne à gauche le dimanche, les jours de congrès ; pour la semaine, on s'arrange, hors congrès.

Appliqués à Bernard Stasi, autrement courtois et « de gauche » sur la question de l'immigration (Une chance pour la France) que certains socialistes qui, au pouvoir, ont enterré une des plus importantes des cent-dix propositions de François Mitterrand, celle concernant le vote des immigrés aux municipales, cette position « dure » est honteuse, hypocrite, politicienne.

Si vous voulez désespérer le « peuple de gauche », vous ne vous y seriez pas pris autrement.

Attention à ce que les idées que vous portez ne se perdent dans le miroir de vos ambitions. Qui, faut-il le préciser, intéresse moins le citoyen que vous-même.

L'image du premier secrétaire et celle de son parti

Les effets de la prise de position minoritaire de M. Lionel Jospin, à propos du vote du budget de la région Champagne-Ardenne, ne seront peut-être pas les mêmes dans l'opinion et dans le PS. Dans l'opinion, il semble évident que la prise de position du premier secrétaire « passe » mieux que celle de la plupart des autres dirigeants socialistes. En outre, le député de Haute-Garonne peut bénéficier du fait « seul contre tous » qui dans le passé, a si bien réussi à M. Michel Rocard quand celui-ci était « persécuté » au sein du PS.

Au prix de l'isolement dans la direction du PS, M. Jospin peut attendre de sa sincérité qu'elle renforce son image dans l'opinion, ce qui est aujourd'hui l'une de ses préoccupations, dans la perspective de l'après-1988 : M. Jospin entendait, à l'occasion de sa dernière participation à « l'heure de vérité », d'ici le 7 octobre, s'employer à dépasser son image « partisans ». De

fait, il a adopté ce soir-là, un profil « doux » — selon sa propre expression — lançant l'idée d'un « nouvel équilibre » de la société.

Depuis, M. Jospin a semblé décidé à conserver cette tonalité « modérée » — même s'il la veut ferme sur le fond — quitte à être critiqué dans le PS, comme à l'occasion de la visite ratée de M. Le Pen aux Antilles, où il a, sauf erreur, été le seul dirigeant socialiste à condamner publiquement l'entrave à la « liberté de circulation » qu'ont constituée les manifestations. Ce refus de recadrage n'est évidemment pas sans lien avec la préparation d'un après-1988 que M. Jospin se verrait bien passer à l'hôtel Matignon. Même s'il n'a pas l'intention, dans l'hypothèse d'une défaite de la gauche, de se laisser pousser vers la sortie, c'est-à-dire d'abandonner son poste de premier secrétaire.

A l'intérieur du PS, le tableau est probablement assez différent. Les

militants socialistes restent partisans d'une franche combativité vis-à-vis de la droite, cette combativité doit-elle passer pour du « sectarisme » aux yeux des observateurs. M. Daniel Vaillant, membre adjoint du secrétariat national chargé des fédérations, et proche de M. Jospin, a rappelé lundi que le débat n'est clos ni au bureau exécutif ni à la base, et qu'il « reprend » dans les sections.

Parmi les « éléphants » du PS, c'est un agacement très net — croissant à chacune des étapes de la réaction en chaîne — que l'on perçoit. Les membres de la coalition des « non » ont aujourd'hui, pour certains, l'impression d'avoir été « piégés ». Ainsi M. Maury a-t-il tenté, dès mercredi, de dissuader M. Jospin de procéder à un vote en forme et due forme, afin, précisément, que les dirigeants ne cristallisent pas leurs divisions et ne mettent pas les socialistes de Champagne-Ardenne dans une situation difficile.

Certains ont eu, disent-ils aujourd'hui, le sentiment de participer à un tour de table plus qu'à un vote, qui leur semblait, ajoutent-ils, si peu fondamental que, s'ils avaient pu mesurer alors la portée de leur choix, ils auraient pris une autre position. Ils se défendent de l'accusation d'avoir voulu déstabiliser M. Jospin. Enfin, le fait de voir maintenant le débat déplacé sur le terrain de la morale — MM. Jospin et Rocard paraissent avoir défendu une position « morale » et eux une position donc « non morale » — est plutôt mal vécu.

Première conséquence paradoxale de ce vote : ses prolongements ont donné une certaine réalité à une coalition qui, au moment de la réunion du bureau exécutif, était bien trop hétéroclite pour être honnête. Il y a désormais un contentieux qui n'existerait pas entre certains dirigeants et M. Jospin. Quand un contentieux existait déjà entre M. Jospin et tel ou tel, il s'agissait de surcroît, le soutien apporté à M. Jospin par M. Rocard va relancer certaines suspicions sur l'existence d'un « axe » Jospin-Rocard.

Seconde conséquence paradoxale : ce vote peut renforcer l'image de M. Jospin dans l'opinion, certainement pas celle de son parti. Les divisions se sont accentuées, elles semblent tourner au règlement de compte personnel. Et si M. Jospin a pris, du point de vue de l'opinion, une « bonne » position, le fonctionnement actuel du PS est tel qu'il n'a pas été, de toute façon, en mesure de l'imposer à son parti.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

La visite du premier ministre en Franche-Comté

M. Edgar Faure choisit M. Chirac

BESANCON
de notre envoyé spécial

La cohabitation est chez M. Edgar Faure une seconde nature. C'est un peu comme la potion magique pour Obélix : tombé il y a longtemps dans la marmite où elle était préparée, il doit aujourd'hui assister à la distribution de la bienfaisante potion sans y participer lui-même. Il est vrai qu'il n'en a pas eu besoin pour se glisser dans le jeu — à la place honorifique mais rien moins que négligeable de président du biennal de la Révolution — et que sa position lui permet de présenter le miroir de l'histoire aux cohabitants en chef, ces deux « hommes d'Etat » appelés en mars 1986 « à fixer le destin de la France ».

Le président du conseil régional de Franche-Comté a associé dans un éloge commun M. Chirac, qu'il recevait le lundi 21 décembre à Besançon, et M. François Mitterrand, qu'il avait reçu en mars dernier.

M. Edgar Faure a ensuite félicité M. Chirac d'avoir estimé qu'il devait « éviter une crise institutionnelle ». A quel point MM. Mitterrand et Chirac ont eu raison d'agir comme ils l'ont fait, quoi qu'en disent les sondages d'opinion sur la cohabitation, il suffit pour s'en convaincre : « d'imaginer ce qui se serait passé dans le cas où la Constitution serait tombée en panne et peut-être en miettes », a observé l'ancien président du conseil de la IV^e République et ancien ministre de la V^e.

Contre « le schéma de l'égoïsme »

Le raisonnement par l'absurde auquel M. Barre sera sensible à une suite logique : M. Edgar Faure entend que des trépassés de la cohabitation, le mérite soit compté à M. Chirac. Ainsi s'est applaudi le premier ministre pour avoir, le 12 décembre, à propos de la sécurité européenne, suggéré de « resserrer la solidarité des pays d'Europe aussi bien du point de vue de la coopération que de celui des garanties » et rejeté « le schéma de l'égoïsme selon lequel la France pourrait s'abriter impunément sous un parapluie qui ne couvrirait que son hexagone ».

En un mot comme en cent, M. Chirac, que son hôte a comparé à deux figures historiques d'hommes d'Etat originaires eux aussi du Limousin — Turpin et d'Agassac — est tenu par M. Faure en « véritable ami ». Aussi le président du conseil régional de Franche-Comté a-t-il exprimé le souhait de voir l'action du premier ministre « continuer sans rupture et prendre toute

sa dimension dans la plus large réconciliation des Français », ce qu'il a résumé autrement : « Les vœux, a-t-il dit, que je forme pour votre destin ».

La cohabitation et son contexte

Sobrement, M. Chirac a expliqué que la décision qu'il avait prise en mars 1986 d'accepter la cohabitation avait été facilitée par le « contexte » qui veut « un certain nombre de sujets essentiels pour la vie de notre nation sont devenus des sujets de consensus » : les institutions, la défense, la politique étrangère, auxquels le premier ministre a ajouté la décentralisation, l'entreprise et « les rapports sociaux ».

Le premier ministre a assuré que « l'Etat est prêt à s'engager dans une politique d'accompagnement des initiatives régionales ». Pour commencer, il va respecter l'engagement pris dans le contrat de plan pour le centre universitaire de technologie de Sevenans, décidé en son temps par M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'éducation nationale, et dont les crédits étaient bloqués depuis deux ans. Ce geste a été jugé suffisamment important par le maire de Belfort et par ses amis socialistes du nord de la région pour qu'ils assistent à la réception du conseil régional, après avoir menacé M. Edgar Faure de la bouder.

M. Jacques Chirac qui avait été accueilli au début de la matinée à la mairie de Besançon par M. Robert Schwint, le maire et sénateur socialiste rocardien, avait salué d'un mot la « tradition socialiste utopiste » de la région en insistant beaucoup sur le dernier adjectif. Il a quitté Besançon au début de l'après-midi pour Exincourt, dans la banlieue de Mombillard, où l'attendaient plusieurs centaines de ses partisans brandissant des pancartes « Chirac, président ».

Le maire de la commune, M. Louis Souvet, sénateur RPR, avait eu bien peur que la visite du premier ministre chez lui ne soit supprimée, comme celle que M. Chirac devait faire aux usines Peugeot. C'est en effet à la fin de la semaine dernière qu'il avait été annoncé l'annulation de cette visite, due semble-t-il à un accès de mauvaise humeur de M. Jacques Calvet, président du directoire de la firme automobile. Le premier ministre n'a guère ébranlé le sujet... Il a en revanche assuré ses partisans de sa volonté de « poursuivre l'effort » engagé depuis vingt et un mois. Arrivé en Franche-Comté plutôt premier ministre, M. Chirac en est reparti nettement candidat.

PATRICK JARREAU.

Offrez l'Art au Quotidien.

Ce signe ne revient que tous les 12 ans dans l'horoscope chinois ! Contrairement à ce que vous pourriez croire, le dragon est un animal bienfaisant : il vous protège contre les maux de l'existence ! Profitez de l'occasion pour offrir à vos proches cette œuvre réalisée par le graveur OSHIO. Elle existe en version simple ou en version presse-papier.

Monnaie de Paris Créatrice de Trésors

depuis 1565
11 Quai Conti

Galerie Vente-Exposition : 2, rue Guénégaud, Paris 6^e

LA MONNAIE DE PARIS 11, QUAI CONTI - 75270 PARIS CEDEX 06

Nom _____
Adresse _____
Je désire recevoir : ☐ exemplaires de la médaille calendrier « Année du Dragon » bronze florentin patiné au prix de 270 F TTC - version simple (Ø : 95 mm).
☐ exemplaires de la médaille calendrier « Année du Dragon » bronze florentin patiné au prix de 400 F TTC - version presse-papier (Ø : 95 mm).
Ajouter 20 F de participation aux frais d'expédition.
Cijoint un cheque de _____ F libellé à l'ordre de l'Agent Comptable de la Monnaie de Paris.
Livraison dans un délai de 4 à 6 semaines. Prix au 1^{er} décembre 1987

PROPOS ET DÉBATS

M. Malaud

regrouper les indépendants

M. Philippe Malaud, qui vient d'être élu président du CNI, a annoncé, le lundi 21 décembre, qu'il a l'intention de « regrouper dans un mouvement les véritables indépendants », mais il n'a pas précisé si cela suppose ou non qu'il démissionne du CNI. Pour lui, le CNI a été victime d'une « OPA politico-financière », menée sous la houlette de M. Yvon Briant, son secrétaire général, afin d'« aligner le CNI » sur le parti de la majorité.

M. Pasqua

le rôle des préfets

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a réuni place Beauve, le lundi 21 décembre, tous les préfets commissaires de la République des départements et des régions. Le ministre a insisté sur la nécessité de leur « totale neutralité » pendant la campagne présidentielle et a souligné leur « rôle essentiel » dans cette période.

Pour M. Pasqua, ces principes rendent « inconcevable toute intervention directe (...) au profit ou en faveur de tel ou tel candidat » et imposent que les préfets et leurs collaborateurs s'abstiennent « de participer durant la campagne électorale à toutes manifestations ou cérémonies publiques comme à toutes les manifestations politiques ». Les préfets devront aussi « faire assurer la sécurité et les meilleures conditions d'expression de

tous les candidats », notamment à l'occasion de réunions publiques.

M. Mermaz

l'épuisette du président

M. Louis Mermaz, membre du secrétariat national du PS, chargé des élections, a affirmé à « Télématin » d'A. 2, le lundi 21 décembre, à propos de la prestation de M. Jacques Chirac, la veille, au « Club de la presse d'Europe 1 », avoir eu « un peu l'impression que Jacques Chirac est soudain en état d'apesanteur, un peu comme s'il était sorti de son milieu naturel et se retrouvait dans l'épuisette du président de la République ».

M. Noir

au pied du mur

M. Michel Noir, ministre RPR du commerce extérieur, a affirmé, le lundi 21 décembre sur RMC à propos du débat social-socialiste sur le budget régional Champagne-Ardenne : « J'espère que le PS, au pied du mur, choisira la tolérance et l'ouverture, non pas l'exclusion et le racisme, et qu'il décidera de ne pas être l'allié du FN ».

M. Queyranne

une contre-politique

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a affirmé, le lundi 21 décembre, à propos des attaques de M. Jean-Pierre Chevènement contre la position Jospin-

Rocard, dans l'affaire du budget régional Champagne-Ardenne, que « ces attaques constantes contre le PS sont une contre-politique ». Pour M. Queyranne, ces prises de position de M. Chevènement s'appliquent notamment par les « échecs internes » du PS.

M. Queyranne a jugé que M. Jacques Chirac dimanche, lors du « Club de la presse d'Europe 1 », s'est « transformé en agneau ». Quant au report du projet de modification du statut de Renault, il constitue un « camouflet » pour M. Alain Madelin. L'affirmation de l'union de la majorité repose « plus sur une incantation que sur la réalité ». En ce qui concerne le chômage et à la sécurité sociale, ils ne font l'objet de la part du gouvernement que d'un « traitement électoral », les états généraux de la protection sociale n'ayant constitué qu'un « show coûteux sans résultat ».

M. Juquin

contre le regroupement centriste

Invité de la presse présidentielle, le lundi 21 décembre, M. Pierre Juquin, candidat renouvelé à l'élection présidentielle, a indiqué que, s'il avait à le faire, il voterait contre le budget de la région Champagne-Ardenne « même si M. Stasi a pris des positions courageuses » vis-à-vis du Front national. Se prononçant contre « les tentatives de regroupement centriste » au travers de tels votes, il a également affirmé que « la droite est très mal placée pour solliciter de l'aide » dans ses relations avec l'extrême droite alors qu'elle s'est allié au Front dans cinq régions.

Politique

La session extraordinaire du Parlement

Protection des consommateurs : « rien de nouveau »

Les députés ont adopté, dans la nuit du dimanche 20 décembre au lundi 21 décembre, le projet de loi de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence, relatif à l'action en justice dans l'intérêt collectif des consommateurs. La discussion de ce texte,

profondément remodelé par le Sénat, a donné lieu à quelques échanges surréalistes (voir encadré).

La majorité (sauf M. Jacques Limouzy, RPR, qui s'est abstenu) a voté pour. Les groupes socialistes et FN se sont abstenus ; les députés communistes votant contre.

Les sénateurs avaient revu à la baisse le dispositif gouvernemental, en supprimant notamment l'autorisation faite au ministre public (c'est-à-dire l'Etat) d'intervenir en tant que partie principale pour la défense de l'intérêt collectif des consommateurs. Les députés ont suivi les sénateurs sur ce point, au grand dam de M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), qui s'est battu pour que le texte original de gouvernement soit rétabli. « Sinon, ce sera un retour pur et simple à la case départ », a-t-il dit.

Le rapporteur de la commission de la production, Ladislav Poniatski (UDF, Eure), a reconnu que le projet, amendé par le Sénat, ne portait « rien de nouveau ». Le secrétaire d'Etat, M. Arthuis, ne l'a pas caché non plus. « Ce projet n'entraîne aucune novation juridique fondamentale »,

Pour l'essentiel, il consiste à donner à l'action des organisations consommatrices les moyens que leur avait fournis le législateur en 1973 : l'existence d'un intérêt collectif des consommateurs, dont l'expression la défense devant toutes les juridictions sont confiées à des organisations de consommateurs agréées. La Cour de cassation, par un arrêt de 1985, avait donné au dispositif une interprétation restrictive, en considérant que l'action civile ne pouvait s'exercer qu'en présence d'une action pénale. Le projet réactive en quelque sorte ce qui avait prévalu durant la période 1973 (loi Royer)-1985.

Contrairement à M. Sapin, M. Limouzy s'est félicité de ces restrictions, après avoir estimé que le projet initial du gouvernement était « détestable », car c'est au Parquet et non aux associations privées, a-t-il

dit, qu'il appartient de défendre la loi et l'intérêt général. Le président de la commission des lois, M. Pierre Mazeaud, a estimé qu'il fallait éviter la situation que connaissent les Etats-Unis, où toutes les associations agréées ou non peuvent aller en justice, « à tel point que nos exportateurs se voient assaillir d'une multitude de procédures ».

M. Poniatski n'a pas suivi M. Mazeaud et a fait adopter un amendement donnant la possibilité aux associations agréées de consommateurs d'agir en justice pour demander la suppression des clauses abusives dans les contrats-types. Enfin, un amendement de M. Alain Grottey (UDF) donne la possibilité à des associations de petits porteurs d'aller en justice.

PIERRE SERVANT.

Le dispositif électoral du candidat Chirac

Un ministre, M. Alain Juppé, porte-parole un préfet, M. Bernard Monginot, directeur de campagne

Lorsque M. Jacques Chirac annoncera officiellement sa candidature à l'élection présidentielle, l'infrastructure et la logistique de sa campagne seront déjà prêtes à fonctionner. Si fait connaître sa décision formelle vers le 15 février, c'est-à-dire après le sommet européen de Bruxelles des 11 et 12, M. Chirac disposera alors de deux mois de campagne effective y compris les quinze jours de campagne officielle avant le premier tour du 24 avril. Son intention, contrairement à l'usage bien connu, sera précédée et non suivie.

La cellule de l'état-major opérationnel (le Monde du 10 octobre 1987) sera mise en place dès les premiers jours de janvier et ses membres pourront alors s'installer dans un local spécialement loué à cet effet, dans le VIII^e arrondissement de Paris.

Une structure à géométrie variable a été envisagée pour cet organisme. De « comité d'appel à la candidature de Jacques Chirac », il pourrait se transformer en « comité de soutien » avant de devenir tout simplement « l'état-major de campagne du candidat ».

Quelle que soit la formule qui sera définitivement retenue, les hommes qui y participeront et la définition de leurs tâches semblent désormais arrêtés.

Le directeur de campagne sera M. Bernard Monginot, préfet, nommé en novembre dernier conseiller auprès du premier ministre. A l'hôtel Matignon, il a notamment assisté aux deux réunions des chefs de parti qui ont été consacrées à la préparation du financement de l'activité politique. M. Monginot, âgé de cinquante et un ans, ancien élève de l'ENA, est réputé pour ses qualités d'organisateur qui l'ont fait remarquer lorsqu'il mis sur pied, les états généraux de la sécurité sociale dans le département du Lot-et-Cher où il était préfet.

Après de lui succéder M. Alain Marieux, député européen, conseiller auprès du ministre de l'Intérieur et qui fut longtemps le collaborateur de M. Pasqua au RPR où il a acquis une bonne connaissance des fédérations, des cadres du mouvement et de la carte électorale. Son rôle sera plus politique notamment pour recruter et animer les réseaux de soutien.

M. Monginot aura sous son autorité trois sous-directions : l'une sera chargée de l'organisation avec à sa tête M. Bernard Bled, actuel secrétaire général du conseil de Paris et proche collaborateur de M. Romani, président du groupe sénatorial RPR et questeur de la Ville de Paris. Elle mettra sous pied les déplacements et les meetings du candidat, gèrera son emploi du temps en fonction des contacts politiques qu'il devra prendre.

C'est elle aussi qui harmonisera l'action des diverses formations politiques qui appuieront leur soutien à M. Chirac. La liaison avec notamment le PRR passera par elle. M. Bled devra donc coopérer avec divers leaders politiques, responsables de partis, associations ou clubs.

La sous-direction de la communication sera confiée à M. Didier Quentin, actuel directeur des relations internationales de la ville de Paris. Ancien élève de l'ENA, diplomate de carrière, âgé de quarante-deux ans, secrétaire de la circonscription de Royan (Charente-Maritime) du RPR, M. Quentin a déjà eu l'occasion de s'intéresser à ce secteur au Quai d'Orsay et au ministère de la Culture avant 1981. Il a été, en 1986, chargé des relations internationales auprès de M. Pasqua, au ministère de l'Intérieur. Tuteur du service de presse chargé des opérations de communication et des sondages, il ne sera pas pour autant le « porte-parole » du candidat.

M. Chirac a choisi pour cette tâche difficile — et après quelques hésitations — M. Alain Juppé, actuel ministre délégué au budget et déjà porte-parole du gouvernement. M. Juppé a, au cours des élections passées, rempli à l'occasion cette fonction, où il devra notamment bien transmettre la pensée de M. Chirac.

Une équipe de « scribes »

Une troisième sous-direction chargée des « thèmes » de campagne, c'est-à-dire de la mise en forme électorale du programme du candidat, revient à M. Michel Balladeur, administrateur civil, chargé de mission au cabinet du premier ministre. M. Balladeur, qui travaillera en liaison avec M. Juppé qui a déjà dégrossi les thèmes de campagne, disposera d'une équipe de « scribes » chargée de rédiger les arguments, les articles, les discours, qui seront à la disposition de la presse et des « orateurs nationaux » animateurs de la campagne.

Cette organisation ne se confond donc ni avec le RPR ni avec l'hôtel Matignon. Le mouvement gaulliste dont M. Chirac se placera en congé de présidence après le Congrès extraordinaire qui suivra l'annonce de sa candidature est appelé à jouer un rôle essentiel dans la campagne. M. Chirac a donc prévu qu'il conserve intacte sa hiérarchie et il a même demandé à M. Toubon d'intensifier la mobilisation de ses cadres et de ses militants à travers le pays. Mais ce n'est pas le RPR qui sera le maître d'œuvre de l'ensemble de la campagne.

De même l'hôtel Matignon n'est pas sensiblement dérangé par la nouvelle organisation. M. Chirac ayant décidé de « gouverner jusqu'au bout » veut conserver quasiment intacte l'équipe des collaborateurs du premier ministre même si l'action proprement politique de celle-ci sera quelque peu mise en sommeil pendant la campagne électorale. En revanche, la cellule chargée de la stratégie politique et qui se réunit tous les mardis à l'hôtel Matignon autour de M. Chirac devrait redoubler d'activité. Les rôles de MM. Balladeur et Pasqua dans ce cadre et dans celui — plus public — de la campagne apparaîtront dans toute leur importance. D'ailleurs, l'état-major de campagne du candidat et d'ores et déjà encadré par des responsables à la fois très RPR, très chiraquiens et aussi très... « pasquellins ».

ANDRÉ PASSERON.

Nouveau chef du gouvernement de la Polynésie française

M. Léontieff envisage de se mettre en congé du RPR

M. Alexandre Léontieff, nouveau président du gouvernement de la Polynésie française (le Monde du 15 décembre), « envisage de se mettre en congé du RPR » et de siéger dans le groupe des non-inscrits à

l'Assemblée nationale. Le député polynésien n'a pas écarté l'idée, lors d'une conférence de presse tenue à Paris, le lundi 21 décembre, de créer son propre parti, à la suite de son exclusion du Taharua Hōināra (Rassemblement populaire), parti proche du RPR, présidé par le secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud, M. Gaston Flosse, et dont M. Léontieff était vice-président jusqu'en 15 décembre. En signe de solidarité, sept conseillers territoriaux ont donné leur démission.

M. Léontieff, arrivé à Paris en compagnie de M. Jean Invernizio, maire de Papeete et nouveau président de l'Assemblée territoriale de Polynésie, a rencontré le président de la République, avec lui, lundi soir, M. François Mitterrand a rappelé « son attachement au territoire » et « souhaité que soient surmontées les difficultés actuelles », indique un communiqué de l'Elysée.

Au cours de leur visite de trois jours en métropole, les deux hommes doivent avoir une série d'entrevues, notamment avec M. Jacques Chirac. Dans l'entourage du premier ministre, on indique que M. Chirac aurait tenu « un langage de fermeté » à M. Flosse, en lui déconseillant de se lancer dans une polémique ou une tentative de mise en échec du gouvernement de M. Léontieff.

CORRESPONDANCE

Une lettre du secrétaire général du Parti ouvrier européen

A la suite de l'article paru dans le Monde du 6-7 décembre 1987, intitulé : Une campagne contre M. Barre, signé Anonyme, M. Jacques Cheminade, secrétaire général du Parti ouvrier européen, nous écrit :

Vous semblez sous-entendre dans cet article que mon parti, le Parti ouvrier européen, est au cœur d'une campagne menée sous le couvert de l'anonymat, émanant de milieux d'extrême droite, visant à discréditer M. Barre.

M. Le Pœ n'a rien à voir avec les fautes et les intrigues dont il est fait état, pas plus qu'il ne se situe à l'extrême droite, et s'il a effectivement mené campagne contre la candidature de M. Barre, c'est au grand jour.

ET VOUS, L'AVEZ-VOUS RENCONTRÉ?

MIKHAIL
GORBATCHEV
Perestroïka

Vues inédites sur notre pays et le monde



Flammarion

374 pages, 89F.

Flammarion

● Budget 1988 : le PS fait appel au Conseil constitutionnel. — Les parlementaires socialistes ont déposé, le lundi 21 décembre, devant le Conseil constitutionnel la loi de finances pour 1988, adoptée définitivement dans la nuit du 17 au 18 décembre. Selon M. François Roussey, directeur de cabinet de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, ce recours a « surtout un caractère technique et juridique que politique ». Il porte notamment sur le remboursement par le gouvernement d'une partie de la taxe professionnelle à certaines communes.

صكزا من الاحل

Société

Les activités de la société Luchaire en 1986 et en 1987

Le détournement d'armes françaises vers l'Iran aurait continué après le changement de majorité

Il existe de fortes présomptions pour que les ventes d'armes, de munitions et d'explosifs français à l'Iran ne se soient pas arrêtées le 16 mars 1986 avec le changement de majorité. Ce qui n'était qu'un bruit persistant dans les milieux spécialisés prend corps aujourd'hui, grâce notamment à des informations recueillies à Lisbonne et recoupées à Paris.

En 1986 et en 1987, avant le rebondissement en France de l'affaire Luchaire, le Portugal semble bien avoir servi de destination fictive pour des autorisations d'exportation de matériel de guerre obtenues par ladite société Luchaire et par la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE).

L'enquête du Monde à Lisbonne, qui fait suite à celle de nos confrères d'Expresso, principal hebdomadaire portugais, a permis d'identifier, comme mêlés à de nouvelles tractations, les principaux protagonistes des ventes d'armes françaises à l'Iran d'avant mars 1986.

Les principaux faits établis sont les suivants :

• Conseiller à l'exportation du groupe Luchaire et ayant établi à ce titre les contacts avec les militaires iraniens, M. Mario Appiano a négocié cet été, à Lisbonne, en tant que représentant de CONSAR, filiale italienne de Luchaire, et avec une société portugaise, la SPEL, un contrat d'assemblage et de livraison à l'Iran, d'ici à mai 1988, de 150 000 obus de 155 mm.

• La Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG) a autorisé, sans doute en toute bonne foi, en mars et en septembre derniers, la vente par Luchaire et l'une de ses filiales, la Nouvelle Cartoucherie de Survilliers (NCS), de 50 000 obus de 155 mm, 200 000 étoupilles pour obus de 155 mm et 650 tonnes de poudre propulsive. Les marchandises étaient officiellement destinées au Portugal ; or les autorités militaires et des sociétés concernées au Portugal nient les avoir reçues.

• Entre mars 1986 et septembre 1987, la SNPE a été autorisée à vendre à diverses sociétés portugaises 2500 tonnes de TNT, poudre pour munitions et poudre hexagène, quantité démesurée par rapport aux besoins du Portugal et au montant de ses importations habituelles de poudres et d'explosifs.

• Le rôle-clé du Portugal dans les ventes d'armes à l'Iran avait déjà été révélé par l'enquête sur l'Iran-Contra affair américaine : la principale société portugaise ayant servi de relais dans l'opération menée à Washington, la société Defex, représente officiellement Luchaire à Lisbonne.

Autant de faits qui constituent un faisceau de lourdes présomptions. Nous avons demandé à la direction générale des douanes ce qu'il en était des autorisations d'exportation de matériel de guerre (AEMG), qu'elle doit délivrer après l'autorisation de vente donnée par le secrétaire général de la défense nationale (SGDN, agissant par délégation du premier ministre) sur avis favorable de la CIEEMG : aucune réponse, affirmative ou négative, ne nous

était parvenue, mardi matin 22 décembre, parvenue concernant les contrats suspects de Luchaire et de la SNPE.

Ces informations ont été obtenues auprès du directeur général de l'armement à l'état-major des forces armées portugaises, du directeur financier de la SPEL, d'officiers d'état-major portugais et de sources ayant réclamé l'anonymat au sein des administrations représentées au CIEEMG (SGDN, ministère de la défense, des affaires étrangères, de l'économie et des finances, du budget, de la coopération, état-major particulier du président de la République, cabinet militaire du premier ministre, DGSE, et DPSD-Direction de la protection et de la sécurité de la défense). Voici le détail de ces informations :

1) Les séjours de M. Appiano à Lisbonne. — Au sein du groupe Luchaire, il n'est pas à l'import qui :

Les démentis du gouvernement

Le gouvernement a, à plusieurs reprises, formellement démenti que les ventes illégales d'armes françaises à l'Iran aient continué après le 16 mars 1986 :

• M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a affirmé, le 5 novembre, en pleine affaire Luchaire : « Nous démentons de la manière la plus formelle qu'il y ait eu des ventes d'armes françaises vers l'Iran depuis mars 1986. »

• M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a déclaré, le 2 décembre, à l'Assemblée nationale, qu'il était mandaté par le gouvernement « pour démentir catégoriquement que, depuis que nous assumons le pouvoir, la moindre exportation de matériel militaire ait eu lieu vers l'Iran. Le premier ministre l'a redit clairement : la politique française à l'égard du monde arabe est inchangée ; mais notre amitié envers les pays arabes ne saurait nous empêcher de soulever des relations normales avec l'Iran. »

dans l'organigramme diffusé par cette société en 1987, M. Appiano vient en huitième position, présenté comme « conseiller à l'exportation » de la direction. Le rapport Barba le présente comme l'un des hommes-clés des ventes illégales de Luchaire à l'Iran entre 1983 et début 1986. Ce trafic vient de conduire aux inculpations de MM. Daniel Dewavrin et Guy Motais, de Narbonne, les deux principaux dirigeants de Luchaire, ainsi qu'à celle de M. Jean-François Dubois, ancien chargé de mission de M. Charles Hénou au ministère de la défense. « Les contacts avec les militaires iraniens ont été établis en 1981-1982 par M. Appiano, directeur des filiales SEA et CONSAR de Luchaire », écrit le contrôleur général des armées Jean-François Barba. Avant le 16 mars 1986, ces deux filiales italiennes — Societa di

Armamento (SEA) et CONSAR — ont été utilisées comme intermédiaires pour des commandes d'obus (105 mm, 155 mm, 203 mm) ayant des destinataires fictifs, notamment le Portugal, et livrés en fait à l'Iran.

150 000 obus

Or, ces derniers mois, M. Appiano a longtemps résidé à Lisbonne. Son dernier séjour, de deux mois, à l'hôtel Ritz, fut brutalement interrompu, le 20 novembre, par l'enquête de Joaquim Vieira, reporter à Expresso, dévoilant les raisons de sa présence au Portugal. Il s'agissait d'une commande de 150 000 obus de 155 mm, pour un montant d'environ 90 millions de dollars, auprès de la Sociedade portuguesa de explosivos limitad (SPEL), dont le capital est majoritairement détenu par l'Etat. Sans être démenti, Expresso a expliqué que la commande avait été faite par M. Appiano, qui se présentait comme « sales manager » (directeur des ventes) de CONSAR, dont le siège est à Turin, et décrit par ses interlocuteurs portugais comme un « broker » (courtier) de Luchaire. La SPEL assemble les obus mais importe de l'étranger une partie des composants nécessaires. Une partie du contrat est sous-traitée auprès d'une autre société portugaise, Explosivos da Trafaria (EXTRA).

2) Les ventes introuvables de Luchaire. — Dans sa séance du 19 mars dernier, la CIEEMG a autorisé la vente, par la Nouvelle Cartoucherie de Survilliers (NCS), filiale à 99 % de Luchaire, de 50 000 obusilles pour obus de 155 mm, à la SPEL et de 150 000 étoupilles pour obus de même calibre à STUDIA, une petite société d'import-export de Lisbonne. Le montant total de ces contrats est de 4,85 millions de francs. Les étoupilles sont les amorces des charges propulsives des obus.

Or la SPEL, en la personne de M. Gonçalo Fonseca, directeur financier et, en fait, numéro trois de la société, dément catégoriquement avoir passé une telle commande. « Je suis parfaitement à qui je paye et ce que je paye, nous a-t-il déclaré. Nous n'avons pas acheté ce produit. » A la direction générale de l'armement de l'état-major des forces armées, le général Cravo da Silva n'a retrouvé, sous nos yeux, qu'un seul « certificat d'importation » faisant état d'une transaction commerciale entre la SPEL et Luchaire en 1987 : daté du 23 mars, portant le numéro 14787, il concerne six échantillons de corps d'obus de 155 mm et son montant n'est que de... 370 dollars américains. On ne retrouve pas trace, non plus, d'une importation semblable concernant la société STUDIA, dont les dirigeants se refusent à tout contact avec la presse.

Le général Cravo da Silva et ses services n'ont pas davantage retrouvé un contrat prétendument en cours entre une société privée et Luchaire pour la livraison de 50 000 obus de 155 mm et de 650 tonnes de poudre propulsive (montant : 83 millions de francs). Or cette vente a été autorisée par la CIEEMG, lors de sa séance du

17 septembre dernier, avec, pour destination officielle, le Portugal.

3) Les 2 500 tonnes de poudre et d'explosifs de la SNPE. — Entre mars 1986 et septembre 1987, la SNPE a été autorisée à vendre 1 500 tonnes de TNT, 500 tonnes de poudre pour munitions, 300 tonnes de poudre pour obus d'artillerie et 200 tonnes de poudre hexagène à des sociétés privées portugaises. Au Portugal, ces chiffres surprennent. M. Gonçalo Fonseca, de la SPEL, qui produit elle-même du TNT, explique que le prix du TNT de la SNPE « est peu compétitif » et qu'il est préférable de l'acheter aux pays de l'Est. Selon ses dires, le dernier grand contrat de la SPEL avec la SNPE a été conclu en 1982-1983 et portait sur 2 000 tonnes de poudre hexagène. M. Fonseca n'a pas eu connaissance de nouveaux achats portugais importants dans ce domaine. Les services du général Cravo da Silva, pas davantage.

De plus, le Portugal, selon l'institut national des statistiques de Lisbonne, n'a importé en 1986 que 639,1 tonnes de poudre et explosifs, pour un montant de 1,1 milliard d'escudos (100 escudos valent 4,1 francs). Pour les dix premiers mois de 1987, le montant de ces importations était de 1,7 milliard d'escudos. Bref, les 2 500 tonnes de la SNPE sont démesurées par rapport aux besoins habituels des entreprises portugaises.

La démission de M. Bernardy

Ces faits sont à rapprocher de la démission forcée de M. Guy-Jean Bernardy, PDG de la SNPE, dont le principal actionnaire est l'Etat : obtenu récemment par M. André Girard, ministre de la défense, cette décision a d'autant plus surpris que M. Bernardy est officiellement proche du RPR. Ceci ne serait pas seulement motivé par les livraisons de poudres et d'explosifs de la SNPE à l'Iran en 1983 et 1984, révélées par un volumineux rapport des douanes sénégalaises : ces faits sont anciens et connus, la SNPE ayant agi au sein d'un « cartel des poudres » constitué par diverses sociétés européennes à partir de 1975. En réalité, selon diverses sources françaises, la démission de M. Bernardy aurait été provoquée par des informations parvenues au cabinet de M. Girard et faisant état de la poursuite, après le changement de majorité, des ventes illégales à l'Iran. Cependant, aucune plainte n'a été déposée contre la SNPE par M. Girard.

4) Le rôle central du Portugal. — Pays de l'OTAN, le Portugal n'en vend pas moins très officiellement des armes, munitions et explosifs à l'Iran. Parmi les pays membres de l'OECE, l'Iran est le premier client du Portugal. Les exportations portugaises vers l'Iran ont atteint 7 milliards d'escudos en 1986 et 6,3 milliards d'escudos pour les dix premiers mois de 1987. Ce rôle du Portugal a été largement décrié par l'enquête américaine sur l'Iran-Contra. Dans un graphique ainsi dans les bureaux du lieutenant-colonel Oliver North au Conseil national de sécurité et rédigé de sa main, une société d'import-export portugaise,

la DEFEX, est indiquée comme l'un des relais opérationnels (OP arms) pour les livraisons d'armes à l'Iran et à la Contra nicaraguayenne. Cette société était, et est toujours, le représentant commercial de Luchaire à Lisbonne.

Son principal actionnaire jusqu'en soit dernier, M. Marcelino de Brito, était le propriétaire des bureaux d'une autre société portugaise, Interexport, dont une enquête de la police judiciaire de Lisbonne a établi qu'elle était à l'origine de la fourniture de faux « certificats de destination finale ». Ces faux certificats, signés du nom d'un faux officier portugais, avaient permis l'exportation de matériel de guerre espagnol vers l'Iran.

Les ventes illégales d'armes françaises à l'Iran, ainsi que l'a établi le rapport Barba, ont abouti grâce à ce mécanisme à la fois simple et coù-

teux. Pour contourner l'embargo officiel, les entreprises produisant des faux certificats de destination, ou des certificats de complaisance, pour une destination légale (Portugal, Thaïlande, Brésil, Yougoslavie, notamment). Ces faux certificats s'obtiennent auprès des intermédiaires commerciaux par des commissions fort élevées.

Ce contexte, le recours aux mêmes intermédiaires, la présence à Lisbonne de M. Appiano, dirigeant de Luchaire, pour conclure un contrat explicitement destiné à l'Iran, laissent planer de forts soupçons sur la destination réelle de ventes prétendument destinées au Portugal, mais dont on ne retrouve pas trace dans ce pays.

BERTRAND LE GENDRE,
GEORGES MARION
et EDWY FLENEL

Une logique marchande

« Si l'on n'avait pas eu la guerre Iran-Irak, Luchaire et la SNPE auraient dû déposer leur bilan » : cette réflexion d'un industriel de l'armement livre la clef des ventes d'armes françaises à l'Iran. Comment des entreprises largement dépendantes de leurs exportations n'auraient-elles pas cédé à la tentation ?

La guerre entre l'Iran et Bagdad est, aujourd'hui, dans sa huitième année. Chaque des deux belligérents a consacré en 1986 environ 10 milliards de dollars à son armement, le coût global du conflit ayant été récemment estimé à 400 milliards de dollars (1). Quant au coût humain, il n'a pas d'équivalent : dans la décennie en cours, plus d'un million de morts et autant de blessés. Cette guerre interminable, guerre de position et guerre de tranchées, où ni l'Iran ni l'Irak n'arrivent à prendre un avantage décisif, est une aubaine pour les producteurs et les marchands d'armes. Elle l'est, notamment, pour les entreprises produisant des armements conventionnels en parts de compétitivité.

Sauf à nier hypocritement le poids, dans ce marché, de la France — troisième producteur mondial, la France emploie 290 000 personnes dans les industries d'armement et 400 000 emplois au total dépendent de ce secteur, « il était inévitable que les entreprises en cause s'y intéressent. Consolidées par une alliance diplomatique ancienne, le débouché iranien est connu, mais il a son envers : au nom de l'amitié, l'Irak obtient des crédits, et son endettement atteint aujourd'hui 70 milliards de dollars. En revanche, l'Iran paye ruine sur l'ongle. Aussi, d'un strict point de vue commer-

cial, certains fabricants français n'ont pu résister aux demandes d'intermédiaires commerciaux qui démarchaient tous azimuts pour amener la République islamique.

Avant comme après

D'autant plus que le marché des ventes d'armes est entré dans une période de dépression au début des années 80. En 1986, le total des commandes françaises fut à peine de 25 milliards de francs, soit 4 milliards de moins qu'en 1983, pourtant considérée comme une année noire. Si la dépression ne se fait pas encore sentir sur les plans de charges des entreprises concernées (la volume des livraisons n'a cessé de croître en 1983, 1984 et 1985), elle hypothèque gravement l'avenir.

Or les producteurs français d'armements sont très... trop ? — dépendants des marchés extérieurs. Sur une production évaluée à 104,4 milliards de francs en 1985, les exportations atteignent 43,9 milliards. La proportion est encore plus importante si l'on exclut le nucléaire militaire, qui ne s'exporte pas et qui représente 5,5 % du total. Cette dépendance rend les entreprises françaises très vulnérables. Avant toute hypothèse sur d'éventuelles marchandises diplomatiques, cette évaluation est la clef de l'affaire, avant comme après le 16 mars.

(1) Rapport annuel mondial sur l'économie et les stratégies RAMSES-IFRI, 1987-1988.

A la cour d'assises de Turin

Le docteur Gianfranco Pancino a été condamné à trois ans de détention et non à quinze ans

Mme Loredana Zanzucchi Pancino, dont l'époux, le docteur Gianfranco Pancino, a été placé, le 17 décembre, sous écrou extraditionnel à Paris, nous a adressé la lettre suivante :

Vous avez publié dans le Monde daté 19-26 décembre 1987 un article concernant le docteur Pancino, mon mari.

Vous avez fait état de sa condamnation en appel à « quinze ans » de détention par la cour d'assises de Turin.

Vous assurez qu'il était accusé « d'avoir participé à une série d'attentats (...) dont (...) l'assassinat le 31 décembre 1981, d'un vigile privé d'une entreprise dépendant de la Fiat ».

Ces affirmations sont fausses. Mon mari a bien été condamné dans le procès de Turin, mais les jurés rejetaient notamment des circons-

tances attentatoires, ont réduit sa peine de douze à trois ans (au lieu de l'augmenter de douze à quinze ans, comme vous le prétendez !).

Mon mari n'a jamais été accusé de l'homicide du vigile de Fiat, ni en première instance ni en appel.

An 31 décembre 1981, nous nous trouvions d'ailleurs installés depuis deux ans au Mexique, où mon mari enseignait la linguistique à l'université du Mexique (UNAM).

[L'Agence France-Presse, dont nous suivons avec intérêt les dépêches sur l'affaire de Turin, a diffusé de son côté un rectificatif précisant : « Contrairement à ce qui a été annoncé dans la presse italienne sur le Meurtre (NDLR, meurtre d'extrême gauche), M. Pancino a vu sa peine réduite en appel de douze à trois ans », a précisé une collaboratrice de M^{lle} Angelica Fiano, sa des défensesur turinois de l'affaire.]

Une quatrième interpellation à Chambéry

Après l'agression dont a été victime, le dimanche 20 décembre, à Chambéry, un caporal-chef du 13^e bataillon de chasseurs alpins, gravement blessé d'un coup de couteau (le Monde du 22 décembre), une quatrième personne a été interpellée lundi et placée en garde à vue. Une cinquième est toujours recherchée. La police s'efforce de déterminer lequel, parmi les quatre jeunes gens, tous Maghrébins, actuellement interrogés, a porté le coup de couteau au soldat Thierry Hermet, vingt-sept ans. Celui-ci se

trouve toujours en salle de réanimation à l'hôpital de Chambéry.

Les enquêteurs tentent également d'établir les circonstances exactes de l'agression qui s'est produite dimanche à la sortie d'un établissement de nuit. Il semble, selon des informations encore fragmentaires, qu'un groupe de soldats, dont le caporal-chef Thierry Hermet, aient, après le vol d'un véhicule appartenant à l'un d'eux, pris à partie les cinq jeunes Maghrébins qui se trouvaient là.

Recherche Appiano, désespérément

Lisbonne de nos envoyés spéciaux

Les contrecoups de l'« Irangate » à Washington et les retombées de l'affaire Luchaire à Paris n'ont guère troublé la quiétude portugaise. Aujourd'hui comme hier, on continue d'y vendre des armes à l'Iran. Seule précaution, prise après la publication d'articles dans Lisbonne dans l'hebdomadaire Expresso, le chargement des bateaux qui partent du port de Setúbal, à 40 kilomètres au sud de la capitale, se fait dorénavant à l'abri d'une grille, dans une enclave modestement protégée, et non plus au hasard sur le quai du port, comme cela se pratiquait auparavant.

Une personne joue un rôle-clé dans tout le mécanisme : Mario Appiano, un homme d'affaires italo-américain, ancien colonel de l'US Air Force, conseiller à l'exportation de l'entreprise Luchaire et directeur des ventes de sa filiale italienne, la CONSAR.

L'homme est un habitué de Lisbonne, où il descend régulièrement à l'hôtel Ritz. Il y a, peu, flanqué d'un collaborateur, Gino Walter, il y occupait encore la suite 126, au premier étage de l'établissement.

Gino Walter logeait, lui, quelques mètres plus loin, au numéro 123. Les deux personnalités ont laissé au personnel de l'hôtel un excellent souvenir. « M. Appiano est un client régulier qui séjourne chez nous plusieurs mois par an. Depuis son récent départ, il n'a pas pris de nouvelle réservation ». Mais personne ne désespère de son retour.

Carte de vœux

Concierges et femmes de chambre de l'hôtel Ritz sont bien les seuls qui aient eu accès à leur mystérieux client. Car, pour les autres, M. Appiano demeure strictement inconnu. « Je n'en ai jamais entendu parler », assure le général Cravo da Silva, directeur général de l'armement qui nous reçoit dans son bureau de l'état-major des forces armées. Calé dans son fauteuil de cuir, le général — costume civil, pipe et vague air de major britannique — affirme n'avoir reçu aucune information de la part des autorités françaises après la découverte des trafics d'armes impliquant son pays. De son côté, ajoute-t-il, il n'a pas demandé à la France d'autres précisions : son

problème à lui, c'est de vérifier la conformité des exportations portugaises aux règlements portugais. Le reste...

Autre bureau, réponse identique : Mario Appiano est inconnu à la SPEL, principale société portugaise du commerce des explosifs. C'est M. Gonçalo Fonseca, directeur financier et numéro trois de la société, qui le jure, alors que, derrière lui, sur une étagère, sont exposées les cartes de vœux qu'à l'occasion de Noël lui ont envoyées ses relations d'affaires. Parmi elles, oubliées, trône celle de... M. Appiano. « Merry Xmas », y est-il écrit d'une large écriture à l'encre noire. Lorsque nous lui en faisons la remarque, M. Fonseca déplorant notre « indiscretion » et, gauchement, met fin à l'entretien.

M. Marcelino de Brito sera, lui, plus à l'aise. Au téléphone, il affirme qu'il ne sait « absolument rien ». Il y a peu encore, M. de Brito était patron de la DEFEX, société désignée dans le rapport de la commission sénatoriale américaine comme un rouage essentiel de l'« Irangate ». La DEFEX est, d'autre part, la représentante à Lisbonne de la société Luchaire à la direction de laquelle siège... Mario Appiano. M. de Brito, courtis et enjoué,

n'en est pas moins formel : il ne connaît pas et n'a jamais connu M. Appiano. Précision qui s'impose : « Je n'ai rien à voir avec toutes choses là : ce sont des inventions de journalistes. »

Même antenne au siège de la société STUDIA, modeste entreprise d'import-export qui, en mars 1987, aurait acheté, pour la somme de 3,6 millions de francs, 150 000 étoupilles d'obus auprès d'une filiale de la société Luchaire, la Nouvelle Cartoucherie de Survilliers. Installée dans un petit appartement de Lisbonne, au rez-de-chaussée d'une maison sans ostentation, la société STUDIA — c'est l'un de ses dirigeants, anonyme, qui l'affirme — n'a rien à voir avec les armes. A l'écoute, STUDIA ne négocie que du matériel médical, et le nom de M. Appiano lui est totalement inconnu. L'envis de se débarrasser de l'importun est manifeste. L'échange sera rapide, à la fin de la courtoisie.

C'est ainsi et si faut l'admettre : Mario Appiano a beau semer, au Portugal, dans tous les milieux spécialisés de l'armement ses cartes de visite, personne n'y a jamais entendu parler de lui.

G. M. et E. P.

ait continué

FRANCE INTER : NOUS VIVONS L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

France Inter

MARDI 22 DÉCEMBRE 1987

FRANCE INTER 24 H SUR 24 - FM/GO/PO - LE QUOTIDIEN À ÉCOUTER

FRANCE INTER LE QUOTIDIEN À ÉCOUTER

France Inter reprend son souffle. Aujourd'hui, les journaux de France Inter sont synonymes d'information fiable, complète et rigoureuse. Et la passion est toujours au rendez-vous. Elle anime tous ceux, journalistes, animateurs, techniciens, qui font écouter le quotidien à des auditeurs de plus en plus exigeants. Notre public, composé à 40% de décideurs, attend une analyse pointue et intelligente de l'actualité.

L'information du matin sur France Inter, c'est une vision dynamique du monde. Les nouvelles s'accroissent, les flashs éclairent le quotidien. A France Inter, nous refusons l'information prédigée comme les professions de foi, le "prêt à penser".

Entre 7 et 8 heures 40, France Inter décrypte, situe, met l'événement en perspective à travers les chroniques de ses grandes signatures. L'actualité est souvent perçue parcellairement. Aussi, nous efforçons-nous de restructurer, de situer les événements à la lumière de leur contexte avec humilité et modestie.

Discernement et intelligibilité sont les maîtres-mots sur France Inter grâce à des professionnels dont les signatures sont synonymes d'indépendance, de rigueur intellectuelle et de compétence. Nous pratiquons un journalisme factuel avec des encadrés, des analyses, des chroniques, des dossiers.

Avec France Inter, nous entendons assumer un rôle pilote sur le terrain de la grande information, car c'est là, par excellence, une mission de service public.

LE BULLETIN DE L'ÉTRANGER

FRANCE INTER : L'INFORMATION BRANCHÉE SUR LE MONDE

Pour concevoir, fabriquer, présenter l'information à travers le monde, toutes les énergies du réseau France Inter sont en ébullition. Les journalistes de France Inter bénéficient du concours irremplaçable de nos correspondants à l'étranger et des rédactions de nos radios locales. Ainsi sont-ils en permanence branchés sur le monde et sur notre pays. Prêts à rendre compte de l'actualité à chaque seconde avec fidélité et précision. Ils ont les moyens de l'illustrer avec des reportages pris sur le vif. Ils vous font vivre en direct l'événement.

Michel Meyer, directeur de l'information de Radio France est le premier concerné au travers de sa chronique de l'étranger (7 h 55). De la rencontre à Fère-en-Tardenois de Hun Sen Sihanouk à la réaction de l'Europe face au voyage de Mikail Gorbatschev à la Maison Blanche. Écouter France Inter le matin, c'est s'ouvrir au monde.

La chronique économique de Jean-Marc Sylvestre

TOUS LES MATINS, JE VOUS PRÉSENTE LES VRAIES STARS DE L'ÉCONOMIE !



La passion de Jean-Marc Sylvestre, c'est de faire la lumière sur le monde des affaires. Tous les matins, il informe à 7 h 20 sur les faits essentiels de l'économie, de la vie des affaires et de la Bourse. Il explique les causes, en démonte les mécanismes, il analyse les enjeux. Parce que l'économie est le théâtre du vrai pouvoir...

"Tous les matins, en direct, je veux parler à vous, mais d'abord aux décideurs, aux patrons, aux chefs d'entreprise, aux cadres pour lesquels la vie des affaires est une passion vitale. Tous les matins, en direct, je vous présente les stars de l'économie, les héros de la Bourse."

Tous les matins, je veux prouver que l'économie est le théâtre du vrai pouvoir, que les dirigeants de Coca-Cola, IBM ou St-Gobain ont plus d'influence qu'Edouard Balladur...

Ma passion, c'est de dire la vérité des chiffres et des faits. Ma passion, c'est de dénoncer tous les conservatismes, de droite ou de gauche, tous les archaïsmes, les petites lâchetés.

Jean-Marc Sylvestre

Votre argent m'intéresse !

GABRIEL MILESI : L'argent au quotidien

"Votre argent, c'est l'argent au quotidien. Comment mieux le placer, mieux le dépenser, mieux emprunter". C'est la réponse aux questions concrètes que tout le monde se pose chaque jour.

Comment payer moins d'impôts ? Que faire de ses économies, comment financer les études de ses enfants ? Est-ce le moment d'acheter un appartement ? Où trouver les crédits les plus intéressants ?

Pour gérer au mieux son argent, il faut s'informer mais aussi comprendre.

La Bourse parce qu'elle est le reflet des grands mouvements économiques nationaux et internationaux constitue un des points de mire de la rubrique "Votre argent" (8 h 15).



Ce n'est cependant pas une chronique boursière puisqu'elle s'attache à expliquer avec des exemples concrets les mécanismes qui régissent la vie des affaires et donc la vie quotidienne. L'accent est mis chaque jour sur une ou l'autre des sociétés françaises ou étrangères, sur les enjeux qu'elle représente, sur les batailles qu'elle livre ou sur les conséquences de la baisse du dollar... L'analyse économique vient ainsi compléter l'analyse financière.

Il ne s'agit pas de recommander des actions pour le court terme mais plutôt pour le long terme. Parallèlement, "Votre argent" vise à mieux faire connaître les nouveaux produits financiers et met en avant des placements méconnus.

Informations, conseils, analyses, mais aussi baromètre. Quatre minutes intenses au cours desquelles Gabriel Milesi vous permet de savoir comment évoluent les différents marchés, qu'il s'agisse de l'immobilier, des œuvres d'art, du marché de l'or ou des privatisées.

Gabriel Milesi

EN BREF :

Bernard Valette vous lance la balle à l'antenne ! Il inaugurera le 9 janvier la rubrique du golf sur France Inter. Chaque samedi à 8 h 55.

صكنا من الاحل

Société

L'affaire Luchaire

M. Dubos, ancien chargé de mission auprès de M. Charles Hernu, inculpé

M. Michel Legrand, premier juge d'instruction à Paris, a inculpé, le lundi 21 décembre, MM. Jean-François Dubos et Guy Motais de Narbonne, dans le cadre de l'information ouverte pour « infraction à la législation sur le commerce des armes de guerre, faux et usage de faux, trafic d'influence et corruption de fonctionnaires ». M. Jean-François Dubos, qui fut chargé de mission auprès de l'ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, et est actuellement maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été désigné pour la défense de ses intérêts le bâtonnier Guy Danet et M. Croson du Cormier. La première inculpation dans cette affaire avait été, jeudi 17 décembre, celle de M. Daniel Dewavrin, président-directeur général de la société Luchaire. Comme les deux autres inculpés, il avait été mis en cause dans le rapport rédigé par le contrôleur général des armées, M. Jean-François Barba, à la demande du ministre de la défense, sur les transactions illégales de la firme Luchaire avec l'Iran.

La dimension politique

Chargé de mission auprès du ministre de la défense et ne dépendant que de lui, M. Jean-François Dubos a été de 1981 à 1984 le principal inspirateur de la politique de M. Charles Hernu à la tête des armées, avant de prendre quelque distance d'avec ses anciennes responsabilités lorsqu'il a été nommé, au tour extérieur, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Du fait même de ces nouvelles fonctions, qui confèrent à leur titulaire un privilège de juridiction, M. Michel Legrand, le juge d'instruction de l'affaire Luchaire, a dû attendre que le tribunal de Paris le confirme dans sa mission d'instruire le dossier ouvert à l'encontre de l'ancien chargé de mission de M. Hernu.

M. Dubos a été mis directement en cause dans le rapport administratif confié par le ministre de la défense, M. André Giraud, au contrôleur général des armées, M. Jean-François Barba, sur les transactions de Luchaire avec l'Iran. Ce rapport, que M. Giraud a dû déclasser en lui retirant son timbre « confidentiel-défense » après sa parution dans la presse, conclut à la conviction de son auteur que « les opérations illicites de la société Luchaire ont été couvertes par des membres du cabinet de M. Hernu et, plus particulièrement, par M. Dubos ». Il cite, à l'appui, des propos de M. Daniel Dewavrin, PDG de Luchaire, et du général Armand Wautrin, ancien directeur de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPDS), ou ancienne Sécurité militaire (SM).

Dans le premier cas, le contrôleur général Barba exprime sa conviction que « M. Dewavrin dit la vérité lorsqu'il déclare avoir été couvert par le cabinet de M. Hernu et, plus spécialement, par M. Dubos ». Le chargé de mission était, selon M. Dewavrin, l'un des trois hommes au sein du ministère de la défense, avec deux autres conseillers techniques, au courant des exportations déguisées vers l'Iran.

Dans le second cas, l'auteur du rapport indique que M. Dubos aurait demandé au général Wautrin, qui s'inquiétait de la destination

finale des livraisons d'obus, de « lever le pied » dans son enquête, en ajoutant : « Vous comprenez, Luchaire alimente les caisses du Parti socialiste. »

Le contrôleur général Barba a déposé ses conclusions sans avoir entendu M. Dubos. C'est à la demande de M. Giraud, estimant que le rapport était incomplet dans ces conditions, que l'auteur a posé des questions à l'intéressé treize jours après avoir remis ses conclusions au ministre de la défense. Cet entretien a duré moins d'une heure et M. Dubos a indiqué, après coup, qu'il n'avait jamais été placé face à ses accusations par le contrôleur général.

Dans ce qui est, donc, une annexe à son rapport, M. Barba relate que l'ancien chargé de mission a nié avoir reçu ou donné des instructions pour faciliter les exportations illicites de Luchaire. Ce domaine des ventes d'armes, explique-t-il, ne relevait pas de sa compétence au cabinet de M. Hernu. D'autre part, selon M. Barba, M. Dubos s'est étonné que M. Dewavrin ait pu le mettre en cause dans cette affaire et il a considéré que le PDG de Luchaire voulait atténuer sa propre responsabilité en la mettant sur le compte d'autrui.

Bien plus tard, alors que le contenu du rapport Barba était divulgué par la presse, le maître des requêtes au Conseil d'Etat a rendu public, par l'intermédiaire de son avocat, M. Jean Couturon, un communiqué pour démentir avoir couvert « une quelconque opération de financement d'un parti politique », et, faisant allusion à des déclarations de responsables du ministère de la défense au contrôleur général Barba, M. Dubos a fait « les plus extrêmes réserves sur les propos ou attitudes qui lui sont attribués ».

Après les inculpations de M. Dewavrin et de l'un de ses directeurs, M. Guy Motais de Narbonne, celle de M. Dubos donne toute sa dimension politique à l'affaire Luchaire, qualifiée à l'époque d'« affaire d'Etat » par M. Alain Juppé, le porte-parole du gouvernement.

J. L.

Après la publication de l'interrogatoire de M. Gordji

Ouverture d'une information contre X.

Une information contre X, pour violation du secret de l'instruction et violation du secret professionnel a été ouverte, lundi 21 décembre, par le parquet du tribunal de Paris après la publication du procès-verbal de l'audition de M. Wahid Gordji par le *Nouvel Observateur*. Le dossier a

été confié à M^{me} Claudine Lecham-Forkel, juge d'instruction.

Dans son dernier numéro, paru vendredi 18 décembre, le *Nouvel Observateur* a publié le texte de l'interrogatoire de M. Gordji par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction, avec à l'appui un fac-similé de la première page du procès-verbal du 29 novembre.

Le magistrat a notamment demandé à son interlocuteur de s'expliquer sur ses relations avec les membres du réseau terroriste pro-iranien soupçonnés d'avoir perpétré les quatorze attentats commis à Paris en 1986. M. Gordji a reconnu avoir rencontré la plupart d'entre eux : Salah, Adam Hussein, Farid Roumi. « Je connais cet homme », a déclaré Gordji. Pour moi, c'est un ami intime de Mouhajer. Je n'ai pas revu cet homme depuis la fermeture du centre Jean-Bart. Je pense qu'il est chuté bien qu'étant algérien. »

Toutefois, Wahid Gordji a nié être « l'agent traitant de Mouhajer », selon l'expression du juge Boulouque. « Ce sont des allégations sans fondement », a répondu Wahid Gordji. Je démens complètement cela. »

C'est à la suite de cet interrogatoire qui a duré deux heures que Wahid Gordji a été autorisé à quitter la France. Une escorte spéciale l'a conduit à l'aéroport du Bourget.

La police judiciaire de Marseille a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une charge explosive mais « d'une grande fumigène incendiaire décapotée qui n'a pas fonctionné ». M^{me} Collard, ses parents et le chauffeur de M^{me} Le Pen ont aussi déposé une plainte.

RELIGIONS

Guerre de chapelles dans les mosquées

Après des mois de polémique (le Monde du 18 septembre), une rencontre doit avoir lieu cette semaine à la Mosquée de Paris, entre le recteur Cheikh Abbas et M^{me} Daniel Youssef Leclercq et Khalil Merroun, président et porte-parole de la Fédération nationale des musulmans de France. Enjeu de cette discussion : l'organisation de la communauté musulmane en France.

« Je n'ai aucun ennemi chez les musulmans, pas plus que chez les juifs ou les chrétiens. S'il y a des gens contre moi, je leur pardonne à l'avance. » L'homme qui parle ainsi, chapelet à la main et tête toujours couverte d'une toque noire, est l'un des personnalités religieuses les plus éminentes de France. Cheikh Abbas bencheikh Al Hocine, recteur de la Mosquée de Paris, soixante-quinze ans, passe volontiers dans l'opinion pour le « pape » de l'Islam en France.

A tort, lui-même se défend, du mieux qu'il peut, de vouloir jouer un tel rôle. Y prétendrait-il que s'ensuivrait immédiatement une levée de bouilliers dans une partie de la communauté musulmane installée en France ? Trois millions de personnes, soit plus que dans certains pays du Golfe — qui souffrent de sa sous-organisation et de son manque de représentants religieux, qualifiés et indiscutés.

La situation est tellement absurde que lorsque Cheikh Abbas se déplace en province, il est toujours accompagné d'une escorte policière. Mais à une « guerre des chapelles » pour la présidence de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), représentative d'un islam de terrain, associatif. Ce conflit empêche le regroupement que chaque communauté appelle de ses vœux.

Les pouvoirs publics et les interlocuteurs traditionnels de l'Islam en France, pour l'heure, se heurtent à la fois à la culture et à l'école, l'assainissement du marché de la viande rituelle (halal) et la gestion de cimetières franco-musulmans — poussent depuis longtemps à la création d'une instance nationale représentative. Mais à une « guerre des chapelles » pour la présidence de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), représentative d'un islam de terrain, associatif. Ce conflit empêche le regroupement que chaque communauté appelle de ses vœux.

La « guerre des chapelles » oppose Cheikh Abbas, Algérien âgé et poétisé, partisan d'un islam modéré, moderne, ouvert aux autres religions, véritable restaurateur de la Mosquée de Paris, à un jeune Français converti, M. Daniel Youssef Leclercq, trente-quatre ans, natif de Calais, devenu musulman à dix-neuf ans, contrôleur de gestion chez Bull et défenseur d'un islam « de base » très orthodoxe.

C'est en menant campagne pour le respect strict des règles de l'abattage rituel de la viande *halal* que M. Daniel Youssef Leclercq a commencé à se faire connaître dans sa communauté d'adoption. Avec notamment un autre Français converti, M. Yacoub Roty, il a fondé, en novembre 1985, la Fédération nationale des musulmans de France, qui regroupe cent vingt associations dans tout le pays. Il le préside aujourd'hui.

Que reproche-t-il à Cheikh Abbas ? Tout simplement d'« occuper » illégalement, avec la complicité des autorités algériennes, le site historique de la Mosquée de Paris, tout en reconnaissant que l'actuel recteur est « incontournable » dans tout projet de structuration de la communauté musulmane.

A cette critique de fond, s'ajoutent des attaques très personnelles. Cheikh Abbas se voit accusé de ne pas « porter la barbe », comme le veut l'enseignement du Prophète, d'« invectiver » les fidèles en pleine prière à la Mosquée, de se plier aux ordres de l'Algérie pour ordonner le début et la fin du ramadan et enfin d'avoir dit un jour que les

musulmans en France pouvaient très bien s'approvisionner en viande au supermarché du coin, plutôt que dans les boucheries *halal*. Et quand on fait remarquer à M. Leclercq qu'une telle sévérité à l'égard du recteur Abbas n'est pas partagée dans sa communauté, on entend cette réponse : « Il est vrai que moi, *frères musulmans* ont plus que moi l'habitude de la dictature. »

Les Algériens et les autres

A cette « guerre des chapelles », s'ajoutent des conflits entre nationalités. « La hargne contre la Mosquée de Paris est une hargne contre l'Algérie », s'écrit un proche conseiller de Cheikh Abbas. Il

lement trois petites salles de prières de 250 places au total, un projet de construction d'une grande mosquée divise la communauté locale. A majorité marocaine, l'Association musulmane de Toulouse (AMT) est contrainte, depuis des mois dans ses efforts d'acquisition d'un terrain. Une association rivale, composée d'Algériens et de Français musulmans, est soutenue par M. Baudis, maire, qui se prévaut de l'accord de la Mosquée de Paris. Un procès en diffamation est engagé par l'AMT, accusée d'« islamisme » (le Monde du 7 novembre).

A Dijon, c'est un conseil marocain qui a été mis en cause par un imam irakien. Celui-ci aurait été menacé de mort. L'importante communauté marocaine de la

d'Evry, ajoutant : « Je sillonne les mosquées en France. Jamais, on ne m'a demandé ma nationalité. »

Au-delà des rivalités de personnes et d'origine, des divergences assez fondamentales touchent aux formes de la pratique de l'Islam en France et à la qualification religieuse de ceux qui seront appelés demain à le représenter. D'ailleurs, certains récusent toute participation à un futur consistoire islamique d'hommes qui ne seraient pas, d'abord, des musulmans pieux et pratiquants.

La proposition a été ainsi faite officiellement de créer une sorte de « comité provisoire », dit des « trois tiers » : un premier tiers composé d'Algériens ; un deuxième, de Français musulmans, convertis ou naturalisés ; un troisième, de musulmans non algériens. Ces proportions correspondent très sommairement à la répartition numérique de la communauté en France.

Ce critère d'origine nationale est sans doute discutable, mais il n'y en a guère d'autres. Des personnalités ont même été déjà présentées comme MM. Arkoun et Merd, universitaires. Guerrouh, ancien sénateur, Ourabah, ancien préfet et conseiller d'Etat. Cheikh Abbas veut privilégier en effet des hommes compétents, connaissant bien la langue et le Coran. « Il faut éviter la gorgée, explique-t-il. La vie associative de la communauté est encore trop embryonnaire. Si on veut faire du consistoire islamique une superstructure d'associations, ça ne marchera jamais. »

C'est le principal point de divergence avec la Fédération nationale des musulmans de France qui réclame un organisme représentatif, légitime et démocratique. Elle redoute de voir se former une élite plutôt intellectuelle, depuis longtemps intégrée, éloignée des nouvelles couches d'immigrés, populaires et plus pratiquantes. Les questions, disent ses porte-paroles, que « l'Islam en France soit dirigé par des non-religieux ou des musulmans de complaisance. On doit juger l'Islam non par ceux qui en parlent savamment, mais par ceux qui le pratiquent ». La Mosquée répond : « Nous n'avons pas cette conception policière de l'Islam. »

Ainsi, tout le monde est d'accord pour réclamer des règles du jeu, mais pas les mêmes. C'est une querelle d'anciens et de modernes, de religieux et de laïcs. Ambassadeur de la Ligue des Etats arabes à Paris, M. Hamadi Essid se dit effrayé devant les conséquences de l'édification d'une « Eglise » musulmane, l'originalité de l'Islam étant précisément que « l'homme reste libre dans sa relation directe avec Dieu ».

C'est lui qui, mettant en cause les interdictions alimentaires prescrites en France par les musulmans traditionnalistes ou néophytes, notamment celle du fromage qui incorpore des substances « impures », dit, le 29 octobre dernier à Radio-Orléans : « L'Islam, par sa pratique, par le prosélytisme, mais pour encourager vos compatriotes français à embrasser votre religion, vous savez mieux que moi qu'il ne faut surtout pas leur donner à choisir entre l'Islam et le fromage. » Ces propos ont suscité une vive réprobation : « Je préfère, réplique un fidèle, laisser le fromage à celui qui le veut et mourir de faim en choisissant l'Islam. »

HENRI TIMCO.

(1) On lira notamment les *Bandes dessinées* de Gilles Kepel. Seuil, 425 pages, 150 F.

Qui représentera les trois millions de musulmans en France ?

La création d'un Conseil supérieur de l'Islam se heurte à un conflit de personnes et de fond entre la Mosquée de Paris et la Fédération nationale des musulmans de France.

est vrai que les manœuvres tentées par le précédent recteur, Si Hamza Boubakeur, pour transférer à l'Algérie la propriété de la mosquée parisienne de la place du Palais-de-l'Ermite (cinquième arrondissement) alimentent encore en partie le malaise actuel.

L'association française, internationale des Origines, appelée Société des labous et lieux Saints de l'Islam, prévoyait depuis 1980 qu'en cas de dissolution son patrimoine reviendrait à l'Etat algérien ou à défaut à la Ville de Paris ou à l'Etat marocain. En 1982, Si Hamza Boubakeur annonce la dissolution de l'association et le transfert de l'édifice à l'Algérie. Devant les contestations, aucun décret pris en Conseil d'Etat ne viendra officialiser ce transfert, mais dès janvier 1983, une nouvelle équipe dirigée par Cheikh Abbas, à l'initiative d'Alger.

Malgré une démarche des trois ambassadeurs d'Algérie, de Tunisie et du Maroc informant le gouvernement français en 1986 de leur souhait de voir la Société des labous réintégrer dans ses droits originaux, le recteur Abbas a pris lui-même en juin 1987 la présidence de l'association et sur onze membres, le conseil d'administration compte six Algériens, qui occupent les postes clés à la Mosquée de Paris. Cheikh Abbas se défend de tout favoritisme : « Je suis algérien, mais je gère la mosquée comme musulman, dit-il. Je mets au défi quiconque de démontrer que j'ai favorisé l'Algérie. »

Pour sa part, la Fédération nationale des musulmans de France ne compte pas un seul Algérien dans son conseil d'administration, qui se compose de quatre Français, trois Marocains, deux Tunisiens, un Turc et un Sénégalais. Sur cent vingt associations, seules deux, parisiennes, sont spécifiquement algériennes : « Ce sont des dissidents qui ont échappé au coup de filet », commente Daniel Youssef Leclercq, pour qui sans aucun doute la Mosquée de Paris est devenue un instrument de contrôle de l'immigration algérienne et fait pression sur les associations et amicales algériennes pour qu'elles ne se fédération pas.

Ces conflits politico-religieux ont une traduction sur le terrain. A Toulouse, par exemple, où l'on compte 37 000 Maghrébins et sen-

région ne voulait plus de cet imam « fondamentaliste » et de ses « gorilles », dit-on à l'ambassade à Paris. Une bagarre a éclaté un jour de prière, le vendredi 6 novembre, dans la nouvelle mosquée, et un fidèle a été blessé d'un coup de couteau.

« Comme au football, les Algériens et les Marocains font un marquage », affirme l'ambassadeur du Maroc dément formellement toute entreprise concertée, mais les amicales commerçantes et les conseils marocains se montrent de plus en plus actifs sur le terrain : à Nantes (Yvelines), dans la région marseillaise, dans la ville nouvelle d'Evry (Essonnes), où s'édifie une mosquée de plus de 5 000 mètres carrés, financée par les dons de l'Association culturelle des musulmans de l'Ile-de-France, fondée par M. Khalil Merroun, mais aussi par le Maroc et l'Arabie saoudite (1), par le biais de la Ligue islamique.

L'Islam on le fromage

Pour éviter l'éclatement de la communauté musulmane de France, le recteur de la Mosquée de Paris se montre hostile à toute prolifération incontrôlée de mosquées et d'écoles coraniques. La Fédération nationale prend une position diamétralement inverse : « Plus on ouvre de mosquées, dit-elle, plus on ferme les prisons. » L'association religieuse et intellectuelle des lieux de culte et de formation est pourtant très inférieure aux besoins. Les imams manquent. « La raison d'être d'une mosquée, dit Cheikh Abbas, est de rassembler et d'enseigner. Une mosquée dans une ville rassemble, plusieurs risquent de diverger. »

Mais ces tensions nationales n'attirent guère la grande majorité des fidèles, et sont qualifiées de « fantasmes d'intellectuels » ou de réflexes de Français voulant tout nationaliser, y compris l'Islam. A Dreux, la mosquée est dirigée par un Marocain, avec deux adjoints, algérien et malien. Quant on lui demande d'où il vient, il répond : « De Dreux, un point c'est tout. » Dans maints foyers de travailleurs, on vit et on prie ensemble, sans tenir compte de l'origine nationale. « Quand un musulman meurt ici, on fait la quête sans savoir s'il était marocain ou algérien », dit l'imam

REPÈRES

Médecine

Quarante-cinq minutes sous l'eau

Alvaro Garza, un petit Américain de onze ans, jugé « cliniquement mort » par les médecins après avoir, retiré, noyé, d'une rivière gelée à pu être ramené à la vie par une équipe médicale de l'hôpital Saint-Luke de Fargo (Dakota-du-Nord). Alvaro était tombé le 4 décembre dans le fleuve Rouge (Red River), qui sépare les villes de Fargo et de Moorhead, en essayant de repêcher un écreuil mort. Il était resté sous des eaux glacées pendant quarante-cinq minutes avant d'être découvert et transporté à l'hôpital où la température de son corps, très au-dessous de la normale, ne laissait aucun espoir de survie.

L'équipe médicale dirigée par le Dr William Norberg est parvenue à sauver le jeune garçon en réchauffant lentement sa température corporelle grâce à une méthode récemment mise au point (le Monde du 31 janvier 1984).

Un « miracle » équivalent s'est produit il y a quelques jours en Norvège, où une équipe médicale a réussi à sauver un homme de cin-

quante et un ans tombé dans l'eau glacée de la mer de Norvège. Lorsqu'il est arrivé à l'hôpital, la température de son corps n'était plus que de 25 degrés.

Espace

Un cosmonaute bien chanceux

La cosmonaute soviétique Vladimir Titov, dont le vaisseau Soyuz TM-4 doit prochainement s'amarrer à la station orbitale Mir, aura, si l'on en croit certains commentateurs soviétiques, besoin de sa chance pour mener à bien la mission de longue durée qui vient de lui être confiée. A deux reprises déjà, Vladimir Titov a frôlé en vol la catastrophe, comme le rappellent les événements dans un article publié lundi 21 décembre. La première fois, en avril 1983, il dut interrompre une tentative d'amarrage de son vaisseau Soyuz T-8 avec la station Saliout-7, de crainte d'endommager les deux véhicules lors d'une jonction trop brutale. La seconde, en septembre 1983, sa fusée prit feu au moment du décollage (le Monde du 13 octobre 1983) et l'équipage de trois personnes dont une femme ne dut son

salut qu'au système de sécurité qui permit d'arracher à temps le vaisseau à sa fusée porteuse.

Solidarité

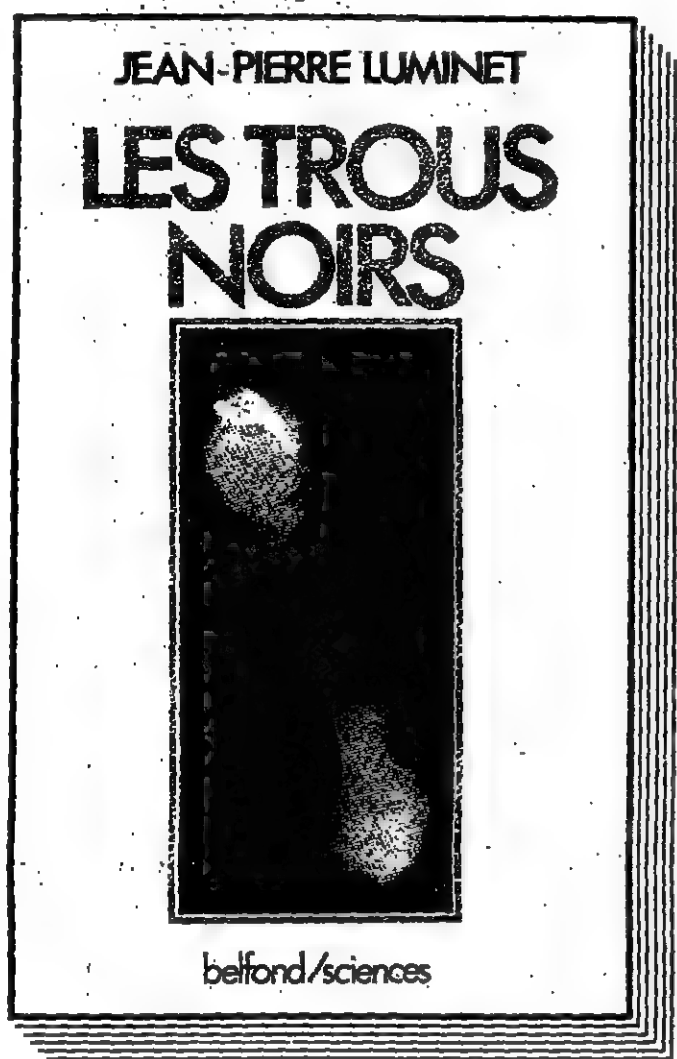
Les Restaurants du cœur ouvrent leurs portes

Pour la troisième année consécutive, les Restaurants du cœur créés par Cookin, ont ouvert leurs portes, le lundi 21 décembre. Des personnes âgées, politiques et des artistes sont venus apporter leur soutien aux organisateurs qui souhaitent servir 220 000 repas par jour aux plus démunis, durant les trois mois d'hiver. Sept cents centres animés par plusieurs milliers de bénévoles devraient être opérationnels dès le mois de janvier dans 300 villes de France, mais les organisateurs craignent de ne pouvoir assurer que six semaines de distribution.

Les responsables de l'association, qui ont reçu une subvention de 10 millions du secrétariat d'Etat aux affaires sociales, n'ont pas encore fait appel aux dons et regrettent que la contribution de la CEE soit plus faible que l'année dernière.

Collection Belfond/Sciences
dirigée par Jean Audouze et Isabelle Naddes/Souriau

LES TROUS NOIRS

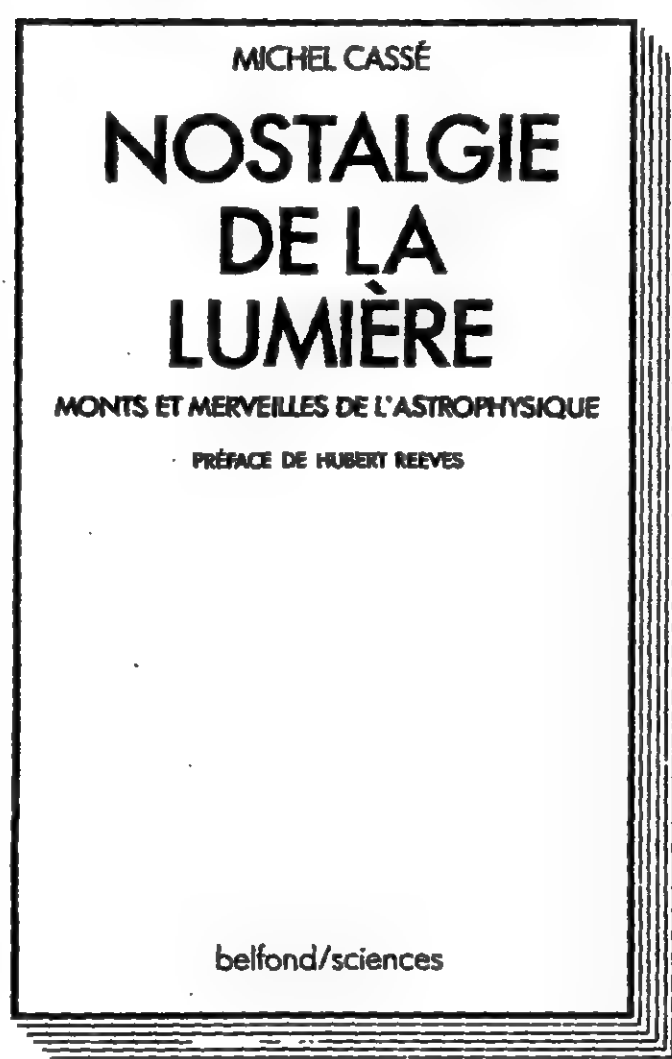


JEAN-PIERRE LUMINET

Les trous noirs : la plus fascinante découverte de l'astronomie moderne. Découverte récente, mais déjà légendaire, qui alimente mythes et fantasmes. Sont-ils ces monstres dévoreurs de lumière et d'étoiles que décrit la science-fiction ? Sont-ils une pure hypothèse de la théorie relativiste ou une réalité observable ? Répondre à cette question, c'est entreprendre un fabuleux voyage dans le temps et dans l'espace. C'est pénétrer dans un monde où la logique terrestre n'a plus cours, celui des supernovae, des étoiles X, des quasars. C'est comprendre comment les étoiles naissent, flambent et meurent. C'est parvenir aux confins de l'univers - et aux limites de la physique contemporaine.

Docteur ès sciences, Jean-Pierre Luminet est, à trente-six ans, le spécialiste français des trous noirs. Astronome à l'Observatoire de Meudon, il est chargé de recherches au CNRS : ses travaux lui ont valu un prix de la Société astronomique de France et la médaille du CNRS.

NOSTALGIE DE LA LUMIÈRE



MICHEL CASSÉ

C'est un chercheur de pointe qui manipule la démarche scientifique avec toute la rigueur requise. Ses travaux lui ont acquis une reconnaissance et une audience internationales. Mais sa structure affective lui interdit d'en rester là. Face au lyrisme qu'éveillent en lui les splendeurs et les mystères du Cosmos, il refuse de s'enfermer dans une prudence frileuse. Parfaitement capable de manipuler efficacement le réductionnisme scientifique - en tant que technique de travail -, il est également parfaitement incapable, dans sa vision globale du monde, de s'en contenter.

Astrophysicien à l'Institut de Recherche fondamentale du CEA, Michel Cassé est spécialiste de l'évolution stellaire, de l'astrophysique nucléaire et des rayons cosmiques. Il travaille en particulier sur l'interprétation de l'explosion de la supernova de 1987.

LE MESSAGE DU PHOTON VOYAGEUR



EVRY SCHATZMAN

Qu'est-ce que l'astrophysique ? Une science d'observation liée de très près à l'astronomie. Comment procède-t-elle ? Par l'analyse de ces grains de lumière qui nous viennent des étoiles : les photons. Quels sont ses objectifs ? Nous permettre de mieux comprendre notre passé et, par là, notre avenir. Ses résultats ? Tout ce que nous savons à ce jour sur notre système solaire. Ses déviances ? Tout ce que les hommes ont inventé - et notamment l'astrologie - pour faire taire leur peurs ancestrales. Evry Schatzman replace l'astrophysique dans son contexte scientifique, social et économique, sans oublier ni les préoccupations philosophiques qui l'animent, ni les pressions idéologiques qu'elle subit.

Membre de l'Académie des Sciences, Evry Schatzman est l'un des plus grands astrophysiciens mondiaux.

belfond

سكرا من الاصل

Education

Les élections des parents d'élèves dans les conseils d'établissement

Baisse de la participation et stabilité des fédérations

Les élections des représentants de parents d'élèves aux conseils d'école et aux conseils d'administration des lycées et collèges se sont caractérisées par une diminution du taux de participation, notamment dans la région parisienne et le Nord, et par une relative stabilité de la répartition des suffrages entre la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) et la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP).

Pour les lycées et collèges (43 735 sièges à pourvoir), le taux de participation est tombé de 1986 à 1987, de 36,51 % à 33,92 %. La FCPE a recueilli 57,86 % des voix, contre 29,91 % à la PEEP et 2,09 % à l'Union nationale des associations autonomes de parents d'élèves (UNAAPE). Le taux de participation aux conseils d'école

(233 817 sièges à pourvoir) a diminué de 3,03 % la FCPE obtenant 43,22 % des suffrages, contre 10,13 % à la PEEP et 37,81 % à des associations locales.

Seuls les conseils d'administration des établissements du second degré de l'enseignement agricole se sont distingués par un taux de participation en légère hausse et par une modification des équilibres établis en 1986, la FCPE gagnant du terrain en passant de 20,98 % des suffrages à 26,49 %. La PEEP recule de 34,18 % à 21,29 %.

Les responsables de la PEEP et de la FCPE attribuent la baisse du taux de participation à l'absence de campagne électorale officielle et, pour la FCPE, au fait que les élections ont été placées en fin de semaine.

Sports

JEUX OLYMPIQUES : la participation des pays de l'Est

La Hongrie et la RDA iront à Séoul

La Hongrie dans un premier temps, puis l'Allemagne de l'Est, ont officiellement annoncé, lundi 21 décembre, leur participation aux Jeux olympiques de Séoul, qui auront lieu en principe du 17 septembre au 2 octobre 1988. En répondant favorablement à l'invitation des organisateurs, les Comités nationaux olympiques (CNO) hongrois et est-allemands ont levé l'hypothèque d'un éventuel boycottage de la manifestation par le bloc soviétique.

Les autres pays de l'Europe de l'Est ont jusqu'au 17 janvier pour faire connaître leur intention, mais la décision de la RDA, rouge politique et sportive de premier plan, laisse présager que les réponses positives ne tarderont pas à arriver au Comité international olympique (CIO) qui a déjà enregistré cent quinze inscriptions sur cent soixante-sept pays invités.

La participation des pays qui avaient boycotté les JO de Los

Angeles en 1984 n'est pas une surprise, mais on s'attendait à une prise de position plus tardive en raison des négociations entre la Corée du Nord et Séoul pour l'organisation conjointe des Jeux. En deux ans de discussions, les Nord-Coréens ont obtenu l'organisation sur leur territoire des épreuves de tir à l'arc, du tennis de table, de volley-ball féminin, ainsi que le 100 km sur route en cyclisme, et des matches préliminaires du tournoi de football. Aucun accord n'a pourtant été conclu entre les deux pays.

En souhaitant que « ces Jeux olympiques contribueront à l'unité du mouvement olympique », le CNO est-allemand a souligné qu'il aidera le CIO à rendre possibles les JO « dans les deux parties de la Corée ». Les seules incertitudes qui subsistent sur la tenue des Jeux à Séoul sont d'origine coréenne : elles sont entravées par les relations entre Séoul et Pyongyang, et par le climat politique dégradé en Corée du Sud.

EN BREF

● Disparition de deux handballeurs polonais à Mulhouse. — Deux Polonais de dix-huit ans, joueurs de l'équipe de handball de Jurand Ciechanow (Pologne), ont disparu depuis dimanche 20 décembre à Mulhouse, où leur équipe venait d'effectuer un séjour d'une semaine, et n'ont pas regagné leur pays avec leur délégation.

● BOXE : victoire de Christophe Tiozzo. — Le poids moyen français Christophe Tiozzo a remporté, lundi 21 décembre à Paris, une victoire expéditive par KO au troisième round face à l'Américain Carlos Tite. Ce seizième succès en seize combats est une nouvelle étape pour Tiozzo avant d'affronter, titre en jeu, l'Américain Pierre Joly, nouveau champion d'Europe de la catégorie.

● FOOTBALL : le capitaine du Anvers FC arrêté pour vol. — L'une des vedettes de l'équipe de football de Belgique, le capitaine du Anvers FC, Marc Vanderlinden, vingt-trois ans, a été arrêté, dimanche 20 décembre à Anvers, dans le cadre d'une affaire de vol de fourrures. Le 10 décembre déjà, le gardien de but de l'équipe réserve d'Anvers, le Yougoslave Ratko Sivilar, avait été inculpé de recel dans cette même affaire, et plusieurs autres joueurs du club, actuel leader du championnat belge, pourraient être prochainement interrogés par les enquêteurs. Vanderlinden est depuis le 30 novembre sous le coup d'une condamnation à trois mois de prison avec sursis pour avoir boxé un agent de police à Anvers.

STAGES RADIO

De courts ou de longue durée, ces stages de formation orale et de formation aux techniques radiophoniques s'adressent aux personnes souhaitant devenir speaker, réalisateur ou animateur, mais aussi à celles qui souhaitent apprendre à s'exprimer avec plus d'assurance et d'assurance dans la vie quotidienne et professionnelle.

Un stage de deux mois débutera le 18 janvier 1988, à raison d'une séance de 3 heures par semaine, au choix, le lundi ou le mercredi de 19 h à 22 h.

Deux stages attractifs de 5 jours, à raison de 6 h par jour, auront lieu du 11 au 15 janvier 1988 inclus, et du 8 au 12 février 1988 inclus.

* RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : ARACQ, 3, rue de Mont-Louis, 75011 Paris — Tél. : 43-70-54-48.

PRESSE

La crise à « Libération »

Le tribunal ordonne un second tour des élections pour les cadres et les journalistes

Le tribunal d'instance de Paris, réuni le lundi 21 décembre, a finalement donné gain de cause à la direction de « Libération ». Il a ordonné qu'un second tour des élections des représentants du collège « cadres et journalistes » ait lieu, en se fondant sur la jurisprudence invoquée par la direction du quotidien concernant la notion de quorum (le Monde daté 20-21 septembre). Un second tour devrait donc avoir lieu dans la première quinzaine de janvier, les licenciements après la fermeture du « guichet départ » demeurant fixés au 31 décembre.

Le syndicat CGT de « Libération » a vivement réagi à cette décision en indiquant que « la direction, qui semble avoir abandonné toute ambition d'ordre journalistique et culturel, s'installe dans la stagnation et cherche des moyens autoritaires pour résoudre ses problèmes [...] Elle tente dans cette affaire de corriger le suffrage universel normalment exprimé dans l'entreprise en faisant appel à la jurisprudence antisyndicale des magistrats conservateurs de la Cour de cassation, qui s'assortit sur le code du travail comme d'autres sur le droit de grève ».

Un comité d'entreprise est prévu le mardi 22 décembre. Les représentants des cadres et journalistes récemment élus devaient y participer. Mais la décision du tribunal concernant leur élection risque de poser problème.

Renseignements publicités

Le Monde

AFFAIRES

Tél. : 45-55-91-82
poste 4180 ou 4107

Communication

Le patchwork du câble en Ile-de-France

Trois opérateurs en banlieue

Paris, Lyon, Marseille : chacune des trois métropoles a confié son réseau câblé à l'un des trois grands opérateurs français, respectivement Lyonnaise communication (Lyonnaise des eaux), Téléservice (Générale des eaux) et Communication développement (Caisse des dépôts).

Mais, outre ces gros contrats, les trois sociétés se sont disputées un autre marché privilégié, celui des réseaux d'Ile-de-France, autour de la capitale, qui représentent la moitié des réseaux en service commercial à fin 1987.

Le marché du câble en banlieue parisienne est spécifique, du fait de l'attraction centripète de la Ville Lumière, du découpage des communes, qui ne se calque pas toujours sur les réalités urbaines, et de la faiblesse relative de la presse régionale. Le résultat, sur une carte, donne un échiquier compliqué : d'une rue à l'autre, l'abonné potentiel n'a ni le même calendrier de raccordement, ni la même offre de programmation.

Notamment pour les images locales, car chaque opérateur a sa stratégie, dictée en partie par la géographie. Installée au centre de la région, dans son bastion de Paris-Cable, Lyonnaise communication déborde du périphérique vers la proche banlieue ouest à Neuilly, Boulogne-Billancourt ou Levallois-Perret. Elle va même accrocher plus loin, tout au bout du RER (les mauvaises langues disent du RPR, en remarquant la coloration politique des municipalités qui ont choisi la firme de M. Jérôme Monod), les vingt-sept communes autour de Saint-Germain-en-Laye, qui viennent d'inaugurer leur réseau de cent vingt mille prises à terme. En y ajoutant Vincennes et Saint-Mandé, dont la construction par financement privé est à l'étude, la Lyonnaise peut compter sur un gisement de 280 000 foyers environ autour de son navire-amiral parisien (1,4 million de foyers à terme).

Côté programme local, elle amène d'abord dans ses bagages Paris Première. Cette chaîne parisienne

ne sera complétée que plus tard en 1988 par des décrochages locaux.

Privée de ce rayonnement en étoile, Téléservice Ile-de-France joue pour sa part une stratégie d'encerclement. Commune par commune, elle s'adapte au terrain — politique autant que commerciale — pour implanter des têtes de pont dont l'extension progressive doit associer l'économie des réseaux sur une base conséquente.

Ainsi, la tête de réseau installée à Suresnes pour le réseau 3S (Sèvres, Suresnes, Saint-Cloud) ouvert depuis mai est prévue pour desservir avec des relais secondaires l'ensem-

ble des 21 communes de l'ADE-TEL, soit 340 000 foyers à terme dans les Hauts-de-Seine. Une masse supérieure à celle de Lyon...

L'opérateur est responsable des trois ou quatre heures quotidiennes du canal local, Télé Val-de-Seine. Mais, incité à la prudence, il ne s'est d'abord engagé que sur 1 million de francs annuels de production locale. Quitte à indexer ensuite les moyens de TVS sur l'extension de sa diffusion.

Car, même si les deux mille abonnés actuels (sur quinze mille prises installées) de 3S lui donnent un des meilleurs taux de pénétration, tout est encore à noter, comme

par exemple la publication des programmes dans une édition spéciale de Télé 7 jours.

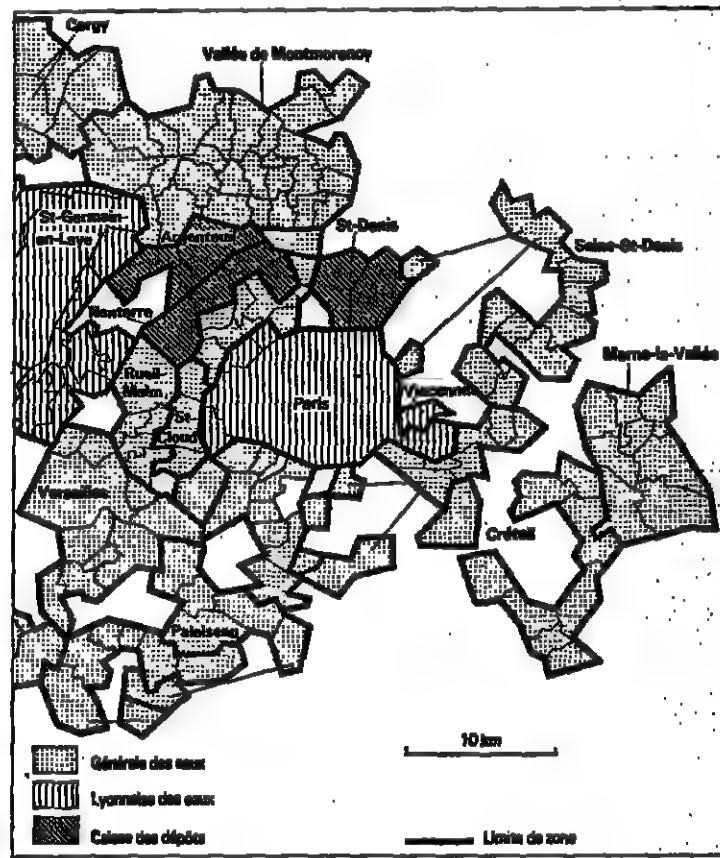
La même prudence régit pour l'investissement en matériel : le petit studio de Suresnes peut s'appuyer sur vingt-six entreprises de production recensées dans ce riche département. Quant à la publicité, son introduction attendra l'existence d'un public suffisant.

La politique d'essaimage est aussi valable dans les autres départements de la région. Outre Mantès et Cergy déjà ouverte, Téléservice travaille autour de Versailles, autour d'Evry et de Massy au sud, à Marnes-la-Vallée (dont la convention a été signée le 13 décembre) à l'est. Sans oublier les études pour la construction privée de réseaux en vallée de Chevreuse ou de Montmorency, dans le Val-de-Marne ou en Seine-Saint-Denis. Au total, Téléservice Ile-de-France se prépare à gérer plus d'un million de prises, dont la moitié construites par la DGT.

Dernier grand opérateur national, Communication développement est mieux assis au nord de la région, avec trois réseaux regroupant chacun trois villes — de gauche — entre Nanterre et Saint-Denis, et dans l'Ouest à Saint-Quentin-en-Yvelines. Mais s'il existe bien trois mille prises prévues dans ces zones, aucune n'est encore en service. Aussi l'opérateur cherche-t-il à limiter le démarrage commercial par des solutions intermédiaires, comme le câblage d'immeubles dotés d'antennes de réception satellite. Une solution tentée dès 1988 avec les antennes communales de Saint-Quentin-en-Yvelines, ou de Sarcelles, remises à niveau. Mais une solution sans canal local, puisque ces mini-réseaux ne seront pas connectés.

Communication développement prépare donc plutôt les services du futur. Tout en s'activant, comme les autres opérateurs, pour gagner le dernier « tronçon » important du câble en périphérie parisienne, celui qui représente une partie du Val-de-Marne.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.



Cette carte illustre non seulement les réseaux en service ou en construction, mais aussi les projets de réseaux à l'étude.

L'affaire de Radio Courtoisie

Des anomalies qui n'en sont pas

(Suite de la première page.)

Il s'agit d'anomalies ou d'errements, notions fumeuses plus chargées d'interrogations que de certitudes, dont on voit bien qu'elles sont assez imprécises pour ne pas constituer des irrégularités, qui relèveraient de l'appréciation du Conseil d'Etat, mais assez ambiguës pour entraîner la perplexité du juge.

Discutons donc de ces indiscutables errements et examinons ces prétendues anomalies.

Il paraît qu'un dossier mais par le juge serait « incomplet » ? Où a-t-on vu cela ? Et il se semble pas que le juge s'en soit inquiété auprès de la Commission.

Il paraît que des « fiches » ont disparu. Outre qu'il est faux, puisqu'aucune fiche n'a disparu, ce grief est dérisoire : la commission d'Etat, mais assez ambiguës pour entraîner la perplexité du juge.

Il paraît que les services avaient émis un avis défavorable à la prise en considération du projet de Radio-Courtoisie. Où a-t-on vu qu'un tel avis ait été donné, alors que rien n'habilitait les services à donner un avis ou à faire une proposition, comme vient de le rappeler la commission dans un communiqué ?

Il paraît que le choix de Radio-Courtoisie serait contraire à l'obligation de pluralisme qui s'impose à la commission. Est-ce à dire que le pluralisme s'arrête là où commence la droite, et que n'a-t-on soulevé la même objection lorsque la commission a autorisé des radios communales ou Radio-Liberté ?

Il paraît que M. Jean Ferré dans les coulisses de Figaro-Magazine, n'aurait pas pu participer aux décisions de la CNCL concernant Radio-Courtoisie. Cette vertueuse recommandation (qui suppose assez curieusement qu'on connaît le vote de Michel Droit ?) aurait pu être adressée à tous les membres de la commission qui connaissent parfaitement les hommes de l'audiovisuel pour les avoir rencontrés dans les coulisses de Radio-France, de la télévision, de la SFP ou de TDF, et qui ont néanmoins participé à tous les votes et à tous les choix.

Il paraît que la procédure de « huis clos », non prévue au règlement, heurterait de bonnes

consciences. Peut-on expliquer selon quelle formation, un organisme collégial tel que la CNCL devrait délibérer pour garantir sa liberté de choix ?

Il paraît que les responsables de Radio-Courtoisie, d'une « assurance déconcertante » n'ont pas jugé utile de rendre visite aux services de la commission. Mais n'est-ce pas reconnaître que ces services n'avaient aucun pouvoir ?

Un processus de désinformation

Nous arrêtons là ce que d'aucuns appelleraient une « troublante liste ». Car on est en droit de s'interroger sur un processus de désinformation qui a pu contribuer à égarer le juge.

Et c'est sans doute parce que, en dépit des efforts de ce magistrat consciencieux, le dossier est resté désespérément vide, que la Cour de cassation a été conduite à rendre la décision que l'on sait.

Il est regrettable que cette décision apparaisse comme un « camouflet » pour le magistrat instructeur, alors qu'elle ne constitue qu'un désaveu pour ceux qui ont lancé cette plainte inconsidérée et pour ceux qui l'exploitent. Il faut surtout y voir le fonctionnement normal d'un mécanisme juridique prévu par la loi pour réguler le cours d'une justice qui peut errer. C'est plutôt rassurant.

Il est scandaleux, comme a osé le faire la présidente du syndicat de la magistrature (mais ce syndicat nous a habitués à cette stratégie de destruction de l'institution judiciaire par l'intérieur), il est scandaleux de soutenir que le Cour de cassation aurait pu se déterminer en fonction de la qualité de l'inculpé. Les vingt hauts magistrats qui composent la chambre criminelle nous paraissent mériter le respect tout autant que M. Grellier — et faut-il penser que certaines procédures sont réservées aux voyous et aux truands, mais interdites à un académicien ?

Et s'il y a eu une justice « à deux vitesses », c'est peut-être moins au niveau de l'arrêt de dessaisissement qu'à celui d'une inculpation qu'on pourrait qualifier de privilégiée.

Il est temps que les Français croient en leurs institutions qui fonctionnent avec plus de bonheur qu'on ne le pense, pour l'épanouissement de la démocratie et la garantie de nos libertés.

YVES ROCCA.

Patrick Sébastien revient à TF 1

Nouvelle grille pour la Cinq

Retour aux sources : après avoir été remercié par la Cinq, l'animateur Patrick Sébastien a signé, le lundi 21 décembre dans la soirée, un nouveau contrat avec TF 1. Il y produira et présentera à partir de février 1988 une série de dix émissions de divertissement bihebdomadaires. En revenant sur la Une, Patrick Sébastien marche ainsi sur les traces de Patrick Sabatier qui, lui aussi, avait fait un détour par la chaîne de MM. Berlusconi et Hersant avant de rejoindre TF 1.

Le départ de Patrick Sabatier, la vedette numéro un de la Cinq, en octobre, alors que le premier conseil d'administration de la chaîne de MM. Hersant et Berlusconi fait face à un déficit de 670 millions de francs, avait déjà sonné l'alarme. La politique très coûteuse des « Italiens », fondée sur des stars chèrement acquises et leurs émissions de variétés à 3 millions de francs pièce, s'était soldée par un échec. Un remaniement de la grille s'imposait donc, et les « Français » se voyaient confortés dans leur préférence pour les magazines d'information et les téléfilms.

Voilà qui est fait. Exeunt Sabatier et Sébastien. La nouvelle grille propose du sport le dimanche après-midi, suivi d'un « Festival du polar » (« Inspecteur Derrick », « Arabesque », « Kojak ») puis « Mondo Dingo » de Collaro. « Face à

France », l'émission de Catherine Barma et Thierry Ardisson, passe du dimanche au jeudi soir à 20 h 30. Le « Collaricochshow », programmé le mardi, cède la place le mercredi à un téléfilm, qui sera également programmé le vendredi soir, en remplacement de Patrick Sabatier, alors que « Farandole » de Patrick Sébastien disparaît, après un dernier pool regroupant les meilleurs moments de l'émission, diffusé le samedi 2 janvier.

C'est un retour inavoué à la grille de la Cinq première manière, composée de téléfilms et de séries américaines, enrichies de quelques émissions d'information — « deux journaux », « Face à France » et « La preuve par cinq » de Pierre-Luc Séguillon. C'est surtout un désaveu pour Mario-France Brière, responsable des variétés, qui a perdu les stars qu'elle avait entraînés avec elle de TF1, sauf Stéphane Collaro. Elle n'est plus chargée que des émissions de Châliërie, de Catherine Barma et de Thierry Ardisson. Même l'émission « Au cœur de l'affaire », qui traitait de l'accusation en direct le dimanche après-midi, sera supprimée fin janvier « pour raisons économiques ».

C'est la raison invoquée pour la fin prématurée de la collaboration entre Patrick Sébastien et la Cinq, « les rentrées publicitaires étant insuffisantes par rapport au coût de l'émission », indique, en effet, le communiqué de la chaîne.

ALAIN WOODROW.

● Warner achète la firme de disques Teldec. — Par l'intermédiaire de sa filiale locale, le groupe américain Warner Communications va racheter le fabricant de disques ouest-allemand Teldec. Avec le renfort de cette société qui emploie sept cents personnes et réalise un chiffre d'affaires de 190 millions de marks, Warner détendra ainsi 20 % du marché ouest-allemand du disque.

● Un plan de fréquences pour la FM dans le Nord. — Le projet de plan de fréquences publié lundi 21 décembre par la CNCL pour les quatre départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne, prévoit d'attribuer 185 fréquences parmi les 350 demandées par 272 candidats. Après recueil des avis sur ce projet jusqu'au 4 janvier, et consultations avec les pays voisins, la CNCL publiera son plan définitif. Le projet répartit les radars en

trois grandes zones, l'aménagement de Lille (24 fréquences), le reste des départements du Nord et du Pas-de-Calais (93 fréquences), les départements de la Somme et de l'Aisne (68 fréquences).

● Grève de vingt-quatre heures à RFO-Guadeloupe. — Une grève avait été lancée, le lundi 21 décembre, par l'inter-syndicale (SURT-CFDT, FO, SNJ et ATAG-UGTC), pour protester contre « l'attitude résolument discriminatoire et dévalorisante vis-à-vis du personnel local » de la direction de la société nationale de radio-télévision française d'outre-mer (RFO), qui possède une station de radio et deux canaux de télévision en Guadeloupe. Lundi soir, la grève était arrêtée, « à la suite des promesses de la direction ». Un service minimum a été assuré pendant les vingt-quatre heures de grève.

Culture

Les Grands Prix nationaux

Le ministère de la culture a attribué ses Grands Prix nationaux le 22 décembre à dix-neuf lauréats.

Sculpture : Toni Grand

Cet artiste solitaire et répété pour son caractère taciturne est né en 1935 dans le Gard et vit aujourd'hui dans un village des Bouches-du-Rhône. Après un bref passage dans le groupe Supports-Surfaces, il a entrepris d'analyser pour son compte les problèmes de la sculpture : celui des formes, d'abord, à travers des volumes de bois égarés, défilés, recollés dans les années 70 ; celui de la couleur s'y est ajouté avec les résines, notamment dans les *Colonnes évanescentes* présentées à la biennale de Venise en 1982 ; celui du « contenu » dans ses dernières pièces à base de matériaux composites que l'on découvre au Centre Georges Pompidou en 1986.

Muséographie : association des conservateurs de la région Nord-Pas-de-Calais.

L'idée n'est pas mauvaise d'avoir décoré le prix récemment créé de muséographie à l'association des conservateurs de la région Nord-Pas-de-Calais. Car cette association, qui réunit trente-deux professionnels chargés des vingt-neuf musées du Nord, a fait, depuis qu'elle existe (1975), un gros travail de mise en valeur des collections de la région, pour les étudier comme pour les faire connaître à travers des expositions comme « De Carpeaux à Matisse : la sculpture française 1850-1914 » ou « De Carpeaux à Guideri, la peinture italienne dans les musées du Nord », toutes deux venues à Paris après leur création régionale.

Métiers d'art : Jean de Gonnet

Ce jeune relieur, né le 30 mai 1950 à Béziers, s'est fait remarquer depuis 1982 dans les milieux de bibliophiles par ses livres précieux où, retenant toutes fioritures, c'est la mise en valeur de la structure de la reliure elle-même et la qualité des

matériaux utilisés qui font la beauté et l'originalité des ouvrages. Jean de Gonnet a aussi mis au point un mode de production de reliures en séries limitées dont les plats sont en plastique moulé.

Cirque : Eddy Sosman et « Petit Gougou »

Né à Paris, en 1954, le clown Eddy Sosman est un enfant de la belle. Il est d'abord jongleur, se fait connaître chez Annie Fratellini. Sa vocation de clown se révèle quand il rencontre Alain André dit « Petit Gougou », qui, lui, a suivi les beaux arts, et travaille le mime et la danse. De cette rencontre naît un duo de clown de notoriété internationale, et qui a déjà obtenu de nombreux prix.

Cinéma : Sandrine Bonnaire

Née en 1967, Sandrine Bonnaire tourne son premier film avec Maurice Pialat : *A nos amours*. Elle y tient le rôle central et obtient le César du jeune espoir féminin. Sa personnalité, son charme, sa vitalité l'imposent, l'imposent. Elle tourne une dizaine de films, dont *Police* (1984) et *Sous le soleil de Saïgon* (1987), toujours avec Maurice Pialat, la *Puritaine* de Jacques Doillon (1986), *Sans toi ni loi*, d'Agnès Varda (1985), qui lui vaut le César de la meilleure actrice. En 1986, elle tourne le dernier film d'André Téchiné qui sort le 23 décembre.

Théâtre : Antoine Vitez

Né en 1930, Antoine Vitez, diplômé de russe, traducteur du *Don Quichotte*, secrétaire d'Aragon, rejoint l'équipe du Théâtre du Quai de la Seine, puis de la Maison de la Culture de Caen, alors dirigée par Jo Trehard. Codirecteur avec Jack Lang du Théâtre national de Chaillot (1972-1974) en même temps que directeur du Théâtre des quatrièmes d'Ivry (1972-1978), professeur au Conservatoire, Antoine Vitez définit et signe sa conception d'un théâtre fouillé autant que rigoureux, strict autant que sensible. Nommé en 1981 directeur du Théâtre national de Chaillot, il peut y donner toute sa mesure, à travers des spectacles

comme *Electre*, *Faust*, *Hernani* et *le Soulier de satin*, d'événement du dernier Festival d'Avignon, dont les représentations viennent de se terminer triomphalement à Chaillot.

Chanson : Johnny Hallyday

Johnny Hallyday est né en 1943. Il est certainement le rocker le plus populaire en France, son public le suit depuis plus de vingt ans. Spectateurs de sa génération, et leurs enfants. Depuis son premier 45 tours en 1960 (*« L'Amour follement »*), il a participé à tous les mouvements de mode, a tourné une dizaine de films dans lesquels il joue son propre personnage. Sa vraie carrière cinématographique commence avec *Détective* de Jean-Luc Godard, suivi en 1985 de *Conseil de famille*, de Costa Gavras. Il vient de recevoir également les Victoires de la musique.

Photographie : Joseph Koudelka

Né en Moravie en 1938, Joseph Koudelka est venu à la photographie par le théâtre. Membre de Magnum, cet apatride fixé en France resté un exilé. Il a notamment donné des images vision où la pureté du graphique se conjugue à la puissance et à la noblesse du témoignage.

Création Industrielle : Pierre Paulin

Créateur de mobilier et d'objets, Pierre Paulin, qui est âgé de soixante ans, a travaillé en collaboration avec des entreprises telles que l'Air Inter ou Citroën. Il est également l'auteur des aménagements du Louvre et de l'Elysée (en 1971 et en 1985).

Archéologie : Michel Brézillon

Directeur des antiquités préhistoriques de l'Ile-de-France, puis inspecteur général de l'archéologie, après avoir été enseignant et chercheur, Michel Brézillon, qui est né en 1924, a travaillé sur son propre terrain de la recherche en préhistoire, tant française qu'africaine. Ce disciple et collaborateur de André Leroi-Gourhan est également l'inventeur de la technique de moulage des sols préhistoriques.

Peinture : Raymond Hains

Raymond Hains, qui est né à Saint-Brieuc en 1926, est l'inventeur de l'affiche décollée et lacérée, objet d'art entre sociologie et décor. Cet ancien membre du mouvement des Nouveaux Réalistes - en 1960 - est, depuis lors, resté fidèle à l'esprit de dérision propre à ce groupe. Son travail, proche du néo-dadaïsme actuel, connaît depuis plusieurs années un regain de célébrité (Fondation Cartier, 1985, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 1986).

Patrimoine : Bruno Foucart

Né en 1938, ancien élève de l'ENS, professeur d'histoire de l'art contemporain à la Sorbonne et à l'Ecole des beaux-arts, Bruno Foucart a lancé et organisé à partir de 1974 la politique de classement des édifices et œuvres urbaines des dix-neuvième et vingtième siècles. Commissaire général de l'exposition Viollet-le-Duc en 1980, vice-président des Amis d'Orsay, ce spécialiste de l'art religieux et de l'architecture est au premier rang de ceux qui ont permis la redécouverte du dix-neuvième siècle français.

Michel Philippon : Grand Prix national de la musique

Michel Philippon est né le 2 février 1925 à Vervy dans la Marne. Après des études scientifiques assez poussées, il se consacre à la musique et travaille en particulier la composition avec René Leibowitz. Il occupe différents postes de plus en plus importants, à la radio, de 1949 à 1976. Professeur de composition au Conservatoire de Paris depuis 1970, il crée en 1976 le département de musique de l'université de São Paulo qu'il dirige jusqu'en 1982. On lui doit de nombreuses œuvres musicales, des travaux scientifiques sur la cybernétique et des études musicales et esthétiques.

Danse : Françoise Adret et le Lyon Opéra Ballet

Françoise Adret a été formée à l'école franco-russe de la danse pour la première fois comme étoile au Théâtre des Champs-Élysées en 1948 dans une création de Serge Lifar. En 1951, elle fonde la compagnie de l'Opéra d'Amsterdam

qu'elle dirige pendant sept ans. Puis en France, elle travaille avec Roland Petit. De 1960 à 1963 elle crée et dirige le ballet de Nice. Jusqu'en 1968 sa carrière prend une dimension internationale. De 1968 à 1978 elle dirige avec Jean-Albert Cartier le Ballet Théâtre Contemporain. Elle est ensuite nommée inspectrice principale de la danse au ministère de la culture. Parallèlement, elle assure la direction artistique du ballet de l'Opéra de Lyon, dont elle prend la direction générale en 1985.

Arts graphiques : Michel Regnier, dit « Greg »

Michel Regnier, dit « Greg », cinquante-six ans, est essentiellement connu pour avoir créé le personnage d'Achille Talon, un des records de vente de la bande dessinée franco-belge avec trente-six titres déjà parus. Greg a débuté au *Journal de Tintin* en 1958. Il a aussi collaboré à *Spirou*, à certains scénarios de *Modeste et Pompon*, et à la reprise de *Zig et Puce*.

Grand Prix national des lettres : Robert Pinget

Né en 1919 à Genève, Robert Pinget a placé ses premiers pas littéraires - après avoir été avocat, puis peintre - dans ceux de Samuel Beckett. Il s'agissait pour lui d'exprimer, dans ses romans comme dans ses pièces de théâtre, ce qu'il a de dérisoire, de malade, de terriblement mutilé ce langage avec lequel nous croyons communiquer avec les autres. Pour ce faire, Pinget - que l'on a classé par mégarde parmi les écrivains du « nouveau roman » parce qu'il était édité aux éditions de Minuit - utilise une forme d'humour cruel qui n'appartient qu'à lui, la fois drôle et tragique. Robert Pinget a obtenu le prix des critiques pour *l'Inquiétude* (1963) et le *Féminisme* deux années plus tard pour *Quelqu'un*. Son dernier roman, *l'Ennemi* est paru au début de cette année, cependant qu'un hommage portant sur l'ensemble de son œuvre théâtrale lui était rendu au Festival d'Avignon.

Grand Prix national de la traduction : Nino Frank

En cette année qui a vu une floraison inattendue de livres traduits d'Italien aux vitrines des libraires

français, il convenait de récompenser le plus actif des propagandistes et des traducteurs de la littérature transalpine. Né en 1904 à Berletta, en Italie, Frank s'est réfugié en France en 1923, après la prise du pouvoir par Mussolini. Ecrivain, ami de Max Jacob et de Jean Cocteau, auteur de cinéma, de télévision et de théâtre, il a commencé à traduire au début des années 50 les grands auteurs italiens contemporains, de Pavese à Sciascia, de Calvino à Malaparte, de Savinio à Wilcock et de Campanile à Satta.

Grand Prix national de poésie : Edmond Jabès

La poésie d'Edmond Jabès nous trois fils, de manière si serrée, dans une prose si dense, qu'ils ne paraissent plus en faire qu'un : l'exil, l'identité juive, le questionnement de la langue française. Ces trois sources d'inspiration et de méditation sont liées à la situation personnelle de l'écrivain. Né en 1912 dans une famille juive du Caire, Edmond Jabès a publié en français, au début des années 30, ses premiers poèmes. C'est en français encore, à partir de 1945 qu'il collabore à la NRF aux *Cahiers du Sud* ou aux *Lettres nouvelles*. Jabès est contraint de quitter l'Egypte en 1957. Il est naturalisé français en 1960. Son œuvre centrale, le *Libre des questions*, a été publiée en sept volumes de 1963 à 1973 aux éditions Gallimard.

Histoire : Jacques Le Goff

Né en 1924 à Toulon, Jacques Le Goff est une des figures les plus brillantes de la seconde génération de l'école historique française des *Annales*, celle qui a imposé dans les universités du monde entier comme dans le public cultivé la « nouvelle histoire ». Médiéviste, directeur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales de 1972 à 1977, codirecteur des *Annales* et vice-président de la Société d'ethnologie française, Le Goff a publié tout des ouvrages théoriques (*Faire de l'Histoire*, 1974 ; *Pour un autre Moyen Age*, 1977) que des études sur l'imaginaire social et religieux (*Les Intellectuels au Moyen Age*, 1957, *La Naissance du purgatoire*, 1981) ou que des grandes synthèses (*La Civilisation de l'Occident médiéval*, 1964, *Histoire de la France urbaine*, 1980).

MUSIQUE

Alfredo Kraus et June Anderson

Les lois du récital

Alfredo Kraus, soixante ans, et June Anderson, qui est au début d'une carrière vertigineuse, ont chanté et chantent ce mardi 22 décembre à l'Opéra.

Pour les deux concerts donnés par June Anderson et Alfredo Kraus au Palais Garnier les 20 et 22 décembre, on imagine facilement que les guichets de location ont été pris d'assaut, et, cependant, il n'y a eu programme pas plus de quatre duos et de quatre arias (deux pour chacun), car, dans l'intervalle, l'orchestre joue des pages symphoniques pour passer le temps et permettre aux concurrents de se reposer un peu la voix.

En effet, si l'ouverture de *Sémiramis* de Rossini est une page magistralement écrite pour l'orchestre, celle de *Nabucco* ne fait guère honneur à Verdi en comparaison de celle des *Vpres siciliennes* et surtout du prélude de l'acte trois de *la Traviata* exécutés par ailleurs. On a néanmoins l'impression que l'orchestre de l'Opéra prend plus au sérieux ces hors-d'œuvre qu'il ne le fait dans la fosse le soir des représentations. A moins que la baguette de Michelangelo Veltri ne soit une baguette magique ou que la présence de deux vedettes n'agisse comme un stimulant. On comprend mal que le nom du violon solo, si actif dans l'air de *Faust*, ne soit pas même mentionné dans le programme, ni celui des autres solistes.

Mais la plupart des auditeurs avaient sans doute l'oreille ailleurs, et il est vrai qu'Alfredo Kraus chante, à soixante ans, cet air avec une jeunesse et une netteté confondantes, tout comme, un peu plus tard, *Una furvia lagrima*. On dit qu'il n'est plus au fait de ses moyens, mais cela ne nuit pas, car l'art de se ménager pour vaincre les difficultés en douceur est beaucoup plus impressionnant que celui de se dépenser sans compter.

June Anderson, qui est encore au début d'une carrière vertigineuse, prend davantage de risques : l'air de *Sémiramis* II *bel raggio* est un véritable feu d'artifice, parfaitement maîtrisé, et celui de *la Traviata* (acte I), dans un registre un peu différent, ne lui cède en rien. On serait bien en peine de formuler des réserves ou de dépasser, en éloges, ce qu'on a écrit depuis deux ans. Une telle performance laisse la critique embarrassée.

Quatre duos, extraits de *Rigoletto*, *Lakmé*, *la Traviata* et *Lucia di Lammermoor*, et un cinquième, en bis, de *la Fille du régiment*, constituent les points forts de la soirée. Comme ce sont tous des duos d'amour, empruntés au premier acte de chacun de ces opéras, la fascination fait bientôt place à une certaine lassitude chez les auditeurs qui ne se résignent pas à considérer les ouvrages lyriques comme des catalogues de morceaux de haute voltige. Malgré toute l'admiration pour une maîtrise sans faille et l'émotion que cela provoque au premier abord, on peut avoir des doutes sur l'intérêt artistique de ce genre de concert où, pourtant, incontestablement, c'est bien de la musique qu'on entend, souvent belle et magnifiquement rendue.

GÉRARD CONDÉ.
* L'émission d'Evo Ruggieri, « Musiques au cœur », du 10 janvier à 22 heures sur Antenne 2 sera consacrée à cinq extraits de cette soirée, complétés par une interview des deux artistes. Le reste sera diffusé ultérieurement.

L'Orchestre de Paris dirigé par Bychkov

Un maître de vie

Semyon Bychkov donnait son premier concert depuis sa nomination à la tête de l'Orchestre de Paris.

M. François Léotard, ministre de la culture, qui assistait au concert, a pu vérifier l'exactitude du choix fait pour le successeur de Daniel Barenboim, qui doit lui-même prendre la direction artistique de l'Opéra de la Bastille, en attendant peut-être la succession de Georg Solti à l'Orchestre de Chicago.

De taille moyenne, cheveux bouclés noirs, grands yeux charbonneux et souriants, le jeune chef américain d'origine russe est déjà un maître. Il dirige simplement, sans débordements spectaculaires, met à l'aise ses musiciens, après des répétitions minutieuses, leur rend volontiers la bride, mais veille au moindre détail, frappe comme la foudre ; dans les passages complexes, les bras démultiplient les rythmes, dégageant les parcours touffus avec une lisibilité parfaite.

Le concert débutait par la *Symphonie n° 44 « tragique »* de Haydn, où toutes les lignes instrumentales venaient à notre connaissance naturellement dans ce langage illuminé d'éclatance et d'harmonie classiques, nourries par une intense énergie intérieure, qui cédait le pas dans l'adagio à une vision extatique où, sous les rayons de lune des violons argentés, luisaient parfois quelques

sonorités magiques de hautbois ou de cors latins. Et la battue soudain hurlée de Bychkov, presque à la manière de Solti, faisait s'écrouler dans la finale le caractère implacable de cette partition si pathétique dans sa pureté d'écriture.

Dans *Ainsi parlait Zarathoustra* de Strauss, on sent d'emblée qu'il ne tirera pas la musique à lui, tant il est soucieux de saisir les œuvres au cœur et s'installe au cœur même de leur existence d'où tout ensuite découle : la montée en puissance, en gloire, du célèbre début, émergeant comme un soleil des solistes qui s'étend à tout l'orchestre comme une idée enfumée peu à peu l'univers ; il définit ligne à ligne ce tissu si dense où Strauss lui-même semble se perdre et dont il faut tendre l'étoffe à l'extrême pour en faire jaillir les développements inattendus, dégarer la logique musicale qui sinue à travers les fatras des images philosophiques et cet orchestre gigantesque, brillant comme une fournaise ou parfois relevant de la plus délicate musique de chambre.

La main légère et vigoureuse de Bychkov n'est pas d'un dictateur, mais d'un guide, d'un maître de vie comme Zarathoustra ; elle réchauffe, encourage, même irrésistiblement vers les grandes profondeurs et la lumière. Toutes les virtualités de la musique s'épanouissent comme des fleurs, et, charmées, les musiciens prodigant leurs plus beaux feux.

Au milieu de ce programme brillant comme trois étoiles des airs de concert de Mozart, chantés par Christine Barbaux, dont le timbre idéal rayonnait à travers ces rouades d'une virtuosité presque inhumaine, sans tout à fait s'évader du texte. Mais il s'en fallait d'une chiquenarde donnée par une confiance absolue en soi pour qu'elle rejoigne les grandes Viennoises, une Streich ou une Gruberova.

JACQUES LONCHAMPT.

SACHER - MASOCH
S.I. WITKIEWICZ
La Vénus à la fourrure
&
Les Pragmatistes
mise en scène
PHILIPPE ADRIEN
LOC 43 28 36 36

la tempête
CARTOUCHE
Relâche exceptionnelle
les 25, 31 décembre - 1^{er} janvier

THEATRE DE PARIS
DIRECTION ARMAND MOUVIN
OFFENBACH
RIBES

Le Pont du Soupir
LA CRITIQUE UNANIME
Une pure merveille, magnifiquement réussie.

LE FIGARO
C'est fou, c'est dévastateur. C'est ce que l'on fait de plus gonflant aujourd'hui dans Paris.
LE CANARD ENCHAÎNÉ
Interprètes excellents. On s'amuse sans arrière-pensée.
LE MONDE
Cavaleries endiablées : Un tempo idéal, à pleurer de rire.
LE QUOTIDIEN
Brillante réussite.
LE PARISIEN
Une qualité remarquable.
JOURNAL DU DIMANCHE
téléphone : 43.59.39.39

THEATRE
attention
BAMBOULA
UNE COMEDIE DE TILLY
ALAIN AITHIAUD, MARTIN EVEL, MARION GRIMAUD, HÉLÈNE SINGÈRE, JEAN-PAUL ROUSSILLON
PARIS VILLETTE 33.00.00.84

théâtre d'ivry
JUSQU'AU 30 DÉCEMBRE
ÉCLIPSE
de la
BA
lle
COMPAGNIE
CATHERINE
DASTÈ
D'ARNALDO
CAVEIRA
traduction
FLORENCE DELAY
mise en scène
CATHERINE DASTÈ
44.72.57.43 44.70.21.55
Un très beau spectacle pour Noël
pour les grands et les petits.

THEATRE DE L'ATELIER
MARCEL MARECHAL
MARTINE PASCAL
CAPITAINE BADA
JEAN VAUTHIER
prix de la critique 1987

"Avec un tel texte, les acteurs ne peuvent être que formidables."
Colette Godard - LE MONDE
"Une lumineuse scène de ménage aux dimensions lyriques, cosmiques."
P. Mercader - LE FIGARO
"Marechal et Martine Pascal jouent à corps et à cœur."
B. Salino - L'ÉVÉNEMENT DU JOUR
"Le théâtre de Vauthier n'a pas vieilli, mais grandit. Marechal n'a plus qu'à surgir, le titre Vauthier hante depuis longtemps son barbare. Et le nôtre."
J.P. Thibaudat - LIBÉRATION

ETOILE DE MOSCOU
Restaurant Spectacle russe.
Orchestre et attractions Tziganes
LA GRANDE VEDETTE TEREZA
6, rue ARSENE HOUSAYE
45.63.63.12
GRANDS REVEILLONS LES
24 et 31 DÉCEMBRE

TSAREVITCH
DINER-SPECTACLE
à partir de 21h
MALVAULT et ses Tziganes
1, rue des COLONELS-RENAUD
(Etoile) 17 45.74.72.99
GRANDS REVEILLONS LES
24 et 31 DÉCEMBRE

سكنا من الامل

Culture

EXPOSITIONS

Lucian Freud au Centre Pompidou

Le pompier de la couperose

C'est la première rétrospective de ce peintre britannique spécialisé dans les chairs mortes. Navrant.

Sigmund genait Ernst qui genait Lucian. Le peintre britannique est indubitablement le petit-fils de l'autre Freud, du docteur. Et, en fidèle héritier des théories de grand-père, Lucian ne peint guère que le « ça », le sexe, le corps nu dans la chambre à coucher et des couples d'amants. Il y a bien aussi dans l'exposition quelques portraits, des natures mortes et quelques paysages, mais l'œil et la mémoire n'enregistrent d'abord que l'abondance des images à motifs érotiques. Et leur navrante tristesse.

C'est que ce Freud-ci a l'Eros morose, et même un rictus morbide. Ses nus connaissent la déliquescence des chairs, l'invasion de la gélasse et les vergetures. Ses amants ne tirent plus aucun plaisir de leur étreinte, ils se contentent de s'empoigner machinalement ou de dormir sur le même divan. Quant à ses filles, leur conformation anguleuse, leurs faces

chevalines et leurs mains rouges décourageraient le galant le plus ardent.

Ce ne sont pas, dans ces tableaux, que misères physiques étalées, couperoses et acrofolies, le rêve d'un dermatologue, le cauchemar d'une esthéticienne, le tout dit et redit plus de quatre-vingts fois tout au long d'une longue rétrospective de quarante ans de travaux.

Et puis quoi ? Il n'y a rien, dans cette parade des monstruosités, qui sache émouvoir ou simplement intéresser, parce que Lucian Freud en fait trop, et trop souvent. On sait comment son parti pris de laideur a fait sa gloire internationale. Qu'il s'est trouvé un auteur pour le définir, et sans rire semble-t-il, comme l'a Ingres de l'existentialisme.

Que le préfacer du catalogue qui accompagne l'exposition vante éperdument ce « plus grand artiste réaliste vivant ». Et que quelques esprits qui aimeraient passer pour brillants ont entrepris de proposer Freud pour modèle d'un « retour » au sujet et à la « vraie » peinture. Un renouveau de Lautrec, ou du premier Rouault, du Huisman mis sur la toile ? Sûrement pas. Il ne

suffit pas de faire vilain pour faire vrai. Il y a une convention de la laideur tout aussi stérile et ennuyeuse que feuss les conventions de la beauté. Or Freud est cruellement conventionnel dans son genre — un pompier de l'horreur.

L'illusion d'une inspiration violente

Ayant commencé par des portraits entre Foujita et les primitifs allemands, maigres et plats, il introduit peu à peu dans son style une matière plus épaisse et un modelé plus visible. La peinture affecte un aspect rubané dans les années 60 : les visages ressemblent à des jambons taillés au hasard. Elle est ensuite revenue à la modération du plus sage : du gris, du bistre, du brun, du gris et du bistre et du brun... Quand Freud abandonne ses planches anatomiques habituelles, quand il se laisse aller à peindre un bouquet ou un paysage, ce qu'il obtient est aussi passionnant qu'un cliché pour calendrier ou que les œuvres de l'Américain Andrew Wyeth, avec lequel Freud rivalise de propreté.

Peu importe la manière, de toute façon, puisque les sujets « scandaleux » — homosexualité ou agonie d'une mère, — les poses exhibitionnistes et le triste des décors suffisent pour émouvoir et obtenir l'effet voulu, une petite nausée passagère qui émousse et donne l'illusion d'une inspiration violente. Ces procédés sont d'autant plus gênants que Lucian Freud reprend à son compte, en la pastichant, une certaine tradition anglaise de l'horreur à froid et ne craint pas de démaqueter Stanley Spencer, qui fut dans l'entre-deux-guerres l'un des principaux artistes britanniques.

Seuls quelques portraits peuvent retentir plus longtemps. Encore est-ce en raison du modèle, que ce soit le baron Thyssen ou la peintre Francis Bacon. Il serait d'ailleurs étonnant de comparer cette dernière toile aux autoportraits exécutés par Bacon lui-même, qui a sur Freud l'avantage de l'audace et de la variété. Il est singulier qu'une pareille rétrospective puisse se tenir avec la caution du Musée national d'art moderne.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galeries contemporaines, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 24 janvier.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Relâche

1 Un déjeuner chez Simone

Déjeuné chez Simone Gallimard, l'éditrice du *Mercurius de France*, dans son appartement si calme de la rue Furstenberg, que mon chauffeur de taxi ne connaissait pas, malgré sa fontaine et l'atelier de Delacroix. Il ne s'en tire pas si mal avec son plan, qu'il consulte habilement en ralentissant aux feux quand l'orange s'annonce. J'ai cru remarquer qu'il était de plus en plus nombreux dans cette honorable corporation à prendre le client comme professeur et comme cobaye pour réviser leurs ruses de Paris. Je suis gré au mien de m'éviter de le conduire là où je voulais qu'il m'emmène.

Pendant la route, j'ai lu dans l'Express du jour ces lignes d'Angelo Rinaldi : « Chère Simone Gallimard, je suis toutes les occasions de signaler votre passionnante collection « La temps retrouvé », mais ne m'invitez pas à déjeuner, je ne distingue pas les grains de caviar des lentilles de l'armée. » Et là Rinaldi, quelle que soit l'affection que je lui porte et qui était particulièrement vive ce matin-là, me semble frivole dans son propos. On ne peut pas se moquer ainsi de l'ordinaire des hommes. C'est par le loi d'airain des prix que cette distinction, dans un avenir proche, va se faire. C'est dans les grandes et belles assiettes de Lucas-Carton de Sanderens que quelques rares invités auront le droit de déguster à prix d'or une dizaine de lentilles du Puy, cette adorable petite lentille verte des terres volcaniques, et comparer ses vertus avec la lentille blonde du Cantal et la brune de Champagne, dont, délicate attention de l'amphitryon, trois grains seront posés dans une coupelle en argent, juste à côté du plat de résistance. Et, dans la même grande cantine, des travailleurs se verront submergés par une épaisse soupe noire, depuis que le pénit jaune, sous la forme du caviar mandchou, a envahi les supermarchés à des prix dérisoires, si j'en crois les affiches qui lardent les murs de la capitale.

On peut sans exagération parler d'un troisième choc pétrolier sur ce secteur de pointe qu'est notre épicerie de luxe, d'une marée noire sur Fauchon, Hédiard et Petrossian, si le canard à la louche devient une réalité pour tous. Si ces classiques de la restauration française « trois étoiles » qu'étaient le caviar en gelée et les œufs à la coque et au caviar, si les toutes simples pommes de terre dans leur peau que l'on coupait jadis en deux et que l'on tartinait de graisse noire et que Madame Verdun aimait servir le dimanche soir « pour ne pas se compliquer la vie, disait-elle, et pour vous changer des gronds tréteaux chichiteux » sont à la portée du premier venu, la vie des privilégiés va devenir un enfer. N'en déplaise à Rinaldi, il n'y avait ce vendredi-là, chez Simone Gallimard, ni lentilles ni caviar, mais Michel Déon, Jacques Laurent et une côte de bœuf.

Une confidence : ce que j'aime de plus en plus dans les déjeuners chez Simone, c'est qu'au calme des lieux répond la quiétude de l'âme. Il n'y a pas d'endroit à Paris où j'éprouve autant que chez elle cette pesante et folle conviction qu'il ne peut rien m'arriver. Quand on lit les journaux intimes des gens de lettres, on finit par se persuader — et c'est une conviction que celui de Matthieu Galey, qui est en passe avec son format relativement modeste de devenir le petit Goncourt de poche du vingtième siècle, risque de renforcer dans l'esprit du lecteur qu'il se passe toujours quelque chose de fort, de menaçant, de grinçant.

douloureux dans les consciences, les conversations des journalistes, des écrivains et des femmes du monde — que nous sommes la parfaite illustration de la phrase de Hegel : « Chaque conscience souhaite la mort de sa voisine. » J'opinerai pour l'avis contraire : que la plus grande indifférence règne entre nous, à cette double réserve près que l'on ne nous oblige pas à faire le beau devant un partenaire qui en veut pour son argent, et si on a pris, en désespoir de talent, son parti d'écrire un journal intime destiné à une publication posthume qu'il faut rendre vivace par des saillies et des portraits, tout ce que l'on aime.

Sur les dix personnes réunies autour de cette table, il y en avait peut-être six ou sept que j'avais rencontrées, de loin en loin, depuis au moins un quart de siècle : comment aurais-je pu ressentir à leur égard de ces sentiments qu'on ne lit que dans les journaux intimes ou chez Balzac ? Le mot d'indifférence ne convient pas. Il faudrait que je retrouve les Croix de bois, ce roman de Roland Dorgelès sur la guerre de 14-18, qui n'est pas le Goncourt en 1919 à cause de ce plangé de Proust, et que je relise les dernières lignes où il est dit dans mon souvenir quelque chose comme ça : « Tout de même, c'est la victoire puisque nous nous en sommes tirés », et les deux poils de tomber dans les bras. Je ne suis pas en train d'insinuer que j'aurais eu l'outrecuidance d'en faire autant avec Laurent ou Déon, ce n'est pas, j'imagine, leur genre, ni tout à fait le mien. Mais d'avoir dégusté dans tous les sens du mot les mêmes trente dernières années, d'avoir ce gros passé en commun et divers, d'être encore là, vivant tant bien que mal, ce ne rend pas amis, ce crée pourtant une complicité fugitive de rescapés qui n'ont pas grand-chose à se dire et qui ne sont pas mécontents qu'il en soit ainsi.

2 George Sand, rue des Italiens

Dans son introduction au tome XXII de la Correspondance de George Sand (avril 1870-mars 1872, Classiques Garnier), Georges Lubin nous conseille de lire « l'admirable lettre ouverte à Flaubert du 14 septembre 1871. Ceux qui s'obstinent à trouver là le reniement de toute une vie, qu'ils lèvent la main ». Je m'en garderai bien. Je vous préviens, la lettre est longue : une trentaine de feuillets dactylographiés. Elle répond à une lettre de Flaubert du 8 septembre où ce dernier fulminait contre la démocratie. On sait que c'est une habitude française en cas de défaite : au lieu de s'en prendre aux généraux, et, dans le cas qui nous occupe, à l'Empire.

Dans la lettre de Flaubert, précise Lubin, un passage avait fait bondir George Sand : « Ah chère bon maître, si vous pouvez hait ! C'est là ce qui vous a manqué : la Haine... » Ce mot haine, que je soupçonne Flaubert d'avoir agité malicieusement comme un foulard rouge, fonctionne comme un révélateur sur la bonne dame de Nohant. Le début de sa réponse, où tout le romantisme semble donner de la voix, est en effet superbe : « Eh quoi, tu veux que je cesse d'aimer ? Tu veux que je dise que je me suis trompée toute ma vie, que l'humanité est méprisable, haïssable, qu'elle a toujours été, qu'elle sera toujours ainsi ? (...) Tu affirmes que le peuple a toujours été féroce, le prêtre toujours hypocrite, le bourgeois toujours lâche, le soldat toujours brigand, le paysan toujours stupide ? Tu dis que tu severs tout cela dès ta jeunesse et tu te réjouis de n'en

avoir jamais douté, parce que l'âge mûr ne t'a apporté aucune déception : tu n'as donc pas été jeune. Ah ! nous différons bien, car je n'ai jamais cessé de l'être, si c'est être jeune que d'aimer toujours ? »

Cette lettre à la fois naturelle et travaillée sera publiée le 3 octobre 1871, en feuilleton (le 4^e), dans notre cher journal le Temps, sous le titre « Réponses à un ami ». Elle finira confortablement son existence dans le silence des livres, impressions et souvenirs, pages 53-71, chez Michel Lévy. On y trouve d'admirables morceaux de bravoure : « Le peuple, dis-tu ! Le peuple, c'est toi et moi, nous nous en défendrons en vain. (...) Le peuple toujours féroce, dis-tu, moi je dis : la noblesse toujours sauvage ! (...) Le peuple féroce ? Non ! Il n'est pas bête non plus, sa malice aculeuse est d'être ignorant et sot. »

Dans une lettre à Solange Clésinger, l'étonnant bon sens de George Sand qui frise le cynisme, sa « sagesse » intellectuelle, font mieux apparaître la langue de bois des bonshommes de sa génération. « Ces grands esprits sont frappés des enseignements terribles de l'histoire, et des grands rapports qui mènent aux grands résumés. Mais l'histoire est pleine d'illogique, comme l'homme (...). Toute la révolution de 89 se résume en ceci : acquérir des biens nationaux, ne pas les rendre (...). Les Communes comptent sans le paysan (...). Il fera encore la loi cette fois-ci avec tous les inconvénients de son ignorance, mais avec tous les bénéfices de son esprit de conservation (...). C'est le sauveur inconscient, borné, têtu, mais je n'en vois pas d'autre. » Ce n'est pas exaltant, mais ça va tout de même plus vite que Taine et ses Origines de la France contemporaine !

3 Grand Hôtel

Je n'avais jamais mis les pieds à Enghien malgré son casino, son hippodrome, son château de Saint-Gratien, ses eaux sulfureuses et son lac. On me dit qu'il y a des fuites de gaz sur le lac, c'est le moment. Le temps de prendre un smoking (dont je ne ferais pas usage) et deux livres, et vogue la galère ! Il fait nuit quand nous arrivons au Duc d'Enghien, sans être passé par le Grand Hôtel, où nous irons dormir. Le lac, ce sera pour demain. Décor sombre et théâtral. Forcément, on pense à Modiano. Villa triste, atmosphère, années 50, années de guerre, marché noir, restaurants rouges de l'Occupation, banlieues perdues et jadis chics, vous devriez vous cotiser pour lui décerner votre grand prix, mais il les a tous eus, ou presque !

De nuit, je ne ferais pas la différence avec Baden que je connais, s'il n'y avait la très bonne cuisine de Michel Kéver. Son ris de veau à la tendresse et la fraîcheur d'un œuf moulet ! Après un passage éclair au casino où le cerbere de service me fait lui remettre mon beau foulard qui vient d'un village du nord de l'Inde, Kulu-Manali, avant de m'endormir, je commence les Amours d'Emily Turner (v.o. Love and Friendship, traduit de l'anglais par Sophie Mayoux, Rivegros, 89 F). Le premier roman d'Alison Lurie, qui date de 1962. Elle avait trente-six ans. L'enfance est superbe. Une phrase à la Tolstoï qui a dû bien amuser ce professeur de littérature : « Le jour où Emily Stockwell Turner cessa d'aimer son mari commença à peu près comme n'importe quel jour. »

NOTES

« Les Keufs » de Josiane Balasko

Josiane Balasko est une femme-flic qui déteste les proxénètes et s'acharne à les coincer. En traquant le mac d'un jeune algérien désireux d'échapper à la servitude, cette « Mère Térésa du tapin », selon le mot de son supérieur, fait la connaissance d'Isaac de Bankolé, noir de l'IGS (un « bon carotiste ») qu'elle a pris pour un gars du milieu et molesté en conséquence. A partir de là, le film joue sur deux genres en même temps : la comédie de l'antagonisme Balasko-Bankolé qui devient une alliance amoureuse et professionnelle ; la parodie, jusque dans les scènes de violence, du cinéma policier français le plus conventionnel.

Si l'on dit que le scénario est meilleur que la mise en scène, cela ne signifie pas que le film est mauvais, mais Josiane Balasko réalisateur se débrouille mieux avec la caricature et l'esprit du café-théâtre qu'avec les bonnes intentions et les bons sentiments. On préfère les gags burlesques à l'aspect « social », même si l'antiracisme est de bon aloi. Et puis, Josiane Balasko sait filmer. Momentanément et certains coins de Paris qu'on ne voit pas partout. Et puis, elle est imprévisible déguisée en pute, et se montre critique à l'égard de son personnage. Et puis, Isaac de Bankolé est aussi drôle et décontracté que dans *Black Mitz Mac*. Et puis, enfin, Jean-Pierre Léaud compose, dans la dévotion, un commissaire tellement survolté et délirant — quel numéro ! — qu'on s'attend à le voir exploser aux quatre coins de l'écran.

JACQUES SCHIER.

Engagements et départs à la Comédie-Française

Au cours de son assemblée générale, qui s'est tenue le 21 décembre, la Société des comédiens-français a annoncé les nominations et les départs prochains. François Chammetz, sociétaire depuis 1960, est nommé sociétaire honoraire. Mais Tania Torrens (engagée en 1967, sociétaire depuis 1976) et Christine Murillo (pensionnaire depuis 1977, sociétaire depuis 1983) devront prendre leur retraite dès la fin de leurs contrats, qui sont respectivement de dix et de vingt ans.

En revanche, Marcel Mayette, engagé en 1985 (*Le Balcon, les Femmes savantes*) et Martine Chevallier, engagée en 1983 après avoir joué chez Peter Brook et dans la compagnie Renaud-Barrault notamment, sont nommées sociétaires.

Enfin la Comédie-Française engage trois pensionnaires : Jean Topart, qui a participé au TNP de Jean Vilar dès les premiers temps, et joue actuellement à l'Écluse Léopold le bien-aimé, de Jean Sarment ; Dominique Blanchard, qui a fait partie de la troupe de Louis Jouvet où elle a joué Agnès dans *l'École des femmes* ; Jean-Pierre Bouvier, qui a été révélé en interprétant *Chéri*, avec Michèle Morgan (Prix Gérard-Philipe 1982). Il a également dirigé le Festival de la mer, à Sète, où il a mis en scène des classiques.

Une mémoire internationale du spectacle vivant

Créée le 23 juillet dernier à Paris, la Réunion internationale des théâtres et de la musique (RITM), présidée par MM. Jean-Louis Barrault et Rolf Liebermann et animée par M. Jean-Gabriel Nancy, a tenu son premier conseil d'administration au Théâtre Renaud-Barrault afin de décider des priorités de l'association et du budget prévisionnel pour 1988.

Celui-ci, chiffré à 700 000 francs, devrait être présenté dans les prochains jours au ministère français de la culture et de la communication ainsi qu'aux responsables de l'UNESCO, dont on avait sollicité les subventions. Il devrait permettre de réaliser l'année prochaine un répertoire détaillé des archives audiovisuelles des membres de l'association : essentiellement les grandes institutions françaises du théâtre, de la musique et de la danse, déjà rejointes par plusieurs de leurs homologues étrangers — tels le musée et la bibliothèque de la Scala de Milan — et de nombreuses personnalités : entre autres, Carlo Maria Ghilini, Jure Anderson et Robert Sztankowski. Ce répertoire serait la base d'une banque de données à venir.

O. S.

★ RITM, Carré Silvia-Monfort, 106, rue Brandan, 75015 Paris. Tél. : 46-22-03-22.

★ Commission pour la danse. Georges-François Hirsch, directeur du Théâtre des Champs-Élysées et ancien administrateur du ballet de l'Opéra de Paris, est nommé pour trois ans, à partir du 1^{er} janvier 1988, président des deux nouvelles commissions consultatives pour la danse. Ces deux commissions remplacent la commission consultative d'aide à la création, élue cet été pour mission d'attribuer des aides aux projets et des aides sur compagnies chorégraphiques indépendantes (sur le modèle expérimenté pour les compagnies théâtrales).

BERNARD FRANK. UN SIÈCLE DÉBORDÉ.

Bernard Frank

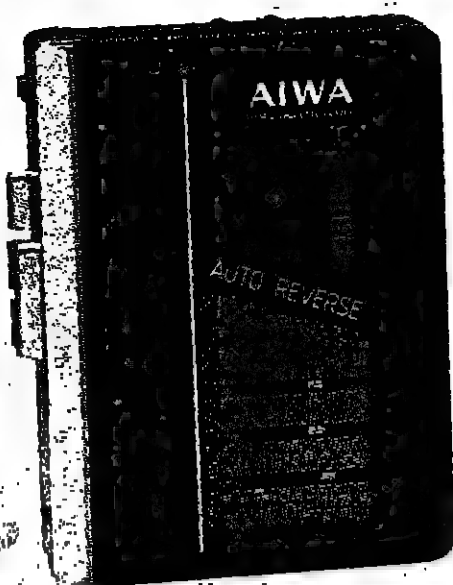
Un siècle débordé

Bernard Frank nous donne son autobiographie, tantôt sous forme de récit, tantôt sous forme d'interview imaginative ou encore de pages de journal. Ces Mémoires se doublent d'une petite Histoire de la France contemporaine. Sur un ton d'improvisation brillante, la grande gaieté d'une imagination livrée à ses fantaisies, décidée à nous faire entendre ses propres vérités, et les nôtres.

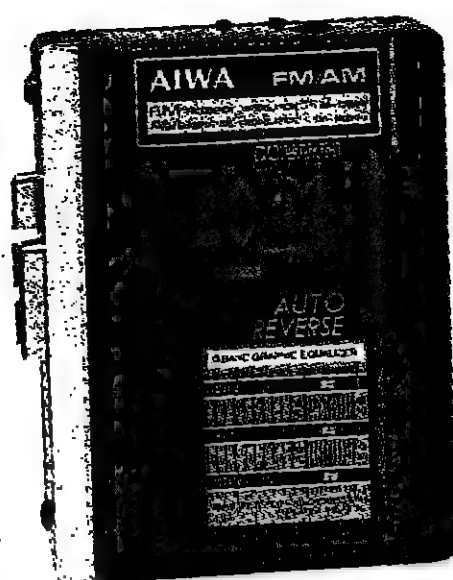
312 pages, 99F.

Flammarion

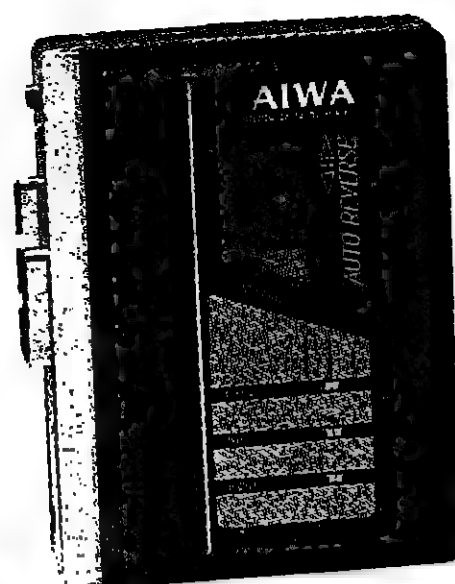
Une mûrie
internationale
du spectacle



HS - T06 MK II
Lecteur/Radio AM-FM. Dolby B. Nor-
mal/CO²/Mini. Noir/Argent/Rouge.
899F



HS - T 36
Lecteur/Radio AM-FM. Egaliseur graphique 3 bandes. Dolby B. Normal/CRO²/Métal. Noir/Argent/Rouge. **999 F**



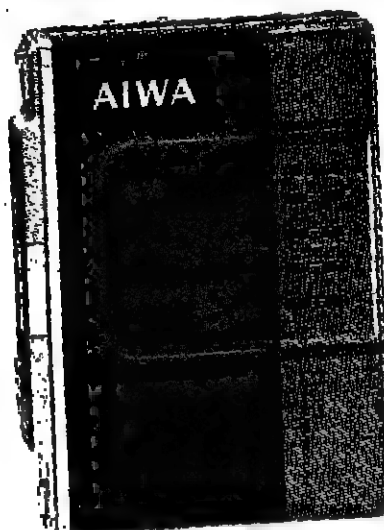
H5 - G35 MK II
Lecteur avec égaliseur graphique
3 bandes. Normal/CrO₂/Métal. Noir
Argent/Rouge. **399 F**



HS - PX 101
Lecteur ultra-compact. "Le plus petit système Hi-Fi au monde". Dolby B/C. Variateur d'égalisation. DSI-EX avec réglages graves/aigus séparés. Commande à distance. Métal/Chromé. Noir. **1890F**



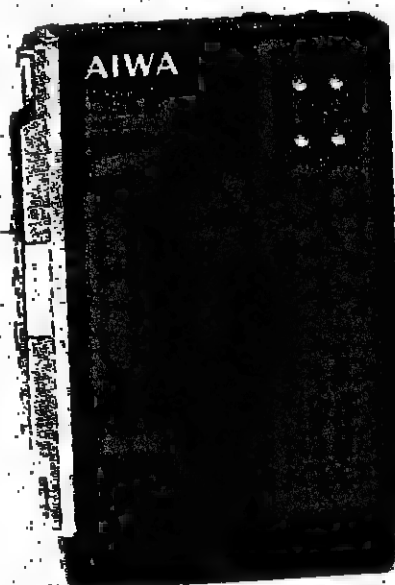
HS - J 36
Lecteur-Enregistreur/ Radio AM-FM.
 Stereo & Enregistrement. Enregistrement
 mono par micro incorporé. Dolby B. Normal/
 CrO₂ / Métal. Noir/Argent/Rouge.



HS - G 101
Lecteur avec égaliseur graphique
4 bandes. Dolby B, Normal/Co²/Métal
Noir/Argent/Rouge. **1090 F^r**



HS - J 101
Lecteur-Enregistreur/ Radio AM-FM.
 Stéréo/Auto-Reverse & l'enregistrement.
 3 stations FM préétablies. Égaliseur graphique 4 bandes. Dolby B. Normal/CRO/Minol. Noir/Argent. **1990 F**



HS - T 101
Lecteur/Radio AM-FM. 3 stations FM
préétablies. Effaceur graphique 4 bandes.
Dolby B, Normal/CrO²/Métal Noir/Argent.
1690 F*

*Prix généralement pratiqué, course incluse.

AIWA®
le miracle japonais

AWA FRANCE S.A. : 117, rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE. Tél (1) 46.04.81.90.

Tous les nouveaux Aiwa sont
AUTO REVERSE et munis d'un
dispositif anti-roulis.

...nouveau...
...les ingénieurs
AIWA s'attachent ensuite à
intégrer les tout derniers dé-
veloppements technologi-
ques compatibles avec les no-
tions de coût et de performan-
ces.
Tout au plan du design que de
la maniabilité, tous les moins
dres détails sont étudiés avec
attention afin de marier har-
monieusement l'esthétique et
la fonctionnalité de chaque
appareil.
D'écrouais, la cassette est
universellement reconnue
comme partie intégrante du
monde du Son Hi-Fi.
Prenant en compte cette réalité,
AIWA propose des appa-
reils capables d'offrir de hau-
tes performances à des prix
abordables.
C'est un des points fonda-
mentaux de sa politique in-
dustrielle.
Grâce à sa confiance inébran-
lable dans l'avenir de la cassette
Audio depuis sa conception,
AIWA se retrouve au-
jourd'hui dans la position de
leader incontesté de la tech-
nologie des appareils à casset-
tes, tant au niveau de l'électro-
nique que du matériel.
AIWA est et sera constam-
ment le plus important industriel
du monde dans ce domaine sans
égaler, et sans cesse à l'écoute de
ses utilisateurs.
Pour répondre à leurs nouvel-
les attentes, AIWA s'oriente
vers la très haute technologie.
La nouvelle ère des systèmes
audiovisuels intégrés arrive.
AIWA, d'ores et déjà prêt
pour ce nouveau challenge,
propose dès maintenant une
gamme complète de matériel
audio et audio/vidéo numé-
rique. Ainsi, AIWA acquiert la
réputation de faire immédia-
tement profiter les amateurs
des tout derniers progrès tech-
nologiques.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES

NOUVEAUX

VEUVE MARTINOISE CHE-
CHE CATHOLIQUE CHAUVÉ.
Théâtre du Lucernaire (45-44-
57-34). 21 h 15.
MON FAUST. Comédie des Champe-
lyées (47-23-37-21). 20 h 45.
NE RESTE QUE L'AMOUR.
Arlequin-Théâtre (43-25-42-39).
20 h 15.

ANTOINE - SIMONE-MERLEAU (42-
07-71). o La Tasse. 20 h 45.
ARLEQUIN (RESTAURANT-
THÉÂTRE) (45-43-43-22). Ne reste
que l'amour. 20 h 30.

ARTISTE-ATHEVAIN (48-06-36-02).
o Une année sans toi (Festival d'au-
tomne à Paris). 20 h 30.
ARTS-HÉBERTOT (43-47-23-23).
o Daphnis et Chloé + l'île de l'Alpagan.
20 h 30.

ATELIER (46-06-44-24). o Capitaine
Bada. 20 h 30.
BATACLAN (47-00-30-12). o Zouk.
20 h 45.

BOUFFES PARISIENS (42-96-40-24).
L'Éclat contraire. 20 h 45.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-
28-34). o l'Infoline. 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA
TEMPÊTE (43-26-36-36). Salle L.
o Le Vénus à la Tourne. 20 h 30. o Les
Fragmatistes. 20 h 30.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES
(42-96-12-27). La Revue Paris-Gipsy
(Festival d'automne à Paris). 19 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-
43-41). o Revenez dormir à l'élysée.
21 h.

COMÉDIE DE PARIS (43-41-00-11). o
Les Dindons de la ferme tranquille. 21 h.
COMÉDIE DES CHAMPELYÉES (47-
23-37-21). Mon Faust. 20 h 45.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).
o Cassandre ou la Disgrâce. 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15).
Salle Richelieu. o Turcaret. 20 h 30. o
Monteur chassé. 20 h 30.

DAIYOU (42-41-49-14). o Monsieur
Maurice. 21 h.
DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). o Be-
luc. 21 h.

EDGAR (43-20-45-11). Les Bèbes-
Cadres. 20 h 30. Nous on fait ça on nous
dit de faire. 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-
42-43-43). Époque épique. 20 h 30.
ESSAON DE PARIS (42-76-46-42).
Salle L. La nuit remue. 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Au secours,
tout va bien. 21 h.

GAITÉ-MONTMARTRE (43-22-
16-18). L'Éloignement. 21 h.
GAVAU-THÉÂTRE (SALLE GA-
VEAU) (43-43-30-30). o La petite
chante et morte. 19 h.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-
88-61). o La Chaise de Noël (A
Christine Card). 18 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). o La Cata-
strophe chère. 19 h 30. o La Léon.
20 h 30. o Lettre d'une inconnue.
21 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). o Inven-
taires. 19 h 30.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). o Pre-
mier Jeunesse. 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-30-30-99). Rien

dépassé autour des oreilles, s'il vous
plaît. 20 h 15. Carmes Cru. 22 h.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). o
Baby Sitting. 19 h. o L'Étonnante Fa-
mille Brontë. 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théâtre saïr. o Parloir-en-cours d'un
célébrité à un autre. 20 h. o Nous, Théo
et Vincent Van Gogh. 21 h 15. Théâtre
rouge. o Le Petit Prince. 20 h. o
Veuve martinoise cherche catholique
chasse. 21 h 15.

MADELINE (42-65-07-09). Les Pieds
dans l'eau. 21 h.
MARAI (42-78-03-53). En famille, on
s'arrange toujours. 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Bal
des monnaies. 18 h 30. Haute Antilles.
20 h 30.

MARIGNY (42-36-04-41). o Koss. 20 h.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). o La
Montagne. 21 h.

MATHURINS (42-45-50-00). o L'Idiot
(Théâtre, Musique, Danse dans la ville).
20 h 30.

MICHEL (42-45-35-02). o La Chambre
Fam. 21 h 15.
MICHOIRIE (47-42-95-22). o Double
Mise. 20 h 30.

MOGADOR (42-85-28-80). o Cabaret.
20 h 30.
MONTMARTRE (43-22-77-74). o La
Secret. 21 h.

MOUFFETARD (43-31-11-99). La La-
voir. 20 h 45.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Mals qui
en est. 20 h 30.

ODÉON (COMÉDIE-FRANÇAISE) (43-
25-70-32). o Le Marchand de Venise
(Festival d'automne à Paris). 19 h 30.
ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). o
L'Age de l'information. 18 h.

OPÉRA (42-74-42-52). o L'opéra en
bicoch. 20 h 45.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93).
Grande salle. La Madeline. Place des
Gilles. 21 h.

PALAIS DES SPORTS (46-28-40-90). o
L'Affaire du courrier de Lyon. 20 h 30.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). o
L'Hortiberte ou le Réactionnaire amou-
reux. 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-83-68). Y'a
pas de Bonheur. 21 h.
POCHE-MONTMARTRE (45-48-
92-97). Salle L. o Reine noire. 20 h 45.

POTINIERE (42-61-44-16). Crimes des
Champs. 21 h.
RENAISSANCE (42-08-18-50). o Un
jardin en désordre. 20 h 45.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). La
Pucelle d'Orléans. 20 h 30.

SAINT-GEORGES (42-78-43-47). Les
Sœurs de Lolo. 20 h 45.

SALLE CHOPIN-PIEYEL (45-61-
06-50). o Notes en duo, d'après Notes
sur Chopin. 21 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-
21-93). o Jango Edwards. 20 h 30.
STUDIO DES CHAMPELYÉES (47-
23-37-21). o La Belle de la femme-
sage. 21 h.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Comme on
regarde tout les jours. 20 h 45.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-
35-90). o Machi... et compagnie.
20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-
19-09). Salle L. o L'Écume des jours.
20 h 30. Salle II. o Huis clos. 20 h 30.

Mardi 22 décembre

THÉÂTRE DE LA PLAINE (42-50-15-45). o La Chasse au caribou.

(42-50-36-57). o L'Adoré Marceau.
THÉÂTRE DE PARIS (43-39-39-39). o
Le Pont des soupes. 20 h 30.

THÉÂTRE DES CHAMPELYÉES
(42-36-00-02). o L'Adoré Marceau.
Fantômes de style. 20 h 30.

THÉÂTRE DES CINQUANTE (43-55-
33-48). o Les Evénements. 20 h 30.
THÉÂTRE GREVIN (42-46-94-47). Ar-
thur (Les 3 Jeanne). 21 h.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-
33-00-00). o A Chorus Line. 20 h 30.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-
56-60-70). Grande salle. o Don Juan
(en hommage à Louis Jouvet). 20 h 30.
Petite salle. o Le Trio en mi bémol.
21 h.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-44-24-24)
MARDI

La Plénitude de l'homme (1942, v.o.), de
André Malraux. 16 h. 19 h. 21 h. 23 h.
de Michael Snow. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.
v.o. de John Berry.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-35-57)
MARDI

SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-35-57)
MARDI

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSER (Fr.-Al. v.o.).
o Les Ailes du Désert. 19 h. 21 h. 23 h.
Britannique. o (42-22-57-27). Saint-
André des Arts. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES AILES DU DÉSER (Fr.-Al. v.o.).
o Les Ailes du Désert. 19 h. 21 h. 23 h.
Britannique. o (42-22-57-27). Saint-
André des Arts. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

L'AMI DE MON AMI (Fr.). Élysees
Lincoln. o (43-59-36-14).
ANGEL HENRI (Fr.-Al. v.o.). Épée de
Bois. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.).
Forum Orient Express. 19 h. 21 h. 23 h.
14 Juillet Odéon. 19 h. 21 h. 23 h.

LA BAMBÀ (A. v.o.). UGC Émilie. 19
h. 21 h. 23 h. 25 h. o (42-36-16-16).
o (42-36-16-16). Hollywood Boulevard.
19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LA BONNE (Fr.). o (42-36-16-16).
Chambre avec vue. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LA CONFÉRENCE DE WANNSEE
(Al. v.o.). Les Trois Luxembourgs. 19
h. 21 h. 23 h. 25 h. o (42-36-16-16).
Les Trois Baises. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

CHOCOLATE DUNDEE (Amér. v.o.).
Palais Français. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

DEMONS DANS L'ORDON (Esp.-
Fr.). Les Trois Baises. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It.).
Forum Horizon. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES FORCES DU MAL (A. v.o.).
Hollywood Boulevard. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

FULL METAL JACKET (A. v.o.).
14 Juillet Odéon. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LE GRAND CHEMIN (Fr.). George V.
19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

HOLLYWOOD SHUFFLE (A. v.o.).
Studio de la Harpe. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

HOPE AND GLORY (Brit. v.o.). Ge-
nesses Les Halles. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES INCORRUPTIBLES (A. v.o.).
Forum Arc-en-Ciel. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

LES LUNETTES D'OR (Fr.-It. v.o.).
Les Trois Luxembourgs. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Le Dé-

tourment d'avoir le plus des des. 22 h 15.
TOURTOUR (48-87-33-82). o Peinture
sur sol. 19 h. o Profession initiatrice. 19
h. 20 h 30. o L'Adoré Marceau. 22 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-23-08-40).
Sylvie. 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). o C'est
encore mieux l'après-midi. 20 h 30.

ZÉRIE (43-57-51-55). La Maison acceptée
l'été. 20 h 30. Hors de chez soi. 22 h 30.

ZINGARO (CHATEAU CHAUFFÉ).
DAUMESNIL. (43-44-07-90). Zingaro.
20 h 30.

Gobelin. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h. o (42-33-52-37). Mistral. 14
(42-33-52-37). Convention Saint-
Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

MAURICE (Fr. v.o.). o (42-33-52-37).
Convention Saint-Charles. 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h. 25 h.

صكنا من الازل

Informations « services »

LES OFFICES RELIGIEUX DE NOËL

Culte catholique

ÉGLISE SAINT-EUSTACHE-SAINTE-LEU

2, impasse Saint-Eustache, 1^{er}
Jeudi 24 : 19 heures, messe avec chants populaires de Noël ; 22 h 45 (portes ouvertes à 22 heures), célébration de la nuit de Noël : extraits du *Messe de Haendel*, Messe brève de Mozart, Soli, chœur et orchestre sous la direction du Père Martin, avec la participation de Jean-Philippe Courtis, soliste de l'Opéra de Paris.
Vendredi 25 : 9 h 45, messe ; 11 heures, grand-messe avec chœurs ; 18 heures, messe.

ÉGLISE SAINT-GERVAIS

Place Saint-Gervais, 4
Jeudi 24 : 21 h 30, Méditation musicale à l'orgue de Couperin avec Jean Ver Hasselt et Lolo Mallié ; 22 heures, Vigiles de la Nativité, en polyphonie avec les Fraternités monastiques de Jérusalem (psaumes, lectures, hymnes et cantiques) ; 23 h 30, Messe de minuit.
Vendredi 25 : 8 heures, Laudes de la Nativité ; 11 heures, Messe solennelle de Noël ; 18 heures, orgue et vêpres de la Nativité.

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN - SAINT-NICOLAS

1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 5
Jeudi 24 : 17 heures, liturgie des tout-petits (3 à 6 ans) ; 22 heures, veillée : orgue M. Chapuis, œuvres de Louis-Claude d'Aquin, Michel Corrette, Dietrich Buxtehude, Jean-Sébastien Bach ; 23 heures, célébration de la Nativité.
Vendredi 25 : 10 heures, 12 heures, 18 heures, 19 h 30, messes de Noël.

SAINT-NICOLAS - HORS LES MURS

15, rue des Bernardins, 5
Jeudi 24 : 19 h 30, messe des familles, célébration de la Nativité.
Vendredi 25 : 11 heures, messe de Noël.

ÉGLISE DE LA TRINITÉ

Place d'Estienne-d'Orves, 9
Jeudi 24 : 17 h 00, Messe ; 19 h 30, Veillée et messe de Noël anticipée, pour les enfants et leur famille ; 22 h 30, Improvisations de Maître Olivier Messiaen aux Grandes Orgues (ouverture des portes à 22 h 15) ; 23 heures, Veillée et messe de minuit aux grandes orgues : maître Olivier Messiaen, avec la chorale de la Trinité (chants de l'Évangile).
Vendredi 25 : 8 heures, 10 heures, chant grégorien ; 11 h 30, avec la chorale de la Trinité (chants de l'Évangile) ; 19 heures, messe de 10 h et 11 h 30, maître Olivier Messiaen aux grandes orgues.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS-LUXEMBOURG

58, rue Madame - 6
Jeudi 24, à 19 heures : culte de la veille de Noël, présidé par le pasteur Jacques Maury.
Vendredi 25, à 10 h 30 : culte de Noël, présidé par le pasteur Jean-Pierre Monserrat.

Liturgies orientales

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE

1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, 5
Jeudi 24 à 23 heures : office des Matines, chant de l'Hymne de Romano de la Mélodie (sixième siècle), suivi de la Sainte Liturgie. Chants byzantins, grecs et arabes.
Vendredi 25, Noël, 11 heures : liturgie solennelle de saint Jean-Chrysostome, avec concélébration, chants grecs et arabes ; 18 heures : liturgie dialoguée de saint Jean-Chrysostome.
Dimanche 27, fête du roi David, de saint Jacques et de saint Joseph, époux de la Vierge, 10 heures : liturgie dialoguée ; 11 heures : liturgie solennelle de saint Jean-Chrysostome.

ÉGLISE SAINT-ÉPHREM-DES-SYRIAQUES

17, rue des Carmes, 5
Jeudi 24 à 18 h 30 : messe solennelle de la Nativité, célébrée selon l'antique liturgie restaurée de Jérusalem-Antioche.

■ Cent mille repas pour l'hiver. — La direction des postes de Paris, en collaboration avec l'Armée du salut, organise, jusqu'au 24 décembre, la distribution de 100 000 repas aux sans-bris pendant l'hiver. Les chèque (chaque repas coûte 15 francs) peuvent être adressés, sous enveloppe non affranchie, à l'Armée du salut, CCP Paris 87-88, boîte postale 87-88, 75617 Paris Cedex 17.
■ Armée du salut, 76, rue de Rome, 75008 Paris. Tél. : (1) 43-87-41-19.

BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR

Place de la basilique de Montmartre, 18
Jeudi 24 deux formules au choix :
— A la basilique : 21 h 30, concert d'orgue par Naji Hakim ; 22 heures, liturgie de la Parole : lectures, Noëls anciens (*Douce Nuit*, de Grüber - Alain), Noëls polyphoniques modernes (Mazé, Veyseyre). Noëls populaires (*les Anges dans nos campagnes*, *Adeste Fideles*, *Il est né, le divin Enfant*), chants grégoriens avec répons polyphoniques ; procession à la crèche (*Milieu, Christus*) ; liturgie eucharistique concélébrée.
— A la crypte : 23 h 15, ouverture des portes ; 23 h 30, *Noëls de tous les temps* (chants à voix mixtes, en alternance avec l'assemblée) ; 00 heures, messe avec allocution (fin à 0 h 50).
Vendredi 25 : 11 heures, messe solennelle : chants polyphoniques en français avec participation de la foule, chants grégoriens avec répons polyphoniques (Kyrie, Gloria, Credo) ; 16 heures, vêpres solennelles ; procession à la crèche et Noëls anciens ; 18 heures, messe chantée en polyphonie.

Pour entrer à Notre-Dame

A la cathédrale Notre-Dame, la veille de Noël commencent le jeudi 24, à 22 heures. La messe de minuit sera célébrée par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris. A ce propos, le Père Jacques Perrier, curé de Notre-Dame, donne les informations suivantes :
« Deux ans de suite, pour éviter les violences et bousculades entraînées par un trop grand nombre de candidats à l'entrée (quinze mille pour trois mille places), un système de réservations, évidemment gratuit et parfaitement public, avait été mis en place. Hélas, ce système a donné lieu à des trafics et a suscité des interprétations calomnieuses.
« Ce dimanche paraissant encore pire que le précédent, nous déreglementons : pas de carte ; au premier arrivé (ouverture des portes à 21 h 50) : contenance maximum : trois mille personnes (la moitié seulement étant assises) ; ce nombre s'écroule, les portes seront fermées. »

Culte protestant

ÉGLISE LUTHÉRIENNE DES BILLETTES

24, rue des Archives, Paris-4
Jeudi 24 : 19 heures, concert d'orgue avec Aude Heurtematte, œuvres de J.-S. Bach, C. Balbastre, J.-F. Andrieu ; chants de Noël par la chorale de la paroisse. Chantiers du Marais, œuvres de Grüber *Prophetiae*, *Antienne* et *Credo* ; 20 heures, office de Vigile de Noël - Sainte Communion, participation de la communauté à la liturgie.
Vendredi 25 : 10 heures, concert d'orgue avec Aude Heurtematte, œuvres de J.-S. Bach, H. Schütz ; 10 h 30, office du jour de Noël, Sainte Communion.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE SAINT-GEORGES

7, rue Auguste-Vacquerie - 16
Jeudi 24, à 22 h 30 : messe de minuit avec procession et bénédiction de la crèche.
Vendredi 25, à 10 h 30 : Eucharistie chantée.

Culte orthodoxe

NOTRE-DAME-DES-GRACES

16, rue Duperré, Paris-9
Jeudi 24 : 23 h 45 : Chants de préparation à la Noël... *Venez Divin Messie*.
24 heures : Messe de minuit chantée. *Ministère chrétien*, chanté par Michel Lebègue, soliste du New Chamber Orchestra et premier ténor du Grand Théâtre de Poitiers.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :

POURQUOI UN SECTEUR PUBLIC ?

Avec notamment des articles de :
P. BÉREGOY - M. CHARZAT
L. LEROCH-PIGNET - C. PIERRET
Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

Le Carnet du Monde

Naissances

— Christian et Dominique BOURGOS, Nantes.
sont heureux d'annoncer la naissance de

Victoire, Salomé, Elisabeth, le 16 décembre 1987.

— Philippe RUSCH, Marie-Dominique, née BAUER, Anne, Romane et Julie sont heureux d'annoncer la naissance de

Chaire, le 9 décembre 1987.

— Le docteur Abdennagid Djelloul, née Zambou, Nadia, Dania, Malika, Nadim, ses enfants, Lara, Myriam, Alyssa, ses petits-enfants, ses parents, font part du décès de

Mirabelle DJELLOUL, née Zambou, le 17 décembre 1987, à Sfax.

Les obsèques ont eu lieu le 19 décembre 1987.

Fiançailles

— M. et M^{me} Jean-Paul BARRÉ sont heureux de faire part des fiançailles de leur fils

Emmanuel Claire, fille de M^{re} et M^{re} Guy HORTON.

Consulat général de France, Milan.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de

Jacqueline BON Alain CARIGNON, ministre de l'environnement, président du conseil général de l'Aisne, maire de Grenoble.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en la paroisse de Saint-Roman, le samedi 19 décembre 1987.

Calet 38160 Saint-Roman, 45, avenue Georges-Mandel, 75116 Paris.

— Dominique BAZIN et Alain DUCLENT,

sont heureux de faire part de leur mariage célébré dans l'intimité le 12 décembre 1987 en la mairie du XIII^e arrondissement.

— Le médecin général (ER) Robert FABRE-TESTE et M^{me} Maryvonne LAYET et le capitaine de vaisseau (b) Michel de VERNEJOUL,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Alix et Jacques.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité le samedi 12 décembre 1987 en la chapelle Notre-Dame-des-Ponts, à Toulon.

— Le conseil d'administration et le personnel de l'Institut de recherches économiques et sociales, 1, rue de la Faisanderie, à Paris, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Edgard ANDREANI, directeur de l'IRESE, de sa fondation à 1985.

— Le président de l'université Paris-X-Nanterre, Le conseil d'administration, Les membres du corps enseignant, Les membres du personnel administratif, Les étudiants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Edgard ANDREANI, professeur de sciences politiques, ancien directeur de l'UER, de sciences politiques, ancien directeur du laboratoire de recherche en économie appliquée, chevalier des Palmes académiques.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 22 décembre 1987, à Saint-Pierre-des-Corps.

— M. et M^{me} Bernard Rogobert, M. et M^{me} M. Netter, M. et M^{me} R. Kasser, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} P. Danziger et ses enfants, Le docteur et M^{me} F. Milhaud, M^{me} A. Léon et sa fille Simone, ses sœurs, frères, belles-sœurs, neveux, nièces, M^{me} L. Letailleur, Spilmont et K. Legrand, ses dévoués amis, font part du décès de

M^{me} Marcel LEON, née Marguerite Milhaud,

survécant le 20 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Ses obsèques ont eu lieu le mardi 22 décembre dans l'intimité familiale, au cimetière de Montrouge.

108, rue du Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret.

— Marie-Audie Bernheim-Raphe, ses enfants, Et tous leurs proches, font part du décès de

François BERNHEIM, 15, rue Lakami, 75015 Paris.

— Nous avons le regret de faire part du décès de notre collaborateur,

M. Jean-Pierre CASONI, ingénieur, survenant le 16 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-onzième année.

SETEC Bâtiment, Paris.

— Le docteur Abdennagid Djelloul, née Zambou, Nadia, Dania, Malika, Nadim, ses enfants, Lara, Myriam, Alyssa, ses petits-enfants, ses parents, font part du décès de

Mirabelle DJELLOUL, née Zambou, le 17 décembre 1987, à Sfax.

Les obsèques ont eu lieu le 19 décembre 1987.

Route de Tenioir km 1, Sfax, Tunisie.

— M^{me} Suzanne Polson, M^{me} Solange Girard, Nathalie et Guillaume Girard, ont la douleur de faire part de la disparition tragique, le 18 novembre 1987, à trente ans, de

Docteur Philippe GIRARD, leur petit-fils, fils et frère bien-aimé.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président du conseil d'administration, Le directeur, Les personnels de l'Office national d'immigration, ont le regret de faire part du décès de

M. Robert HERTZLER, chef de mission de l'ONI au Portugal, survenant à Lisbonne, le 19 décembre 1987.

— Hélène et Franck Méneard-Toulet, Jacques et Marianne Mayer, Amélie et Claudine Kopp, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de leur fils, beau-fils et petit-fils,

Sébastien KOPP, vingt-deux ans, élève de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts.

4, impasse Gendebat, 75011 Paris, 68, rue de Mandres, 91800 Brunoy, 119, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

— M^{me} André Lalardy, M^{me} et M^{me} Guillaume Lalardy, M^{me} et M^{me} Bernard Rogobert, M^{me} et M^{me} Olivier Lalardy, M^{me} et M^{me} Patrick Roch, M^{me} Claire Lalardy et Jean Benach, et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. André LALARDY, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenant le 13 décembre 1987, dans sa soixante-troisième année.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale le 15 décembre 1987, en l'église Saint-Michel-de-Lardenne, Toulouse.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Tournay.

M. et M^{me} Bernard Rogobert, 9, rue du Val-d'Artois, 31170 Tournay.

— M. et M^{me} J. Léon, M. et M^{me} M. Netter, M. et M^{me} R. Kasser, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} P. Danziger et ses enfants, Le docteur et M^{me} F. Milhaud, M^{me} A. Léon et sa fille Simone, ses sœurs, frères, belles-sœurs, neveux, nièces, M^{me} L. Letailleur, Spilmont et K. Legrand, ses dévoués amis, font part du décès de

M^{me} Marcel LEON, née Marguerite Milhaud,

survécant le 20 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Ses obsèques ont eu lieu le mardi 22 décembre dans l'intimité familiale, au cimetière de Montrouge.

108, rue du Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret.

— Marizette, sa femme, Genevieve et Edouard, Suzanne, Valérie, Patrick, Sophie, ses enfants, Pierre, Simon, Mathieu, Fabrice, Gilles, Loïc, ses petits-fils, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Jacques MAYOUX, survenant le 19 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le 28 décembre, à 8 h 45.

— M^{me} Moskowitz Ella, ses époux, M^{me} et M^{me} Moskowitz Claude, M^{me} et M^{me} Moskowitz Michel, ses enfants, M^{me} et M^{me} Moskowitz Henri, son frère et sa belle-sœur, Françoise, Jean-Paul et Albert, ses neveux et tantes, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Daniel MOSKOWITZ, survenant le 17 décembre 1987, dans sa soixante et onzième année.

Les obsèques ont eu lieu le 19 décembre 1987.

— L'ESIT a la profonde tristesse de faire part du décès, survenant le 16 décembre 1987, de son directeur adjoint

Daniel MOSKOWITZ, ingénieur diplômé de l'Ecole supérieure d'électronique, professeur associé à l'université Paris-III.

— M. Georges Pauline, M. et M^{me} Jean-François David, M. et M^{me} Laurence David-Socibon, M. et M^{me} Jean-Claude David-Jose, M. Michel David, M. et M^{me} Marcel David, leurs enfants et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise PAULINE, née Netter.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

10, rue Voltaire, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

— Saint-LA, M^{me} Georges Prével, ses enfants, petits-enfants, Sa sœur, sa belle-sœur, Et la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Georges PRÉVEL, professeur honoraire, Armistice-Saint-Etienne-Epinet-Rennes, croix de guerre 1914-1918, agrégé de physique 1923, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, survenant le 16 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le 18 décembre.

4, rue Guillaume-Michel, 30180 Agnetz.

— M. et M^{me} Philippe Chasles, M. et M^{me} Philippe Aubin, M^{me} et M^{me} Xavier Mandin et leurs enfants, M. et M^{me} Sylvain Cantagrel, Sylvie et Stéphane Aubin, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Clémentine RATTAUD, née Attaud, 17, rue Eugène-Flachat, 75017 Paris, 12, chemin des Eglantiers, CH 1208 Genève.

— Anne RIMMER (Néman).

S'est éteinte le 17 décembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Elle repose auprès de ses parents, Jacques et Odette Rimmer.

Bianca Rimmer, 45, rue de Rochecourt, 75009 Paris.

Alexandre Rimmer, 42, avenue du Dr-Ficand, 06400 Cannes.

Simon Rimmer, 4, rue Koenigstein, 06110 La Ciotat.

— M^{me} le docteur Niox-Rivière, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Marcel RIVIÈRE, survenant le 17 décembre 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, le 23 décembre 1987, à 8 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, avenue Alphonse-Traité, 75016 Paris.

— M^{me} Lucien Pohl Et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de

Docteur Yvonne ROSENBRAUN, survenant à Paris le 18 décembre.

61, avenue de Villiers, 75017 Paris.

— M^{me} le docteur Niox-Rivière, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Marcel RIVIÈRE, survenant le 17 décembre 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, le 23 décembre 1987, à 8 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, avenue Alphonse-Traité, 75016 Paris.

— M^{me} Lucien Pohl Et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de

Docteur Yvonne ROSENBRAUN, survenant à Paris le 18 décembre.

61, avenue de Villiers, 75017 Paris.

— M^{me} Albert Beuret Et sa famille, ne pouvant répondre à toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie par tant de marques d'affection, d'amitié et toutes les fleurs qui les ont accompagnées, lors du décès de

Albert BEURET, vous prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

— Vincennes. Très émus par les innombrables témoignages de sympathie qu'elle a reçus lors du décès de

Jean BOUVIER, Jeannine Sirel, sa compagne, remercient tous les amis qui se sont associés à son deuil.

— M^{me} Joseph Roos Et sa famille, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages et envois de fleurs, ont pris part à leur peine lors du décès de

M. Joseph ROOS.

— Reims-Tour, 23 décembre 1987, 30 décembre 1989.

Tous ceux qui aiment

Jean VISSEAU

François RAZELAIRE, et qui gardent vivant leur merveilleux souvenir, unissent leurs pensées pour eux.

— Université Paris-II : lundi 4 janvier, à 15 heures, salle des commissions, M. Guillaume Ekambi-Dibongue : « La menace communiste dans le discours politique en Afrique noire francophone et ses incidences sur la diplomatie des Etats (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Gabon) ».

— Université Paris-X-Nanterre : vendredi 8 janvier, à 14 h 30, salle C 24, M^{me} Courtille, de l'art grecque en Auvergne.

— Université Paris-IV : samedi 9 janvier, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M^{me} Anne Le Boulleux : « La quête d'Henri Michaux ».

— Université Panthéon-Sorbonne-Paris-4 : vendredi 8 janvier, à 15 h 30, salle C 2204, sa sœur, M^{me} Mendès France, M^{me} Khattar El Hachem Thérèse : « Economie de l'éducation. Les erreurs de planification de l'éducation en France : essai d'évaluation ».

— Université Paris-IV : lundi 11 janvier, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M. Jean-Pierre Lavand : « L'imbricologie bolivienne : turbulences politiques et fluctuations sociales (1952-1982) ».

— Université Paris-VII : vendredi 15 janvier, à 14 h 30, salle des Thèses, R.C. de la Tour 25, M. Abou Salah Salaheddine : « La région géographique de Saida (Liban) ».

— Université Paris-IV : vendredi 15 janvier, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M. Zoubir Derraji : « Le genre picaresque dans les littératures arabe, espagnole et française ».

Semaine de la bonté

Cas n° 34. — Le père de famille de quatre enfants est au chômage. Il a réussi, grâce à des efforts intelligents, à rétablir l'équilibre financier du budget. La famille peut se chauffer au bois de récupération grâce à une cheminée construite des mains du père dans une pièce où toute la maison vit et couche pendant l'hiver pour économiser le chauffage. La famille est à jour de toutes ses factures mais elle n'arrive pas à couvrir le déficit d'un trimestre de rembourse-

ment de l'accession à la propriété. La « voûte » menacée par l'huissier d'une saisie de la maison. Il faudrait le montant du trimestre du pour éviter la disparition de tant d'années d'efforts : cette famille si courageuse et généreuse vient de recueillir une jeune sœur et son bébé. Il faudrait 3 500 F.

Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81.

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

SIDA : l'épidémie dans l'œuf

Les résultats inédits de l'enquête épidémiologique sur la séropositivité des femmes enceintes en région parisienne.

Les résultats non publiés d'une étude épidémiologique fournissent une nouvelle photographie de la progression en France de l'épidémie de SIDA chez les femmes enceintes. Ils apportent aussi la démonstration qu'un dépistage orienté est possible chez les femmes enceintes à risque pour cette maladie. Cette conclusion constitue la meilleure réponse au souhait irraisonné formulé par quelques « cancérologues français réunis à Washington par l'association privée ARC (le Monde daté 13-14 décembre).

L'étude française porte sur plus de 15 000 femmes venues accoucher ou avorter dans neuf des principales maternités de Paris et de la région parisienne (1). Les examens sérologiques de dépistage ont été effectués avec, au départ, un financement de la direction générale de la santé (2) et grâce à une collaboration entre le centre d'hépatologie péritale à Paris (docteur Jacques Huchet) et le laboratoire de sérologie du CHU Bretonneau à Tours (professeur Alain Godeau, docteur Francis Barin). Après explications préalables, on propose aux femmes un test sanguin de dépistage d'une contamination préalable par le virus du SIDA ; aucune prise de sang supplémentaire n'est demandée, le dépistage étant effectué sur le sang prélevé de manière systématique pour raisons médicales. Les responsables de l'enquête n'ont enregistré que 251 refus.

14 512 femmes enceintes ont donné leur accord. 12 519 d'entre elles venaient à la maternité pour un examen de surveillance de grossesse ; 1 743 pour un avortement ou pour une interruption thérapeutique de grossesse. Il y avait, en outre, 164 cas de femmes couchées et 86 femmes victimes d'une grossesse extra-utérine. Les médecins ont diagnostiqué et confirmé 99 cas de séropositivité, soit un pourcentage de près de 0,7 %. Le plus fort pourcentage est observé chez les 1 743 femmes venues pour avortement : 45 étaient séropositives (soit plus de 2 %), 35 le savaient avant

l'enquête, 10 l'ont découvert à cette occasion. Sur les 12 519 femmes venues pour une surveillance de grossesse sans problème médical ou chirurgical connu, 50 étaient séropositives, 24 le savaient, 26 l'ont découvert. Au total, sur les 14 512 patientes, 40 cas de séropositivité ont ainsi pu être mis en évidence pour la première fois.

Pour inquiétants qu'ils soient, ces résultats ne permettent pas de conclure à une « flambée épidémiologique » du SIDA chez les femmes enceintes de la région parisienne. Les résultats préliminaires de cette enquête portant sur 7 500 femmes faisaient état, en juillet dernier, de 46 cas de séropositivité (le Monde du 2 juillet), soit une proportion sensiblement équivalente. La poursuite de ce travail a toutefois permis aux enquêteurs de mettre au point un questionnaire permettant de faire

l'économie d'un dépistage automatique. « Ce questionnaire retient actuellement environ 16 % des femmes enceintes des maternités parisiennes, précisent les professeurs Roger Henrion et Alain Godeau. Il porte principalement sur la séropositivité du partenaire, sur l'origine géographique (pays d'origine) de la femme et de son partenaire sexuel, sur l'existence d'une toxicomanie ou de cas de transfusion chez la femme et chez son partenaire. Nous prenons également en compte le nombre de partenaires sexuels de la femme depuis 1980 (trois partenaires ou plus depuis 1980) et l'origine géographique (Afrique centrale, Afrique de l'Ouest, pays d'origine) ».

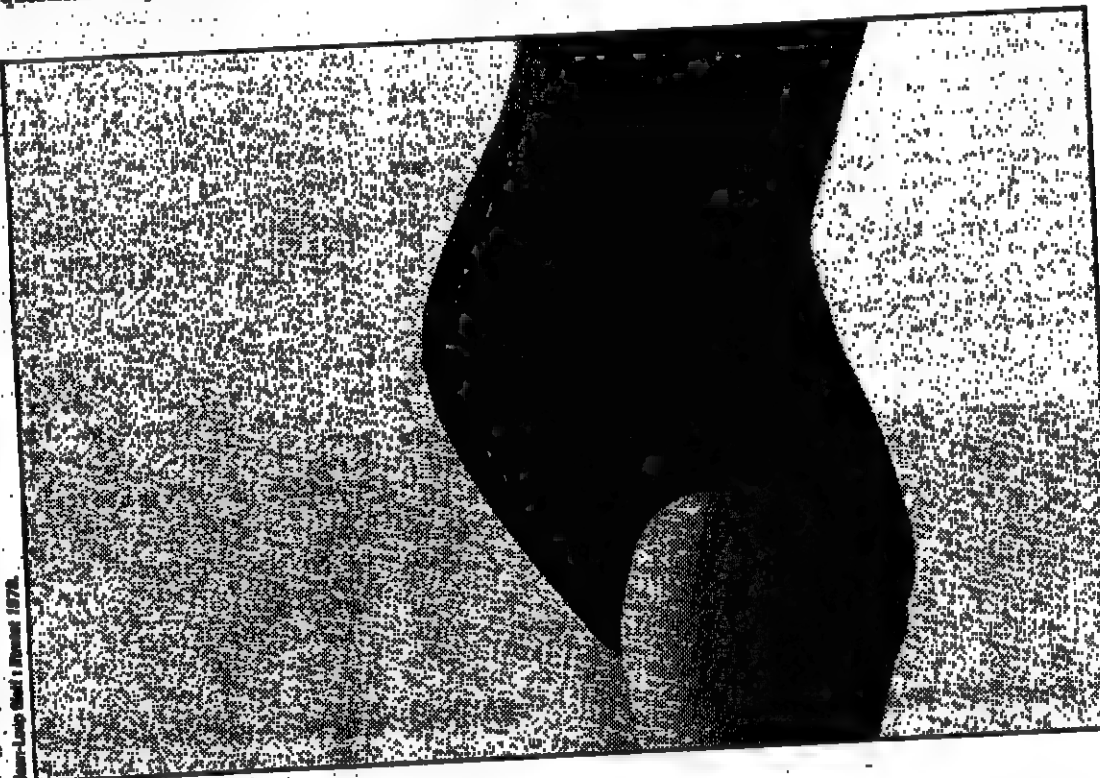
L'enquête montre qu'aucun cas de séropositivité n'a pu être trouvé en dehors de la sous-population ainsi définie. Elle permet donc de contredire ceux qui réclament un dépistage systématique chez toutes les femmes enceintes françaises. Elle apporte une solution raisonnable et non coercitive, si une surveillance sérologique des femmes enceintes à l'égard du SIDA est jugée nécessaire. Cette surveillance sera-t-elle un jour mise en œuvre

au plan national ? Les responsables de l'enquête attendent de disposer de 25 000 dossiers pour fournir leurs conclusions.

Les spécialistes français associés dans cette étude ont commencé une autre recherche portant sur les mécanismes de la transmission du virus par une femme séropositive au fœtus qu'elle porte. Les résultats préliminaires dont ils disposent pourraient laisser entrevoir d'encourageantes possibilités préventives. Il semble toutefois que ce travail pourrait buter — comme ce fut un moment le cas pour l'enquête sur les femmes enceintes — sur des questions de financement. Une situation surprenante compte tenu du nombre des appels déjà lancés, et du volume des sommes récoltées ici ou là pour le financement de la recherche sur le SIDA.

JEAN-YVES NAU.

- (1) Sur ce thème, on peut se reporter, pour la situation américaine, aux différents articles publiés dans le numéro daté du 20 novembre 1987 du JAMA (Journal of American Medical Association).
- (2) Cette importante étude sera financée grâce au programme national de recherche sur le SIDA.



Les dames de Shanghai

La lutte contre l'épidémie en Chine entraîne les autorités à reconnaître l'existence de la prostitution et de l'homosexualité.

PÉKIN
de notre correspondant

La Chine est loin de figurer parmi les pays d'Asie menacés par le SIDA, à un moment où certains de ceux-ci se demandent si l'humanité dont ils ont joui jusqu'à présent n'était pas que le résultat d'un retard dans la propagation du virus. Cependant, ses responsables reconnaissent qu'elle est moins bien armée que par le passé pour faire face à l'épidémie, en raison de la politique d'ouverture et d'un relâchement sensible de l'austérité morale, jadis en vigueur.

Officiellement, quatre décès de porteurs du virus déplorés en Chine ont été enregistrés. Trois étaient des étrangers, et ont été politiquement exploités, dès leur séropositivité décelée. Quatre cas de séropositivité ont été enregistrés sur des ressortissants chinois. Tous, assurent les autorités, ont été les victimes de transfusion de produits sanguins contaminés. La morale est, pour l'instant, sauve. Le SIDA, maladie étrangère, joue à plein en faveur du sentiment sino-centrique.

Mais, derrière la façade, le ministère de la santé a commencé à réfléchir aux zones d'ombre de la société qui étaient jusqu'à présent du seul ressort de la police. En particulier, la prostitution, officiellement embryonnaire à défaut d'être aussi inexistante que le voudraient les gardiens des mœurs socialistes.

« Nous avons testé dix mille personnes environ depuis 1984, dans cinq catégories que nous considérons comme à haut risque », nous dit M. Qi Xiaojin, directeur adjoint du bureau de prévention des épidémies graves au ministère de la santé. Ces catégories incluent naturellement les étrangers en mission de longue durée à Pékin, pour qui le test de dépistage est devenu une formalité obligatoire, mais aussi les Chinois de retour de l'étranger, les personnes ayant subi des transfusions sanguines douteuses, ainsi que les employés de l'industrie touristique et « les prostituées clandestines ». Combien celles-ci sont-elles ? Il n'existe pas de statistiques officielles. On parle d'un millier de péripatéticiennes plus ou moins répertoriées, principale-

ment dans les régions transformées en « zones économiques spéciales », où sont installées les firmes étrangères.

Les responsables comme M. Qi affichent un optimisme que ne partagent pas certains diplomates occidentaux sur les atouts que représentent la « tradition », la vieille, au demeurant, de quelques siècles seulement, interdisant les relations sexuelles extra-conjugales, et la loi, sévère pour les coupables d'entorse aux bonnes mœurs. « On dit en Occident que les progrès du SIDA sont inexorables, mais nous pensons, nous, qu'ils peuvent être endigués, dit le responsable. Nous n'avons rencontré aucune résistance auprès des personnes soumises au test de dépistage. Un règlement, en cours d'élaboration, rendra le test obligatoire pour les personnes soupçonnées d'avoir été exposées au virus ».

Certains font valoir, toutefois, que des règlements risquent d'être de peu d'utilité pour connaître la situation exacte des catégories les plus exposées, comme celle de la prostitution rampante, et que le poids des traditions et des lois peut au contraire jouer un rôle négatif, auprès de porteurs déjà réfractaires à la répression du régime sur les questions de morale construite une donnée du problème, même si les autorités ne peuvent plus se voiler la face totalement devant les « phénomènes malsains » importés du

monde capitaliste. Même l'homosexualité, autrefois punie de mort dans un certain nombre de cas dûment recensés, a refait surface à petite échelle, dans certains milieux intellectuels amenés à fréquenter des étrangers.

Alors, que faire ? Éduquer ? Pékin y pense, mais sans audace. M. Qi a une sorte de petit soubresaut timide lorsque nous lui demandons, sans illusions, si l'on songe à une propagande quelconque en faveur du préservatif masculin. L'éducation, pour le moment, se limite à une information médicale sur les modes de transmission du virus, qui a atteint, selon M. Qi, jusqu'au plus humble paysan chinois, du fait de la généralisation des télévisions.

C'est précisément par le petit écran que le scandale est, l'autre jour, arrivé. La deuxième chaîne nationale avait inclus dans le bulletin d'informations en anglais qu'elle diffuse quotidiennement en fin de soirée, un reportage sur une publicité télévisée britannique pour le préservatif. L'affaire créa quelques remous à la direction de la chaîne.

Et pour ce qui est du dépistage, on ne se cache pas, au ministère de la santé, qu'il sera fait largement appel aux renseignements de la police et aux vieilles méthodes éprouvées de surveillance des citoyens entre eux, avec, pour le cas présent, l'excuse de servir une cause humanitaire de première urgence.

FRANCIS DERON.

LES DROITS DE L'HOMME ET DU COSMONAUTE

A L'HEURE où l'on s'interroge sur l'état de santé dans lequel on récupérera le cosmonaute soviétique Youri Romanenko après plus de trois cent vingt jours passés dans l'espace, il fallait bien que les « sages » du Comité national d'éthique s'interrogent sur les conditions de vie en apesanteur et sur les expériences physiologiques qu'il faudra mener en France pour préparer les vols de plusieurs semaines à plusieurs mois qu'accompliront les astronautes dans les futures stations habitées. L'occasion leur en a été récemment fournie pour une expérience que le Centre national d'études spatiales (CNES) a menée en collaboration avec la Nasa au centre hospitalo-universitaire de Toulouse-Rangueil sur les modifications cardio-vasculaires et le comportement des tissus de soutien chez l'homme en apesanteur.

Vaste sujet dont les vols de longue durée américains et soviétiques ont montré l'urgence de l'étude même si l'on sait, au moins empiriquement, compenser certains effets néfastes de l'apesanteur. Au cours de leur séjour en orbite, les cosmonautes ont en effet à souffrir du mal de l'espace, de la fragilisation provoque de leur squelette due à des pertes de calcium, de l'atrophie passagère de leurs muscles moins soumis à l'effort et de la modification de leur système cardio-vasculaire — afflux d'une partie de la masse sanguine vers le haut du corps donnant aux cosmonautes cette bouffissure caractéristique du visage — dont les effets gênants se manifestant au moment du retour au sol.

Les vertiges provoqués de quelques astronautes américains lors de leur retour sur Terre ainsi que la longue période de récupération des cosmonautes soviétiques après leurs vols recense en témoignent. La vie en orbite et le changement d'environnement qu'elle entraîne n'est pas neutre. Et, parfois, l'organisme le fait brutalement savoir, comme ce fut le cas en juillet dernier pour le cosmonaute Alexandre Laveghine, redescendu prématurément, parce qu'il avait été victime de phénomènes d'extrastolies importantes à bord de la station Mir.

Ces quelques exemples suffisent à comprendre que des expériences au sol, menées dans l'environnement particulier d'un centre hospitalo-universitaire, sont nécessaires pour aller de l'avant. Celle que le CNES vient d'achever à Toulouse et pour laquelle le Comité national d'éthique avait donné son accord est dans cette optique. Deux équipes de trois plongeurs de la Compagnie maritime d'expériences, bien entraînées physiquement et d'âge identiques (entre trente et quarante ans) à celui des futurs astronautes français ont servi de cobayes à ces expériences.

Pendant un mois, le système veineux des trois volontaires de la première équipe, allongés sur un lit, tête en bas, a été stimulé à plusieurs reprises — une à deux heures au total — en plaçant la partie inférieure de leur corps dans un caisson de dépressurisation pour transférer une partie de la masse sanguine vers les membres inférieurs. Et grâce à ce traitement préventif, ils ont pu, contrairement à leurs trois autres camarades « non traités », échapper aux maux de tête et aux syncopes lors des périodes d'efforts qui leur étaient réclamées.

De là à penser qu'il convient d'embarquer des matériels de dépressurisation adaptés pour stimuler — pendant le sommeil — le système cardio-vasculaire des astronautes promus à des vols de longue durée, il y a un pas que l'un des responsables de cette étude, le docteur Antonio Güell, n'hésite pas à franchir en ajoutant que l'expérience « prometteuse » sera renouvelée l'an prochain à la même époque. En accord bien sûr avec le Comité national d'éthique qui accepte ces expérimentations sur l'homme à condition qu'une attention particulière soit portée sur « les risques encourus, l'assistance médicale apportée, le choix des sujets, leur information avant et après l'expérience » ainsi que « la rétribution de leur travail » dans la mesure où « le paiement consenti » ne saurait être assimilable à un acte de commerce du corps humain ». Toutes garanties dont des volontaires soviétiques ont pu être bénéficiaires pour une semblable expérience d'une durée de un an qui s'est achevée au printemps dernier.

J.-F. A.

Votre Cadeau de Noël

A PRIX USINE

Imprimantes de 100 à 480 CPS

1390F*

l'espace Micro Professionnel de Paris

SOS COMPUTER - 50, rue de Rochechouart - 75009 Paris

Tous les jours sauf lundi de 9 h 30 à 13 h et de 14 h à 19 h

Tél. : (1) 42 87 03 75

LA GRAND ARIANE

Martine Castello retrace l'histoire vivante et passionnée des hommes qui ont su vaincre les difficultés et aboutir à cette réussite exemplaire de la coopération européenne.

Larousse

سكزا موزا الاصل

Naissance d'une molécule en direct

L'observation des espèces chimiques en formation.

DANS le micro-univers des chimistes, ce monde invisible où les molécules font figure de planètes et les atomes d'étoiles, nul télescope n'a jamais permis d'observer les espèces en formation. Non pour cause d'éloignement, mais parce que, en ce domaine, la durée des phénomènes se mesure en femtosecondes, donc en milliardièmes de milliardième de seconde !

Or voici que des chimistes américains annoncent avoir réussi à suivre, en temps réel, le devenir des molécules qui s'entrechoquent pour en former une nouvelle ou qui se brisent pour donner naissance à d'autres entités.

L'équipe de M. Ahmed Zewail, à l'Institut de technologie de Californie et celle de M. Richard Bernstein, à l'université de Californie de Los Angeles, ont ainsi réalisé une première d'autant plus « excitante » que « l'observation de molécules en formation est pour un chimiste ce que serait l'observation du Big Bang pour un astronome », comme le dit M. Zewail, dans un récent

numéro de la revue américaine *Science* (1).

A vrai dire, les chimistes disposaient déjà de toute une panoplie d'outils pour arriver à leur fin. Ils pouvaient en particulier avoir accès aux espèces qui apparaissent dans les étapes intermédiaires des réactions chimiques, à ces « états de transition » qu'il est indispensable de connaître pour comprendre et contrôler ces réactions. Mais, même s'ils avaient pour cela des méthodes efficaces — dont l'élaboration a d'ailleurs valu, en 1986, le prix Nobel de chimie à Dudley Herschbach, Yuan Lee et John Polanyi (*le Monde* du 17 octobre 1986) — ils ne pouvaient le faire qu'indirectement. En cas de collision de deux molécules par exemple, ils savaient ce qui se passait avant et après le choc, mais ne pouvaient observer la collision elle-même. C'est maintenant chose possible.

Pour « voir » de plus près ces états de transition, MM. Zewail et Bernstein ont d'abord fait appel à la technique dite des « jets moléculaires », en « poussant »

les molécules dans un récipient où règne le vide, afin de les isoler de toute autre espèce (comme le solvant) qui pourrait gêner leur étude. Surtout, ils ont utilisé deux très brèves impulsions laser, l'une pour initier la réaction, l'autre — quelques dizaines de femtosecondes plus tard — pour suivre l'évolution, dans le temps, des produits formés. Il leur a suffi de répéter l'opération pour obtenir une série d'« instantanés » à partir desquels ils ont reconstitué le film des événements.

Qu'on ne s'y trompe pas. A la différence des biologistes qui peuvent, sous la lentille d'un microscope, réellement observer des cellules en cours de division, les chimistes américains n'ont pu « voir » une molécule se scinder en plusieurs morceaux. A l'issue de leur étude de la réaction chimique, ils n'ont obtenu que des courbes d'énergie dont la lecture, pour leurs yeux avertis, est toutefois aussi parlante que celle d'une carte routière pour le profane.

Les chimistes californiens ont ainsi suivi pas à pas deux catégories de réactions chimiques : l'une est la décomposition du cyanure d'iodure en ses deux composants ; l'autre consiste, au contraire, en la collision de deux molécules (l'hydrogène et le dioxyde de carbone) qui en forment une troisième (le monoxyde de carbone).

Deux cas fort simples et bien connus qui ont permis aux chercheurs de vérifier le bien-fondé de leur méthode. Mais si le système chimique étudié a été particulièrement bien choisi, « rien ne prouve que le procédé employé est généralisable à d'autres types de réactions », dit M. Raymond Vetter, responsable d'un groupement de recherches coordonnées du CNRS sur la dynamique et la réactivité moléculaires. « Pour l'étude de réactions simples, faisant notamment intervenir un petit nombre d'atomes, il s'agit là d'un outil remarquable », ajoute-t-il. Ce « très beau résultat » lui semble en revanche plus difficilement exploitable lors de l'observation de molécules complexes.

M. Zewail lui-même reste modeste. Il estime, en effet, qu'il faudrait gagner encore en rapidité, aller au-delà des quelques dizaines de femtosecondes séparant deux impulsions laser. Alors les chimistes pourront observer des phénomènes plus fins encore, comme les vibrations ou les rotations des atomes au sein des molécules. Alors pourront-ils, ne serait-ce que dans les cas les plus simples, connaître dans le moindre détail l'évolution des réactions chimiques.

ELISABETH GORDON.

(1) 11 décembre 1987.

Exposition

L'OR DU PÉROU

DE grands ornements de nez, en forme d'éventails très ouvragés. Un vase céphalopodé agrémenté de deux visages adossés. D'énormes plaques à décors, plus bijoux qu'outils. Des colliers ornés de turquoises. Des gantelets cérémoniels. Des goblets à gratois. Des « tunis » ou poignards culturels. Des ponchos dont le tissu dépeint sous un ciel de nuages. Des masques. Des vases. Des flûtes. Au total, cent dix objets, d'or pour la plupart, témoignent de l'art et de l'habileté technique des anciens habitants du Pérou. Ils ont été choisis parmi les trois mille pièces rassemblées en quelques cinquante ans dans le musée (privé) de l'or de Lima.

L'exposition « L'Or du Pérou », qui s'est installée pour deux mois à la Maison de l'Amérique latine, est le parfait complément de celle sur « L'ancien Pérou », vue, puisée et morte, qui s'est ouverte le 8 mai dernier au Musée de l'Homme (*le Monde* du 13 mai). Cette dernière est consacrée à la vie quotidienne des populations précolombiennes, alors que la nouvelle présente vingt-deux siècles d'orfèvrerie précolombienne.

L'exposition suit l'ordre chronologique, de la civilisation Vilca (VI^e siècle avant Jésus-Christ) aux derniers venus, les Incas (XV^e-XVI^e siècles de notre ère). Certes, les civilisations Tiwanaco et Nazca (III^e siècle avant Jésus-Christ, l'une et l'autre), les

Chincha (IX^e-XV^e siècle de notre ère) et Chanay (IX^e-XV^e siècle) ont travaillé l'or. Certes, les Incas n'ont pas été, par eux-mêmes, de grands orfèvres. Mais les tonnes de bijoux d'or pris — et fondus le plus souvent — par les Espagnols à partir de 1532 étaient incas dans leur quasi-totalité.

Les Incas, en effet, se sont assurés les services des meilleurs artisans des ethnies par la conquête desquelles ils ont constitué leur empire. En particulier, ceux des Chimus (XI^e-XIV^e siècle de notre ère), qui, après les Mocheas (III^e-V^e siècle après Jésus-Christ) ont su amener l'orfèvrerie à son apogée. Pour M. Jean-François Souche, chargé de recherche au CNRS, l'orfèvrerie chimu est « le festival de l'orfèvrerie qui démontre toutes les possibilités techniques de l'époque, réalisées, pourtant, avec des outils rudimentaires ».

YVONNE REBEYROL.

« Maison de l'Amérique latine », 217, boulevard Saint-Germain, Paris-7^e : ouvert tous les jours (même le 25 décembre et le 1^{er} janvier) de 9 heures à 21 heures ; du 1^{er} décembre 1987 au 30 janvier 1988, entrée : 25 F ; pour des visites guidées, téléphoner au 42-22-97-60.

Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris-16^e : ouvert de 9 h 45 à 17 h 15 tous les jours, sauf le mardi ; jusqu'au 29 février, entrée : 16 F (20 F pour l'exposition et la musée).

Radioactivité : les déchets aux mines de sel

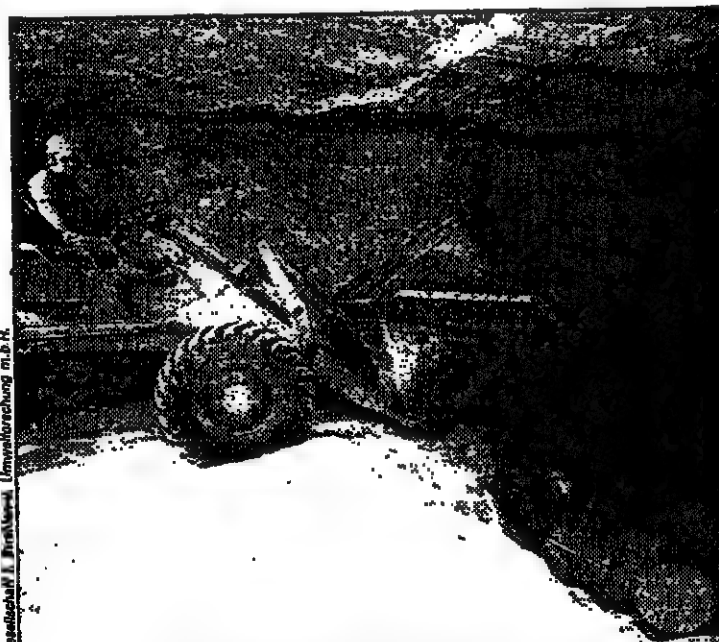
Les Allemands étudient le stockage des déchets radioactifs dans les domes de sel et installent un laboratoire d'essais dans une mine de Basse-Saxe.

CHACUN sa réponse. Contrairement à la France qui se donne trois ans pour choisir la meilleure roche d'accueil — argile, granite, sel et schiste — pour le stockage définitif de ses déchets radioactifs à vie longue, la République fédérale d'Allemagne a tranché : depuis de nombreuses années, elle enfouit ses déchets gênants dans d'anciennes mines de sel (*le Monde* du 00 1987). « L'attitude du gouvernement allemand sur ce sujet n'a guère changé depuis le début des années 60 », note M. Klaus Kühn, directeur des installations d'Asse (Basse-Saxe) appartenant à la Gesellschaft für Strahlen und Umweltforschung de Munich. Il a toujours été axé principalement sur l'utilisation des formations salines. »

Il n'est pas étonnant que les gisements de sel paraissent « les solutions les plus appropriées » aux autorités allemandes (qui entreprennent pourtant à Grimsel (Suisse) une petite étude sur le granite) : il existe sur le territoire allemand pas moins de deux cents domes de sel d'importance répertoriés. « En Europe », constate M. Raymond André-Jehan de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), « tout le monde n'a pas la chance d'avoir, comme l'Espagne ou la France, un sous-sol favorisé par la géologie : argiles de l'Aisne, près de Laon ; granite des Deux-Sèvres, non loin de Neuilly-Bouin ; schistes du Maine-et-Loire de Segré et couches de sel de l'Ain, au voisinage de Bourg-en-Bresse. »

La France a l'embarras du choix en matière de site de stockage définitif. Un choix d'autant plus facile que rien ne presse.

« Ce n'est pas avant trois ans », explique M. Armand Faussat, adjoint au directeur de l'ANDRA, que les autorités com-



Dans la mine de sel d'Asse (Basse-Saxe), les déchets de faible activité se déchargent à la pelle.

pétentes se détermineront sur la nature de la roche qui abritera le laboratoire de 1,5 milliard de francs dans lequel seront conduites les expériences relatives à l'accueil et au stockage des déchets. « Pour le moment, on s'interdit tout a priori : ce n'est pas avant au moins deux ans que l'on pourra commencer à éliminer certains terrains au vu des résultats géologiques obtenus par les campagnes de prospection (1 mil-

liard de francs) en cours et de ceux enregistrés lors d'expériences menées dans des sites-tests étrangers. »

C'est le cas de l'Allemagne, qui, dans le domaine des mines de sel, dispose d'une expérience incomparable. Depuis que la GSF allemande a racheté la mine abandonnée d'Asse, située en Basse-Saxe, non loin du massif du Harz, à quelque 60 kilomètres à l'est de la ville de Hanovre, se sont succédés nombre d'opérations ; de l'enfouissement pur et simple de

reusement de la surface, faisant très largement écho aux rayonnements qu'ils émettent.

Ces méthodes quelque peu expéditives, même si elles ne présentent pas, selon les experts, de danger pour l'environnement dans la mesure où « ces couches de sel sont stables depuis 70 millions d'années environ », n'ont plus cours aujourd'hui. Et les cent trente salles encore disponibles de la mine d'Asse resteront vides, bien qu'elles offrent des volumes de stockage sans commune mesure avec les besoins réels de l'industrie nucléaire allemande. Asse n'a plus désormais qu'un rôle expérimental. La législation allemande, et les autorités allemandes ont décidé, à la fin des années 70, que les déchets de très haute radioactivité de l'industrie nucléaire allemande seraient stockés, quand ils pourraient l'être, dans la mine de Gorleben. Cette installation pourrait recevoir aussi ceux de faible et moyenne activité, à moins que ne soit retenue la mine de fer de Konrad, située non loin d'Asse.

Trente colis dans huit puits

Pas question toutefois de se livrer maintenant à quelque opération de stockage que ce soit. L'heure est aux expériences sur les déchets les plus dangereux et les plus difficiles à entreposer, menées seules ou en coopération avec des pays étrangers, comme la France. C'est la raison du lancement par Bonn d'un programme de recherche de 110 millions de deutschemarks (373 millions de francs), auxquels s'ajoutent les 50 millions déjà dépensés depuis 1965. Ce programme, consacré exclusivement au stockage de ces matières dans le sel, a déjà commencé. Dès le mois de décembre 1983, les équipes de la GSF ont foré dans le sel et équipé, dans une salle située à quelque 800 mètres de profondeur, quatre puits dont les capteurs ont permis d'évaluer le comportement de la roche environnante, lorsqu'elle sera soumise à la chaleur dégagée par les futurs colis de déchets.

Comment se propage-t-elle ? Modifie-t-elle, et dans quelles proportions, la plasticité du milieu ? Des failles apparaissent-elles dans le sel ? Le tout a été recouvert au bulldozer de « blocs et de poudre de sel ». De même, 1300 fûts de moyenne activité dégageant, lors de leur entreposage en 1979, une radioactivité équivalant à une dose de 3100 rems/heure (2) ont trouvé place à Asse dans une salle étanche et très surveillée. Cinq cents mètres de sel et de couches de matériaux divers les séparent heu-

reusement de la surface, faisant très largement écho aux rayonnements qu'ils émettent.

Cette expérience a fonctionné de décembre 1983 à décembre 1985. Elle a permis de mesurer les effets sur les parois des puits de la chaleur dégagée (210 degrés). Celle-ci même que devront supporter les murs de sel des installations définitives, après quarante ans de présence des déchets de très haute activité sur les lieux de stockage. Des traces de cette simulation témoignent de cette expérience passée. Sur une épaisseur de quelques centimètres, les cristaux de sel gemme gris sale ont pris une jolie couleur bleue, tirant sur le violet, due à l'influence des rayonnements.

Cela suffit-il ? Certainement pas. Dès septembre prochain, les Allemands vont équiper huit nouveaux puits d'une trentaine de colis, plus radioactifs encore, spécialement fabriqués aux Etats-Unis par les Battelle Pacific Northwest Laboratories à partir de césium 137 et de strontium 90 vitrifiés. Leur radioactivité totale devrait atteindre les 5 millions de curies ! Le but de cette opération est simple : montrer si les traces de gaz et d'eau présentes dans le sel, et libérées par la chaleur dégagée, ne risquent pas d'accroître les processus de corrosion des fûts de déchets. C'est pourquoi les responsables de la GSF ont opté pour une telle expérience qui devrait permettre de faire monter la température, sur les parois, jusqu'à 250 degrés.

Cette opération unique devrait s'étaler sur cinq ans. Elle intéresse la France qui y participe par l'intermédiaire de l'ANDRA, et d'autres nations, comme la Chine, dont une délégation d'une dizaine

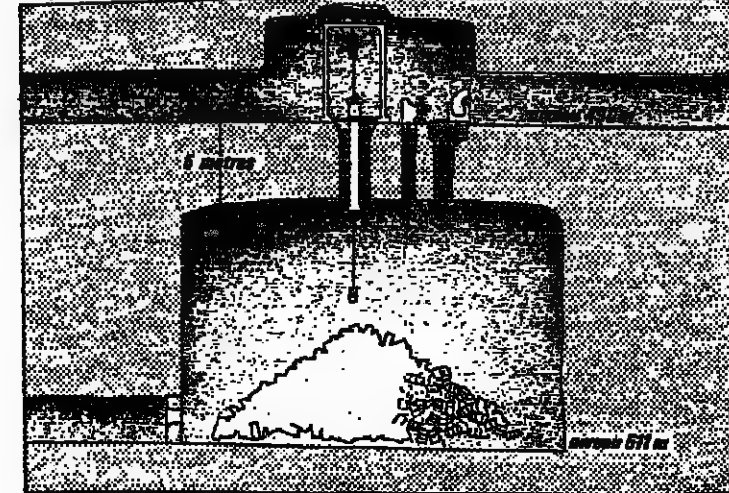
de personnes arpenteait les galeries de la mine d'Asse voici une quinzaine de jours. Choisira-t-elle la démolition allemande pour ses propres déchets ? Nul ne le sait. L'heure est à l'information, au recueil des données. Qu'elles viennent des mines de la mine d'Asse, de l'argile beige des mines de Mol ou des galeries de granite suisse ou suédois de Grimsel ou de Stripa.

De tout cela, la France a besoin pour faire son choix en s'appuyant sur les recommandations du rapport récent de M. Jean Cognel. Car, bien qu'elle dispose de toutes les formations possibles pour accueillir ses déchets, chaque site a sa configuration particulière : les couches de sel de Bourg-en-Bresse n'ont pas les mêmes caractéristiques que celles des mines de sel de Basse-Saxe. Reste que les études continuent, que les résultats s'accumulent avec succès parfois, au point que l'ANDRA négocie avec la Corée, le Japon et Taiwan des accords d'assistance sur ces sujets. Contrat qui s'ajoutent aux deux actuellement négociés avec l'Etat d'Illinois (Etats-Unis) et avec le département d'Etat américain à l'énergie sur le suivi des déchets et leur stockage en surface.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) De telles expériences n'ont pas eu lieu en France. L'ANDRA, répartissant, contrairement à la législation allemande, ses déchets en : déchets à vie courte de faible ou moyenne activité et déchets à vie longue de faible ou moyenne activité (déchets alpha) ou de très haute activité (déchets vitrifiés). Les premiers sont stockés aujourd'hui à l'air libre sur le site de La Hague (Manche) et le seront demain sur celui de Souleuvre (Aisne). Les seconds le sont dans les hangars des centres nucléaires et dans les puits des mines de vérification de déchets pour les plus dangereux d'entre eux.

(2) La dose maximale admissible pour un travailleur du nucléaire ne doit pas dépasser 5 rems/an.



Les déchets radioactifs de moyenne activité sont stockés en vrac dans de grandes salles creusées dans la mine. Une couche de sel de 6 mètres d'épaisseur permet de se protéger des importants rayonnements émis par les colis de déchets. Ce type de stockage est actuellement interrompu dans l'attente de nouvelles autorisations gouvernementales.

LA CRISE FINANCIERE ENFIN EXPLIQUEE

SCIENCE VIE ECONOMIE

JANVIER

SCIENCES

LES PRIX DE L'ACADÉMIE

L'ACADÉMIE des sciences a décerné, lundi 7 décembre, lors de sa séance solennelle, ses prix pour 1987. Voici la liste des grands prix :

— **prix Charles-Léopold Mayer** (250 000 F) à M. Paul Cohen, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie, pour ses recherches sur les mécanismes sécrétoires dans les neurones ;

— **prix Ampère de l'Électricité de France** (200 000 F) à M. Michel Raynaud, professeur à l'université de Paris-Sud, spécialiste de la géométrie algébrique et de ses applications à la théorie des nombres ;

— **prix du Commissariat à l'énergie atomique** (200 000 F) à M. Jean-Louis Le Mouél, physicien à l'Institut de physique du Globe de Paris, pour l'ensemble de ses travaux sur le géomagnétisme terrestre ;

— **prix Léon Velluz** (120 000 F) à M. Robert Jacob, ex-directeur des recherches pharmaceutiques à Rhône-Poulenc, pour avoir mis à la disposition du corps médical 14 médicaments nouveaux, dont plusieurs agissant sur le système nerveux central ;

— **prix Aluminium Pechiney** (100 000 F) attribué conjointement à M. Marc Audier, chargé de recherche au CNRS, et M. Pierre Sainfort, ingénieur au centre de recherche de Voropé

de Pechiney, pour leur apport original à la connaissance des quasi-cristaux ;

— **prix Jaffé** (50 000 F) à M. Michèle Herman, directeur de recherche au CNRS, pour sa contribution à deux problèmes classiques de la dynamique ;

— **prix fondé par l'Etat** (50 000 F) à M. Jean Normant, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie pour ses recherches sur les composés à liaison carbone-métal ;

— **prix Alexandre Joannides** (50 000 F) à M. Daniel Louvard, directeur de recherche au CNRS, pour ses travaux de premier plan sur les structures et fonctions de la cellule ;

— **prix Paul Doistau-Emile Blutel** (40 000 F) à M. Michel Hénon, directeur de recherche au CNRS à l'Observatoire de Nice, pour ses recherches sur la dynamique des amas d'étoiles, des anneaux planétaires ;

— **prix de la fondation du groupe des populaires d'assurances pour la prévention et l'amélioration de la santé** (400 000 F) à M. Claude Amiel, professeur de physiologie à l'université Paris-VII, pour ses travaux, à la tête d'une équipe de vingt-trois chercheurs, sur le transport des matériaux biochimiques au travers des parois épithéliales.

Des matériaux passent le scanner

La tomographie industrielle apporte la précision nécessaire au contrôle des alliages élaborés.

VOIR le cœur des matériaux est de plus en plus une nécessité pour les industries de pointe. L'existence d'alliages élaborés soumis à des exigences draconiennes de qualité entraîne cette obligation. La tomographie industrielle est une des méthodes de contrôle non destructif répondant à ces impératifs et on devrait bientôt assister à son essor. Bien que ses caractéristiques techniques soient différentes de celles du scanner médical, dont le rayonnement à une énergie inférieure (1) et dont la précision est moindre (2), le principe de la tomographie industrielle est identique. Il s'agit de balayer un corps avec une source de rayons X et, par l'intermédiaire d'un détecteur situé de l'autre côté de l'objet, de mesurer les atténuations du rayonnement. L'ensemble des données acquises permet ensuite, grâce à des algorithmes spécialisés, d'obtenir des images, représentant les coupes de l'objet.

Vérifications de conformité de formes, mesures dimensionnelles d'une section de coupe, détection de défauts internes, mesures de densité, évaluation spatiale de la composition d'un matériau... deviennent alors possibles avec une grande précision et bien plus rapidement qu'en radiographie classique. Toutes ces informations sont essentielles à l'appréhension de la réalité interne des métaux, des céramiques, des plastiques, des composites...

Les premiers pas du tomographe industriel ne datent que du début des années 80 où des entreprises sont confrontées à la difficulté de contrôler leurs produits par des méthodes traditionnelles (radiographie classique, ultrasons, courants de Foucault...). Elles sont amenées, dans un pre-

mier temps, à développer leurs propres systèmes de tomographie adaptés uniquement à leur problème spécifique. C'est ainsi qu'Aérojet Strategic Propulsion livre un équipement de contrôle non destructif pour propulseurs chargés à l'US Air Force. Quant à General Electric, un des leaders mondiaux du scanner médical, il profite de cette compétence pour réaliser un tomographe de contrôle des composants de ses moteurs d'avions. Firestone Tire & Rubber Co acquiert une machine pour le contrôle des pneumatiques automobiles. Ametek met au point un tomographe pour inspecter sous l'eau les plates-formes offshore...

Du côté recherche : le BAM (3) en Allemagne, qui est l'Institut de contrôle des matériaux et, en France, l'ETCA (Etablissement technique central de l'armement) et le CNRS Marseille conçoivent des systèmes qui ne franchissent guère les portes des labos.

Il fallait que les demandes des industriels se précisent pour qu'apparaissent ultérieurement des tomographes clés en main, capables enfin de répondre à plusieurs applications. Ce sont d'abord les japonais et les Américains avec Toshiba, Hitachi et SMS (Scientific Measurement Systems), ASE (American Science and Engineering), Aracor, Bio-imaging... qui proposent sur le marché des équipements industriels. L'Europe brille jusqu'à par son absence d'un tel secteur.

L'annonce de la sortie l'année prochaine d'un tomographe industriel fabriqué par Intercontrôle comble ce vide. Cette filiale du Commissariat à l'énergie atomi-

que (CEA) deviendra alors la première société européenne à proposer un tel équipement industriel de pointe. Sa conception est issue d'une collaboration avec le LETI (Laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique), et la direction des applications militaires du CEA. Elle bénéficie du soutien de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche), à hauteur de 43 % de la totalité du projet.

Le premier tomographe industriel français sera proposé en deux versions. Pour la première, qui pourra ausculter des volumes de 0,5 m de diamètre et de 1 m de haut, la SNECMA (Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avions), est le premier client pressenti. Il s'agit entre autres pour le motoriste de vérifier la conformité géométrique des aubes de réacteurs équipant le futur chasseur de l'armée de l'air française, le Rafale, et les mesures dimensionnelles de leurs parois. L'objectif est d'obtenir une qualité totale pour des pièces devant supporter des températures pouvant atteindre 1100 °C et dont la fabrication nécessite des alliages réfractaires. La seconde version, dont les clients potentiels sont l'Aérospatiale et la SNPE (Société nationale des poudres et explosifs), servira à inspecter de plus grosses pièces (de 2 m x 2 m et pesant jusqu'à 10 tonnes). Elle permettra de détecter sur les réservoirs des propulseurs des défauts (fissures, décollements) aussi bien au niveau de la structure de ces réservoirs qu'au niveau du chargement du propergol solide qu'ils contiennent. Dans ce domaine, un troisième tomographe est à l'étude pour inspecter un des corps de propulseur (7 m de haut, 3 m de large et 60 tonnes) du lanceur européen Ariane.

Les deux premières versions trouvent aussi d'autres applications. Certaines concernent directement les industriels : la visualisation de la bonne disposition de composants de missiles, la locali-

sation et la répartition des porosités en fonderie, le contrôle des composites, l'analyse de carottes de béton prélevées sur des ouvrages (piliers, piles-support) de travaux publics... D'autres usages possibles du tomographe industriel intéressent davantage la recherche : la détermination des âges de différentes espèces de bois d'une forêt et leur évolution climatologique, la connaissance des modes d'élaboration de conservation de pièces anciennes telles que statues, poteries...

Autant de débouchés devraient annoncer au scanner des matériaux un avenir radieux. Pourtant, il serait étonnant qu'on assiste dès les prochaines années à un développement très important de son utilisation par l'industrie, à l'exception de quelques secteurs d'activité où la qualité totale est obligatoire. « Les industriels n'ont pas encore appréhendé l'apport de la scannographie car la technologie reste encore nouvelle pour eux », remarque Philippe Morisseau, chef de groupe chez Intercontrôle. Cette explication pour juste qu'elle soit n'est pas suffisante. Deux autres freins à l'essor du scanner des matériaux ne sont pas du ressort de la clientèle mais des producteurs. Leur prix — il varie de 8 MF à 16 MF suivant les versions chez Intercontrôle — et « leur capacité insuffisante à suivre les grandes cadences de production », comme le constate Philippe Thévenet, responsable du contrôle non destructif chez PSA, restent les principaux obstacles à une diffusion notable.

DIDER GOUT.

(1) Les scanners médicaux ont une énergie de 30 à 120 KeV (kiloelectronvolts) contre 100 à 420 KeV, voire plusieurs millions d'électronvolts pour les scanners industriels.

(2) La résolution du scanner industriel d'Intercontrôle est de 0,1 mm contre 0,25 mm et plus pour un scanner médical.

(3) Bundesanstalt für Materialprüfung.

LES MILLIARDS DES DROITS D'AUTEUR
SCIENCE VIE
ECONOMIE
JANVIER

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GROUPE SYSECA
Dans le cadre de l'expansion de nos activités Génie logiciel Télécommunications nous recherchons des
INGENIEURS INFORMATIENS
+ 2 ANS D'EXPERIENCE
Une ou plusieurs des compétences suivantes seront appréciées :
• langages : PASCAL, C,
• systèmes : UNIX, VMS,
• microprocesseurs : 88000.
Ces postes s'adressent à des candidats mobiles et autonomes dans leur activité. Ils sont à pourvoir dans le Sud-Ouest de la région parisienne.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 306 315, Bureaux de la Colline - 82213 SAINT-CLOUD Cedex
SYSECA SELECTION

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES
recherche
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
pour
— Conception et réalisation de réseaux informatiques
— Logiciels temps réel
— Intelligence artificielle
— Imagerie
— Informatique de gestion.
Ecrire : SDI Tour Gallieni I,
78/80, av. Gallieni, 93174 Bagnolet.

GENIOUS SYSTEMS
INGÉNIEURS
spécialisés sur VAX, VMS, TEMPS RÉEL, et systèmes sur C, UNIX, etc.
Tél. : 47-55-62-39.

S.S.J.I.
CHERCHE

JEUNE ANALYSTE PROGRAMMEUR
1 an d'expérience courtois, des bases II.

Adresser C.V. et prétentions à :
EMSE DEVELOPPEMENT
23, r. des Mathurins, Paris-8.

DIRECTEUR EXPLOITATION
pour recruter la rentabilité d'un atelier de 100 personnes sous à MASEY (91).

Gestionnaire de production, il devra sélectionner les hommes par ses qualités de leader.

Horaires de dialogue, entraînement, cours aux techniques de formation, il aura un rôle d'analyse de coordination, de briefing, d'entraînement ou d'ajustement.

Env. C.V. PHOTO et prétentions sous réf. DEM à :
G.L. COMPTON
12, av. de la Porte d'Amélie, 75017 PARIS.

celiat
recrute pour son établissement
D'ORSAY (91)

INGÉNIEUR CHIMISTE
5 ans d'expérience minimum en opération des gaz, pollution industrielle, assainissement, qualité de l'air, pour études et recherches.

Allemand courant indispensable.
Envoyer C.V., photo et prétentions à CETIAT, Boite Postale 19 91462 ORSAY CEDEX.

PME EN EXPANSION
à Sarcelles 93150

Recherche pour prendre en charge le développement de nos produits de télécommunication.

CHEF DE PROJET
Formation ingénieur 2 ans d'exp. électronique en circuits et logiciels.

Envoyer C.V. + photo sous n° 9286 à :
LE MONDE PUBLICITÉ
6, rue de Montparnasse, Paris-7.

Informatique cartes bancaires
CHEFS DE PROJETS HF
Paris ou Province
Dans le cadre de son développement, cette importante Société de Services et d'ingénierie en Informatique (2500 personnes réparties en 23 villes : plus d'un milliard de chiffre d'affaires) recherche, pour assurer le développement de ses applications interbancaires, plusieurs chefs de projets (Paris et Val-de-Loire).
Rattachés à un Manager de projets, et en autonomie sur une petite équipe (ingénieurs, analystes-programmeurs...), ils auront en charge, en relation avec la clientèle, l'ensemble des tâches techniques de projets applicatifs importants (pouvant aller jusqu'à plusieurs années-hommes), depuis leur évaluation jusqu'à leur mise finale.
Ces postes, impliquant quelques déplacements en clientèle, s'adressent à de jeunes informaticiens confirmés, diplômés de l'enseignement supérieur (Écoles d'ingénieurs option informatique, MAGE ou équivalent), justifiant d'une première expérience d'encadrement de projets, de trois années au moins, acquise dans un environnement grands systèmes IBM. Une première approche des réseaux serait appréciée. La fonction requiert, outre des compétences techniques, précision, rigueur, autonomie naturelle et réelles aptitudes relationnelles.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la région choisie, sous référence M 23-1034-AR à :
EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Élysées - 75008 PARIS
egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE ALLEMAGNE ESPAGNE GRÈCE ITALIE PORTUGAL BRÉSIL CANADA JAPON

Groupe international - Construction électrique
Créer l'ingénierie centrale
400 millions de francs d'investissements
Ingénieur ECE, AM, ENEL, formation dominante électromécanique, compétence certaine en automatisme, justifiant d'une expérience d'une dizaine d'années acquise en majeure partie en bureaux d'études.
Rattaché à la Direction Industrielle Groupe dont le projet est de transformer l'outil de production, il agira sur 4 usines.
Il aura pour mission de développer l'ingénierie en prenant en charge les études et réalisations concernant principalement l'implantation de nouveaux ateliers et de machines, l'automatisation, l'amélioration de la productivité liée à l'organisation. Fonction basée à 130 km Sud Paris.
claudio debray conseil
192 boulevard St-Germain,
75007 Paris.
Réf. 360 K

MANNESMANN DEMAG
Division Manutention
DIVISION EN FRANCE D'UN LEADER MONDIAL DE LA MANUTENTION (Systèmes avec Ports roulants automatiques, Transstockeurs automatiques, Manutention continue automatique) recherche
INGENIEUR (ou TECHNICIEN) AUTOMATICIEN ELI
pour son Service Automatique et Informatique Industrielle.
La fonction est orientée vers :
— l'étude d'installations automatiques (programmation + tests)
— la participation à leur mise en service sur le site
— l'établissement de propositions techniques et financières pour les projets.
UNE BONNE EXPERIENCE DES AUTOMATES PROGRAMMABLES, DES MICROPROCESSEURS, DES MICRO-ORDINATEURS et de leur liaison EST NECESSAIRE.
— la pratique de l'allemand sera appréciée
— le lieu de travail et de résidence : CHALONS SUR MARNE
Ce poste requiert du dynamisme, de la motivation, de la rigueur et de l'efficacité. La rémunération sera à la mesure de l'expérience et de la personnalité du candidat retenu.
Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. à :
MANNESMANN DEMAG
Service du Personnel
5, avenue d'Amère
51012 CHALONS SUR MARNE
Cedex.

سكزا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

TELIC ACTUALITES

TELIC

ALCATEL

LES METIERS DE L'INTELLIGENCE

Suresnes, Décembre 1987 : deux ans après sa création le Centre de Recherche et Développement de la Division Bureautique de TELIC ALCATEL est ancré au cœur du nouveau technopôle de Suresnes. 200 Ingénieurs et techniciens y relèvent le défi technique de la Communication de l'Écrit. Leurs armes : technicité, créativité et mobilité face à la concurrence internationale.

Un regroupement exemplaire

Désormais, sur un seul site, sont regroupées les activités de la Communication de l'Écrit : télécopie, traitements graphiques, stations de travail, serveurs, télex. Leur caractéristique : des produits complémentaires à forte valeur ajoutée.

Puissance et technologie

Une chaîne intégrée complète (CAO-CAE) de conception et simulation des composants et ensembles électroniques, un centre de calcul puissant sur machines VAX pour le développement des logiciels (langages avancés), nous permettant, en alliant puissance et technologie, de développer des produits high tech et de conquérir de nouveaux marchés.

Les métiers de l'Intelligence

Sur des marchés aussi porteurs, les besoins sont permanents. Télec Suresnes renforce régulièrement ses équipes par de jeunes talents. Citons par exemple :

Ingénieur responsable de l'architecture de produits bureautiques

C'est un architecte travaillant sur des systèmes matériels de station de travail multi-services (environnement INTEL) (Réf. BC)

Ingénieur logiciel système

De la conception à la réalisation de logiciels outils sous environnement MS-DOS, OS2, ou applications dans le domaine bureautique (MS-WIN-DOW) (Réf. AGD)

Ingénieur système en génie logiciel

Optimisation du centre de production logiciel, création constante de nouveaux outils de développement, garantie de la qualité des logiciels (environnement DEC/VMS - UNIX MS-DOS) (Réf. SLOG)

Ingénieur technologue

Physicien avec formation en électronique, il prospecte et évalue des composants et sous ensembles afin de définir les orientations pour les produits futurs. Contacts avec les fournisseurs, les Centres de Recherche et Universités, participation à des colloques. (Réf. SMA)

Ingénieur système CAO

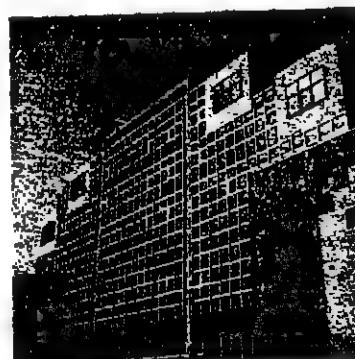
Travail sur chaînes intégrées CAO mécanique et électronique. Base de données relationnelles, simulation logique et analogique, routage et déplacement automatique. Mission principale : développement d'applications, gestion et exploitation du système. (Réf. SDV)

Ingénieur "traducteur logiciel"

Il connaît l'informatique sur PC, les logiciels bureautiques, l'écriture des programmes pour microprocesseurs, et l'anglais. Il participe à la création des éléments de support technique : traduction, documentation et formation. (Réf. SAT)

La dimension humaine

A Suresnes la plus value Télec joue à plein. On assiste à la naissance d'un nouveau métier bureautique : l'ingénierie de communication. Conception et fabrication des produits sont l'affaire de petites équipes jeunes, pointues, formées en permanence par le n°1 européen en communication d'entreprise.



Centre de Recherche et Développement de la Division Bureautique

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience : pour tout savoir sur les "métiers de l'Intelligence" TELIC, écrivez à Dominique Saubesty, TELIC ALCATEL, 3, rue Salomon de Rothschild, B.P. 54, 92152 Suresnes Cedex, en lui joignant, C.V., à l'appui, de votre métier, de vos projets et de vos ambitions.

S.S.I.I. SPECIALISTE EN SYSTEMES EMBARQUES

Nous recherchons pour accompagner notre développement dans le domaine des logiciels temps réel des

INGENIEURS INFORMATIENS

Vous êtes débutants ou avez une première expérience dans les domaines suivants :

- conception systèmes temps réel,
- langage C, LTR, ADA
- système UNIX,
- moyens graphiques,
- dialogue homme-machine.

Ces postes sont à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 305 316, Bureau de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

IMPORTANTE SOCIETE ACTIVITES SPATIALES

recherche pour OUTRE-MER, des

INGENIEURS QUALITE - FIABILITE

(Informaticiens, Electroniciens, Electriciens ou Mécaniciens)

Vous justifiez d'une expérience industrielle réussie d'au moins 3 à 5 ans. Vous maîtrisez l'anglais et souhaitez valoriser vos compétences dans un secteur de pointe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence 92155/LM à : HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

comelog comelog comelog

Nous sommes un ORGANISME PROFESSIONNEL D'ASSURANCE et nous recherchons notre

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Sa mission :

- Organiser, gérer et développer le centre informatique équipé d'un VAX 750 avec la SGBD ORACLE
- Coordonner les développements statistiques en relation avec les organismes affiliés.
- Impulser le développement d'applications nouvelles.

Voire profil :

- Après une solide formation de base en statistiques (type ENSAE) vous avez acquis une bonne expérience informatique sur matériels VAX et PC.
- Si vous êtes créatif, autonome et aimez les contacts humains, écrivez-nous, nous vous offrons un poste largement évolutif.

Merci d'envoyer votre candidature à COMELOG, M. Patrick DUTREIL, 7, rue Louis David à PARIS 16^{ème}, sous la réf. : DG/04.

comelog comelog comelog

Valeo

L'Équipement Automobile 27 500 personnes - C.A. 12,1 milliards de francs dont 46 % réalisés à l'étranger.

recherche pour Chausson Service à SAINT-OUEN L'AUMONE (95)

Ingénieur Marketing Produits Nouveaux Mécanicien ou électromécanicien diplômé Grande Ecole

Vous souhaitez valoriser une première expérience industrielle de 3 à 5 ans. Nous vous proposons la responsabilité de notre ligne nouveaux produits de diversification. Directement rattaché à la Direction Générale, vous serez chargé, avec votre équipe et en étroite collaboration avec nos Responsables de Régions et Succursales, de l'étude de marché, des moyens à mettre en œuvre pour le développement et la commercialisation de nouveaux produits en Echange Standard. Ce poste requiert des déplacements fréquents tant en France qu'à l'étranger. La connaissance de l'anglais est indispensable.

A partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière aux candidats de bons potentiels.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo) sous la référence MB3 à Valeo Distribution - Développement des Ressources Humaines - 21 rue Blanqui - 93582 SAINT-OUEN Cedex.

CHEFS DE PROJETS

En pleine expansion, notre Division INFORMATIQUE, AUTOMATIQUE et ELECTRONIQUE, située à AIX-EN-PROVENCE, augmente ses effectifs. Nous créons des postes dans les domaines suivants :

- LOGICIEL DE BASE : Application au Traitement d'Image. (Réf. CGU/403)
- MATERIEL : Développement de cartes et processeurs de Traitement des Signaux. (Réf. CGU/404)
- AUTOMATISME : Développement et suivi de produits d'Asservissements Electro-Optiques. (Réf. CGU/405)
- MICROELECTRONIQUE : Développement de matériels mettant en jeu de l'Electronique, de l'Optique et des Lasers. (Réf. CGU/406)

Ingénieurs grandes écoles, vous avez 5 ans d'expérience dans ces domaines.

Nous vous proposons la responsabilité technique et financière des études qui vous seront confiées. Vous rejoindrez une équipe dynamique qui vous donnera les moyens d'une évolution rapide.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) en précisant la référence choisie à Melle GUERMOND

BERTIN & Cie
BP 3 - 78373 PLAISIR CEDEX

Le Monde CADRES

CHEF DU SERVICE PREVOYANCE ET DEVELOPPEMENT

RHONE-ALPES

Cette Caisse de retraite et de prévoyance est particulièrement bien implantée sur son secteur auprès de grands noms de l'industrie.

Le cadre recherché dépend du Directeur Général. Il a pour mission de définir la stratégie commerciale et de développer les relations avec les entreprises et les assureurs d'adhésion. Il supervise l'activité prévoyance dans ses prestations et son fonctionnement (15 personnes).

Ce poste s'adresse à un professionnel des assurances branche Groupe, de 30 à 40 ans, ayant acquis une double compétence administrative et commerciale au sein d'une compagnie ou d'un organisme similaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6419 D, à REUSSITE groupe AVISO - 2, quai du Commerce - 69009 LYON. Membre de Syntec

Une association recherche DIRECTEUR d'un établ. médico-social à caractère expérimental recevant 80 enfants handicapés moteurs en région Centre. Ecrire sous n° 3238 M, LE MONDE PUBLICITE 15, rue de Montmoy, 75007 Paris. Réponse assurée.

Le Centre Chirurgial Marie-Lannelongue, 11, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

UNE(S) SURVEILLANT(E) titulaire du CCL. Le poste est à pourvoir à partir de janvier 1988. Une demande manuscrite avec C.V. est à adresser à Monsieur le Chef du Personnel du Centre Chirurgial Marie-Lannelongue, 11, rue de la Santé, 92130 Suresnes.

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

M. F. L. 21, rue de la Santé, 92130 Suresnes, recherche pour son BLOC OPERATOIRE

DEMANDES D'EMPLOIS

Homme de confiance cherche place

CHAUFFEUR DIRECTION PARIS - PROVINCE

M. FRÉMY : 42-25-01-78.

RÉDACTRICE LITTÉRAIRE, 10 ans exp., rech. emploi région parisienne. 45-00-40-79.

35 ans motivée, sans peur, en formation gestion, rech. emploi région parisienne. 45-00-40-79.

Professe. de littérature appliquée recherche travaux de rédaction ou traductions angl./français. Tél. : 40-85-08-22.

Fonc. 26 ans, ch. place stable emploi administratif ou doc. rech. + standard.

Ecrire sous le n° 6008 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montmoy, Paris-7.

35 ans 21 ans, BAC D langues et litt., pers. + ration. allem. diplôme

ANALYSTE PROGRAMMEUR + stage 1 an A.F.P.A. + stage pratique d'analyse programmeur entreprises, recherche emploi COBOL - Assembl. Tél. le soir au 45-47-58-28 et le jour au 45-47-58-28.

LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montmoy, Paris-7.

AGENT ADMINISTRATEUR ET COMMERCIAL

Genève - Suisse

Contrat - Stock

ch. place stable

CLAUDE FRÉMY

44, rue d'Aubert, 75009 PARIS

formation professionnelle

AFCI SIPCA INTERNATIONAL

Propose aux cadres demand. d'emploi, 1- d'un séminaire de formation

2- d'un séminaire de développement des cadres commerciaux

3- d'un séminaire de développement des cadres administratifs

4- d'un séminaire de développement des cadres techniques

5- d'un séminaire de développement des cadres de gestion

6- d'un séminaire de développement des cadres de recherche

7- d'un séminaire de développement des cadres de formation

8- d'un séminaire de développement des cadres de gestion

9- d'un séminaire de développement des cadres de recherche

10- d'un séminaire de développement des cadres de formation

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

Une autre

سكننا من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Une autre façon d'être ingénieur

Ingénieur par vocation, organisateur et informaticien par expérience, vous aspirez à élargir le champ de vos compétences sans pour autant abandonner vos acquis. C'est l'opportunité qui vous est offerte dans ce groupe international de premier plan où vous aurez l'autonomie qui vous permettra de donner la mesure de votre esprit d'initiative et de votre goût pour les responsabilités.

Basé à Paris, vous dirigerez une importante équipe de juristes, d'hommes et de femmes de Personnel, et d'informaticiens dont l'activité concerne l'Administration du Personnel d'une vingtaine de sociétés réparties sur l'ensemble de la France.

Votre formation et votre expérience scientifique vous permettront de conduire les équipes et de maîtriser les systèmes informatiques en place, mais les qualités de précision et de rigueur dans le raisonnement qui vous sont familières seront tout aussi utiles dans l'approche et la résolution des problèmes juridiques que vous rencontrerez. Peu à peu, vous appuyant sur d'excellents spécialistes, le Droit du Travail n'aura plus de mystère pour vous, vous permettant d'accéder ainsi à un second ordre de compétence.

Et bien sûr, vous continuerez à exercer les talents d'organisateur, d'animateur et de formateur dont vous avez déjà fait la preuve au cours de vos précédentes expériences en milieu industriel. Écrivez rapidement sous référence 8758/LM aux consultants du Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTec

Fille d'un groupe d'établissements financiers parisiens, nous bénéficions d'un savoir-faire privilégié dans l'ingénierie informatique boursière. Avec 150 collaborateurs, nous réaliserons en 1988 un CA de 120 MF chez une clientèle de banques, agents de change, établissements de crédit... Notre direction des études crée 3 postes de

chefs de projets informatiques confirmés, épris de finances et de Bourse

Ingénieur diplômé ou universitaire : MAGE, DEA, vous avez, aujourd'hui, par votre pratique acquise pendant au moins 5 ans sur IBM/MS ou VAX/VMS et votre connaissance de SNA et de DECNET, l'emvergure d'un chef de projet digne de ce nom.

Si vous êtes "un pro" de la Bourse, nous vous confions la responsabilité de l'un de ces secteurs : fichiers/clients, négociation/valorisation. Si vous êtes un "pro" de la banque, nous pouvons vous proposer : les engagements, le système/titres, et les titres/clients. Enfin, si vous êtes mordu de technique et souhaitez être proche de l'application, venez concevoir nos nouveaux systèmes d'interface dans un environnement hétérogène.

Voulez-vous devenir l'un des éléments moteur de notre avenir ? Écrivez aussitôt à notre conseil en lui indiquant votre intérêt.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, attend votre courriel (réf. 5165 LM) à "Carrières de l'Informatique"

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

VALORISER VOTRE EXPERIENCE

INGENIEUR DES ENERGIES

Thermodynamicien, vous serez le responsable de la production et de la distribution des énergies indispensables au fonctionnement d'une usine chimique (vapeur, eau, glace, azote, etc.).

Au sein de notre fonction ingénieurs, votre rôle de gestionnaire (surveillance de la sécurité, fabrication et efficacité) et d'expert (enquête analyse des consommations) vous permettront de motiver et de sensibiliser le personnel aux problèmes des énergies.

De formation ingénieur avec de bonnes connaissances en thermodynamique, vous avez 30-35 ans et une expérience probante dans ce domaine. Bilingue allemand, votre connaissance en informatique serait un atout.

Ref. IE 25

INGENIEUR PROJETS

AM, INSA ou équivalent

En tant que responsable de l'étude et du développement de projets, vous serez l'interface dans la fonction ingénieurs entre le département "chimie" et les autres départements.

Votre rôle d'étude s'exercera tant sur la réalisation et mise en route de nouvelles installations de production chimique et d'infrastructures correspondantes que sur les propositions de modifications et d'amélioration à apporter aux installations existantes.

Une expérience de quelques années en industrie chimique ou agro-alimentaire est souhaitée, et des connaissances en contrôle et conduite de procédés seraient un plus. Parfaitement bilingue allemand, votre esprit d'équipe est indispensable pour mener à bien cette mission.

Ref. IP 26

CHEMISTE DE FABRICATION

Vous prendrez en charge : « la planification et le suivi technique de la fabrication de produits organiques dont des substances actives à usage pharmaceutique, « la participation à l'amélioration de procédés existants, « le démarrage de nouvelles productions.

De formation ingénieur chimiste ou équivalent, vous avez une expérience en fabrication ou en développement et une bonne connaissance en allemand.

L'anglais est souhaité.

Capacité de travailler en équipe, souci des relations humaines, sens de la qualité et de l'organisation sont déterminants pour réussir votre mission.

Ref. LF 27

Si vous souhaitez valoriser votre expérience, alors venez-nous rejoindre en adressant votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prêt.) sous la réf. du poste choisi à Etablissement CIBA-GEIGY S.A. - 37, av. de Bâle, F - 68330 HUNINGUE.

CIBA-GEIGY

capitaux - propositions commerciales



Société leader dans l'imagerie radiologique.

GENERAL MEDICAL MERATE SpA

Après une percée spectaculaire sur le marché français, confirmée lors des récentes Journées Françaises de Radiologie, la Société G.M.M. SpA a décidé :

- La création d'une filiale G.M.M. - France
- La mise en place d'un support technique opérationnel avec hall d'exposition, stock d'intervention, ingénieur usine.
- La mise en place d'une structure de vente technico-commerciale efficace, combative, et bien introduite.

Pour la réalisation de cet objectif unique, G.M.M. SpA recherche des

AGENTS COMMERCIAUX

particulièrement introduits sur le marché de la Radiologie, privé et public, justifiant d'une expérience réelle et d'un succès confirmé dans ce domaine. Impératif d'avoir une structure technique locale.

- Rémunération - Commission intéressante avec provision à la commande.
- Possibilité ultérieure d'options en actions de la filiale France.

Ecrire d'urgence à :

GENERAL MEDICAL MERATE SpA
Via Partigiani 25
24068 SERIATE - BERGAMO - ITALIA

Tel : 35/294413 - Fax : 299537 - Tlx : 300579 MERATE I

Avec lettre express détaillée mettant en évidence les références, les départements prospectés, et le C.V. des collaborateurs de l'agence.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
RUE DES GRAVILLIERS
LOFT A RENOVER
Cds lacour et placard, 66 m².
750 000. 46-25-10-44.

6^e arrdt
N.D.-DES-CHAMPS
Bel imm. pierre de taille.
travaux, meublé, beau
stand., tr. ext., 150 m².
2 brs, 2 chs, 5 chs, bureau.
2 brs, 7, rue PEGUY, mercredi
jusq. 13 h 30-16 h 30.

10^e arrdt
OBEON 86 M2
P.A.-TERRE DE SOE CLASSE
dans un hôt. partic. charm.
Rég. 45-22-15-40.

7^e arrdt
VAUBAN LUMINEUX
4/5 p., 150 m², lum. gd
stand. 80-84-84.

12^e arrdt
AV. MICHEL BIZOT
de. in. dda, 2 chs, bds ext.
belle avec l'ext. 51. 51. 51.
1 480 000. Mout 43-44-43-57.

16^e arrdt
TROGADÉO
Intérieur de standing
APPART. ORIGINAL 80 m²
+ jardin privé, ext. ext.
vraie grand charme.
2.000.000 F - 42-25-52-72.

Province
COTE VAROISE
Casse dda étroit, vds sur
propriété arborée et fruitière.
ensemble immo. F4 + étud.
indépendant, vds aménagée.
Très bon état.
TEL : 15 15 67-62-65-65.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p., PARIS
préfér. RIVE GAUCHE
avec 2ème terrasse.
PAE COMPTANT chez nous.
48-73-20-07, même le soir.

EMBAISSY SERVICE
recherche achat
APPARTS HAUT DE GAMME
4 HOTELS PARTICULIERS
PARIS RESIDENTIEL
TEL : (1) 45-82-16-48.

locations non meublées offres

Paris
M. BUZZERVAL 4 p., 80 m²
2^e ét., libre de suite, 6 000 F +
450. P.O.G. 45-57-71-00.

Région parisienne
LA VARENNE 3 p., 77 m²
meub. lum. stand. 3 800 F +
440 ch. P.O.G. 45-57-71-00.

locations meublées demandes

Paris
MONDIAL MERCURE
rech. Studios et 2 pièces pour
clientèle étrangère.
Agenc. de standing pour
ambassades et sociétés.
Sach. : SERVICE ACQUER.
Tel. : 42-56-28-10.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour banques, Stés const.
diplomates et diplomates.
studios, 2, 3, 4, 5 pces et plus.
TEL : 15 15 67-62-65-65.

pavillons

MONTIGNY (95) à vendre
superb. maison et pavillon
10 min. gare, 1 km. école.
tous commerces près.
Entrée aménagée, séjour double
31 m², cuisine aménagée
carr., w.c., 1^{er} : 3 chambres,
salle de bain, w.c. Jardin
avec arbr. garage.
TEL : 39-78-96-77.

A VENDRE COLOMIERS
(Gers) Toulouse
Pavillon F4 + gar. + jardin.
Quart. calme pr. centre ville.
Libre Nov. 1988.
TEL : 81-78-28-47.

bureaux

Locations
Domestique depuis 50 F/mois
PARIS 1^{er}, 8^e, 9^e, 12^e ou 15^e
Convention SABL 1.500 F HT.
INTER DOM. 43-40-31-45.

DOMESTIQUE
BUREAU/TELEX/SECUR. TEL.
ASCEC 42-94-95-28.

Votre siège social
SIEGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, cabs.
CONSTITUTION STES
Prix, copiers, Duplic., etc.
ASPAC 42-93-50-50 +

BOMICILATIONS
Démarches et tous services
Parlementaires, législatives.
43-55-17-50.

LYON
GARE PART-DIEU
Bureaux équipés, salles de
réunion, secrétariat, toutes dures
de l'heure à l'année. Services
Parlementaires, législatives.
A 2 16 - 72-33-00-23

viagers

1 002 MAISONS
170 m² et 140 m² jard. 425 m²
et 395 m². Prix 1.200.000 F et
850.000 F. 80-80-84-84.

F. CRUZ 42-56-19-00
8, rue La Boétie. Particuliers
votre dossier viager. Estimation
gratuite, 49 ans d'expérience.
Garantie financière 3.000.000 F.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX, BRILLANTS
Le plus formidable choix.
« Que des affaires
exceptionnelles » écrit
le guide Paris pas cher.
en alliances, bracelets,
colliers, etc., bagues,
rings, pendentifs, diadèmes,
tous le bijou pr.
PERRON OPERA
angle boul. des Halles
4, Chaussée-d'Antin.
Achat tous bijoux ou décharges.
Autre magasin, autre gd choix.
Etale, 37, avenue Victor-Hugo.
TEL : 16 15 15-12-51.

TOUS LES BIJOUX ANCIENS
et reves. Bagues romantiques
- 20 X ESCOMPTE
ACHAT DE
GILLET, 18, rue d'Arcole
75004 Paris, 42-54-00-33.
UN PLASIR, UN PLACEMENT.

Dépannages
AVENIR DEPANNAGE
Tous dépannages
- chauffage :
- électricité :
- plomberie :
- serrurerie.
TEL : 46-36-65-65.

Vacances

SKI DE FOND
HAUT JURA
Vivez au Jura, le quinzain.
vous accueillent (12 pers. max.)
dans ancienne ferme du XVIII^e
confortablement rénovée,
chânes avec a. de bns, table
d'hôte, cuisine et pain maison,
ambiance sympa. Tant tout
compris : pension complète +
vin + 2 à 5 h + matériel et
mémoire de ski, de 2.080 F à
2.480 F pers./semain. selon pér.
TEL : 16 15 15-12-51.

JURA
3 h 30 par T.G.V., près station
Mézobief (ski alpin).
Part. lous grand studio 11 chs,
4 pers., sur plaines de fond.
Tél. pr périodes disponibles et
conditions 16 15 15-48-00-72.

automobiles
de 12 à 16 C.V.
A vendre
FERRARI TESTAROSSA,
noir, 2 km. millesime 88,
rouge, 171, 171, 171, 171.
TEL : 93-82-44-12, M. Delcourt.

Économie

SOMMAIRE

■ Selon l'INSEE, le krach boursier d'octobre-novembre n'aura pas d'effet dans l'immédiat sur l'activité économique en France. Mais la croissance va se ralentir sous l'effet du freinage du pouvoir d'achat. L'INSEE sous-estime peut-être les effets de la baisse du prix du pétrole, qui pourrait être forte et durable (lire ci-dessous). ■ Le groupe des Sept

devrait rendre publique une déclaration commune, après la conclusion d'un accord à Washington entre l'administration Reagan et le Congrès sur le déficit budgétaire. Les marchés paraissent avoir anticipé cette déclaration (lire ci-dessous). ■ Les Douze ont approuvé la deuxième phase du programme

communautaire Esprit sur la recherche dans les domaines des nouvelles techniques de l'information. Ils ont accordé une dotation de 1 milliard de francs (lire ci-dessous). ■ Au terme d'une bataille de plusieurs mois, British Airways va pouvoir acheter la compagnie aérienne British Caledonian pour 250 millions de livres (lire page 26).

Selon l'INSEE

Le krach boursier n'aura pas de conséquence sur l'économie française durant le prochain semestre

« A court terme, les moins-values engendrées par le krach (boursier) devraient avoir peu d'effet sur la consommation des ménages », estime l'INSEE dans la longue analyse faite à la mi-décembre de l'économie française (1). En appréciant ainsi les conséquences de l'effondrement des cours des actions (avec - 25 % le 19 octobre, ceux-ci ont retrouvé leur niveau du début 1986), l'In-

stitut de la statistique apporte une réponse relativement rassurante à la question posée depuis deux mois : les pertes en capital qui se sont produites vont-elles inciter les « perdants » - ménages et entreprises - à moins consommer et à moins investir, entraînant le pays dans la récession, du moins dans la stagnation ? Réponse d'autant plus rassu-

rante que, de leur côté, les industriels font des prévisions d'investissements favorables pour 1988. Excess d'optimisme de l'INSEE ? Les conjoncturistes allemands jugent eux aussi négligeables les effets directs du krach, réservant leurs inquiétudes au trouble que jetteront dans les esprits la baisse continue du dollar et la montée des incertitudes de toutes sortes.

Le monde va-t-il absorber sans douleur les événements d'octobre-novembre ? L'INSEE, dans sa dernière note de conjoncture, ne se prononce que sur le court terme, c'est-à-dire jusqu'au printemps 1988, soulignant qu'aux États-Unis les effets du krach vont être plus importants et peut-être plus rapides. Soulignant aussi que, en dehors même du krach, des facteurs de ralentissement étaient déjà à l'œuvre. « C'est certainement aux États-Unis où les actions sont dévaluées par de nombreux ménages que l'effet sera le plus marqué. La perte enregistrée par les ménages depuis la fin de l'été est évaluée à environ 700 milliards de dollars, soit près de 5 % de leur richesse nette globale. Elle se traduit par un point de moins sur le niveau de la consommation des ménages. »

Ce n'est que dans le courant de 1988 que le krach boursier, à travers le ralentissement de l'économie américaine, entraînera un freinage de la croissance mondiale d'environ un demi-point. Celle-ci serait alors un peu supérieure à 2 % en moyenne annuelle en 1988. Mais, comme pour la France, l'INSEE souligne qu'il est artificiel de vouloir isoler les conséquences directes du krach « des autres phénomènes économiques à l'œuvre ».

A court terme donc, l'évolution de l'économie française va être relativement indépendante du krach. En 1987, l'activité a été relativement forte : + 2 % en terme de PIB marchand après déjà + 2,1 % en 1986. Elle a même été très forte au milieu de l'année, atteignant 4 % en rythme annuel au troisième et quatrième trimestres. Ce dynamisme s'explique par deux facteurs : la consommation des ménages (+ 2,2 % en 1987 après déjà + 3,4 % en 1986) tirée par de très importants achats d'automobiles et la constitution de stocks dans l'industrie et le commerce. Or ces deux facteurs vont beaucoup moins jouer en 1988.

La consommation des ménages va augmenter lentement tout au long du premier semestre 1988 (+ 0,8 % en glissement entre janvier et juin après + 2 % environ au second semestre 1987). L'INSEE fonde cette prévision sur la faible progression du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages : baisse de 0,5 % au premier trimestre (nouvelle colisation de 0,4 % sur le

revenu en mars 1988), progression de 0,8 % au second, soit sur l'ensemble du semestre un gain de 0,3 % seulement après + 1,6 % au second semestre 1987.

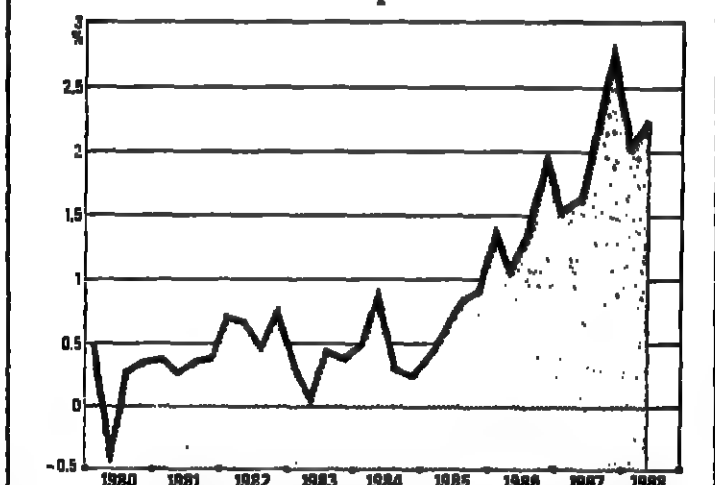
D'autre part, les stocks joueront un rôle moins actif. L'industrie continuera certes sa lancée tout au long du premier semestre jusqu'à ce que les chefs d'entreprise réalisent ce que l'INSEE appelle élogiquement « leurs erreurs possibles d'anticipation ». En revanche, les commerçants ont perdu dès le second semestre 1987 une demande moins soutenue et ont commencé à

juger leurs stocks excessifs, les allégeant nettement. C'est notamment le cas des concessionnaires automobiles qui anticipent une demande beaucoup plus faible qu'en 1987.

Autre élément de freinage de l'activité : le ralentissement de la croissance dans le monde qui va peser sur nos exportations. Celles-ci après avoir baissé au début de 1987 (- 1 % au premier semestre) se sont brusquement et fortement redressées au troisième trimestre (+ 4,2 %). Mais ce phénomène ne va pas se poursuivre : - 0,1 % au

quatrième trimestre 1987, - 0,8 % au premier trimestre 1988. L'INSEE a quelques arguments pour faire ce pronostic : la demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France après s'être accélérée (+ 3,3 % en 1986, + 5,7 % en 1987) va se ralentir progressivement : + 3,1 % au premier semestre 1987, + 3 % au second, + 1,7 % au premier semestre 1988. Cet affaiblissement serait général. Il proviendrait des pays industrialisés, mais surtout des pays en voie de développement, des pays de l'OCDE, des pays de l'Est.

Très forte progression du crédit aux particuliers



La très rapide progression du crédit aux particuliers en 1987 explique la croissance soutenue de la consommation des ménages (+ 2,2 % après déjà + 3,4 % en 1986) malgré une faible amélioration du pouvoir d'achat (+ 0,9 %). Avec une augmentation d'environ 40 % cette année, le crédit a représenté pour les particuliers une vingtaine de milliards de francs de pouvoir d'achat supplémentaire, soit presque un point de consommation sur les trois premiers trimestres de l'année.

Telle est l'analyse faite par l'INSEE. Deux éléments d'incertitude pourraient bouleverser en sens contraire le pronostic d'un lent ralentissement de l'activité. Le premier est l'interrogation concernant le crédit à la consommation. Les ménages y auraient fait massivement appel en 1987 (voir le graphique). Une progression de 40 % par exemple. Si pour une raison ou pour une autre ce « pouvoir d'achat emprunté » disparaissait, la chute de la consommation serait sévère. Et le ralentissement de la croissance serait brutal.

En sens inverse, une forte baisse du prix du pétrole (l'INSEE retient 17 dollars au deuxième trimestre 1988), allégerait le déficit commercial des pays comme les États-Unis et la France, leur donnant soit un répit soit quelques marges de manœuvre.

Le pouvoir d'achat supplémentaire dont bénéficieraient les ménages en France et dans les pays industrialisés prolongerait beaucoup plus longtemps que prévu le boom de la consommation qui a été le principal facteur du dynamisme surprenant de l'année 1987.

A. V.

Les Douze approuvent la seconde phase d'« Esprit »

11 milliards de francs en cinq ans pour la recherche européenne informatique

Les ministres de l'industrie des Douze devaient examiner, ce mardi 22 décembre, dans quelle mesure une partie de la production sidérurgique communautaire peut continuer à bénéficier, au-delà du 31 décembre 1987 de la sécurité qui garantit le régime de quotas de production. Les industriels réclament le maintien des quotas. La Commission européenne est partisan de les supprimer, au moins en partie à partir du 1^{er} juillet 1988, si les industriels ne s'engagent pas à effectuer les fermetures de laminoirs nécessaires à la réduction des trois quarts de l'excédent de 20 millions de tonnes des capacités de production.

BRUXELLES
(Communauté européennes).
de notre correspondant.

Les Douze mettent les bouchées doubles pour combler leur retard en informatique et en électronique. Tel est le sens de l'avis donné par les ministres de la recherche à la deuxième phase du programme ESPRIT (ou ESPRIT 2). Celui-ci lancé en 1984, organise avec succès la coopération entre les entreprises et les centres de recherche de la CEE dans l'ensemble des domaines couvrant les technologies de l'information. Les crédits affectés par le budget communautaire à l'ESPRIT 2, soit 1 600 millions d'ECUS sur cinq ans (11 milliards de francs) sont deux fois plus importants que ceux dont était doté l'ESPRIT 1. En fait, le programme le plus important jamais mis en œuvre par la CEE bénéficiera d'un budget de 3 200 millions d'ECUS (22 milliards de francs), car la règle du jeu veut que chaque projet soit financé à 50 % par la CEE, et à 50 % par les entreprises elles-mêmes.

L'objectif du programme est ainsi de donner un coup de fouet à la recherche pré-conceptuelle mais aussi de favoriser la coopération entre les entreprises de la CEE. Un projet ne peut être accepté que s'il est présenté conjointement par des entreprises appartenant à au moins deux pays membres. En matière de coopération trans-frontalière, ESPRIT 2 innove, puisqu'il prévoit la possibilité aux entreprises de l'AELE (Association européenne de libre-échange) ou participant à des projets, pourvu que ce soit en compagnie d'au moins deux entreprises de la CEE. Des groupes comme Ericsson, Asea, Brown Boveri, Norsk Data, se sont montrés intéressés.

ESPRIT 2 prévoit ainsi une dizaine de projets importants, dits TIPS (Programmes d'intégration technologique), où sont concentrées des recherches proches, mais traitées généralement séparément. Ces projets TIPS, qui bénéficieront d'environ le quart des crédits d'ESPRIT 2 répondent aux désirs des grands groupes industriels.

Lundi 21 décembre, les ministres de la recherche ont approuvé le programme Esprit. Celui-ci doit maintenant obtenir le feu vert du Parlement européen. Un accord entre les trois institutions (Commission, conseil des ministres et Parlement européen) déterminera le partage des responsabilités dans la gestion du programme. Les Douze ont également approuvé un programme de recherche sur la radio-protection, et augmenté les crédits affectés au programme Britte, dont l'objet est de favoriser la diffusion des technologies nouvelles dans les industries traditionnelles.

Cet infléchissement vers le marché exige que les industriels aient en quelque sorte le répondant nécessaire. La balle est maintenant dans leur camp. Ils souhaitent la mise en œuvre de trois grands projets stratégiques qui pourraient être entrepris par l'Europe : un super-calculateur comparable au CRAY américain, des micro-processeurs très performants, et des grands disques magnétiques. Le programme de travail d'ESPRIT pour 1988, qui fait maintenant l'objet de la part de Bruxelles d'un appel à propositions « permettrait d'entreprendre les deux premiers de ces projets. Il y aura ainsi 50 millions d'ECUS (340 millions de francs) mobilisables pour le super-calculateur.

Bull va-t-elle trouver un ou plusieurs partenaires prêts à co-financer avec elle les 50 millions d'ECUS pour remporter ce marché difficile ? Pour éviter une dérive trop généralisée vers la recherche industrielle, il a été entendu qu'une partie des crédits d'esprit - 60 millions d'ECUS soit 410 millions de francs - serait affectée à la recherche fondamentale.

PHILIPPE LEMAITRE.

Scepticisme sur les marchés financiers avant la publication de la déclaration des Sept

Une fois l'accord sur la réduction du déficit budgétaire américain voté par le Congrès, les ministres des finances des sept pays industrialisés devraient publier une déclaration commune approuvant les mesures de politique économique prises par le Japon, la RFA et les États-Unis et exprimant le souhait d'une stabilisation des taux de change. Ce qui n'était, à la veille du week-end, qu'une rumeur a été, au début de cette semaine, confirmé par plusieurs dirigeants occidentaux.

A Bonn, le porte-parole du gouvernement, M. Friedhelm Ost, a ainsi indiqué, lundi 21 décembre, qu'une déclaration en faveur d'une plus grande stabilité des monnaies devrait être rendue publique prochainement. Selon M. Ost, les représentants des sept pays (États-Unis, Japon, RFA, Canada, France, Grande-Bretagne et Italie) ont mené d'intenses consultations pour renouveler l'accord du Louvre de coopération économique et monétaire.

A Tokyo, le ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa, a confirmé, mardi 22 décembre, qu'un tel document avait bien été mis au point par les 9. Il devrait réaffirmer les engagements pris en février lors des accords du Louvre. A Washington comme à Paris néanmoins, on se refuse à commenter ces diverses déclarations.

D'après diverses sources, le texte mis au point serait beaucoup moins précis que l'accord du Louvre sur les taux de change. Il soulignerait les effets négatifs de « fluctuations excessives » des monnaies, sans fixer de « zone de référence ». Approuvant les décisions de politique économique prises au cours des dernières semaines, il n'en demanderait pas davantage aux grands pays industrialisés. Dans ces conditions, nombreux professionnels craignent que cet « accord du Louvre bis » n'ait qu'un effet très passager sur le marché des changes. Le dollar était d'ailleurs faible, lundi 21 décembre, à New York par rapport au yen et au deutschemark.

ÉTATS-UNIS : un compromis sur le budget enfin signé

« Une folle manière » de gouverner l'Amérique

WASHINGTON
de notre correspondant

A l'arraché, dans la grotte et la récrimination, le Congrès a voté, au petit matin du mardi 22 décembre, le budget des États-Unis, après que la majorité démocrate ait cédé aux menaces de veto du président Reagan.

En même temps qu'une énorme loi « anti-écart », portant sur la bagatelle de 600 milliards de dollars, sénateurs et représentants ont adopté le train de mesures permettant de réduire d'un peu plus de 30 milliards de dollars le déficit budgétaire pour 1988. Cette décision, attendue avec impatience dans tout le monde occidental, avait été prise, non sans mal, le 20 novembre dernier, mais il aura fallu plus d'un mois de marchandages supplémentaires pour la faire entrer dans les faits.

Tout, dans la manière dont cette loi de finances a fini par être adoptée, les amendements, les pérorations en coulisse, les changements de dernière minute, — tout semble extravagant : peu avant une heure du matin, et après la dernière retransmission de football américain, les chaînes de télévision conseillaient aux employés fédéraux de se rendre normalement à leur travail, mardi, les dernières nouvelles venues du Capitole permettant de supposer que l'administration de la première puissance économique du monde serait en mesure de fonctionner.

L'année fiscale a commencé le 1^{er} octobre, et, faute de budget, l'État fédéral, depuis plus de trois mois, vit d'expédients : des autorisations provisoires de dépenses. La dernière de ces lois d'urgence, votée dimanche soir, avait une durée de vie de 24 heures. Et le Congrès n'avait guère d'autre choix que de se résigner à en adopter une autre, également éphémère, pour donner au moins matériellement le temps au président de signer l'énorme texte — plus de 2 000 pages — qui devait être déposé sur son bureau mardi.

En effet, accentuant cette année une tendance de plus en plus affirmée au cours des exercices précédents, le Congrès a attendu la dernière minute pour se prononcer sur une seule fois sur une série de dispositions qui doivent en principe faire l'objet de treize votes différents.

Le résultat est un monstre législatif à têtes multiples, qui décide de la nécessité de produire des fusées balistiques Midjet et de l'interdiction de fumer dans les avions pendant les vols de moins de deux heures, de la vente d'armes à l'étranger et de la limitation de vitesse sur les autoroutes, et aussi des impôts, des programmes sociaux, des remboursements médicaux et autres subventions à l'agriculture, sans oublier bien sûr des dizaines de dispositions destinées à satisfaire des intérêts dits « particuliers », efficacement défendus par divers lobbies.

« Accumulation disparate »

Cette accumulation de décisions disparates, retardées jusqu'au tout dernier moment, est pour une part le résultat de l'incapacité manifestée par les congressistes à se mettre d'accord en temps utile. Mais elle procède aussi d'un calcul délibéré : tout mettre dans un même gigantesque sac cornu le président à tout accepter, y compris des mesures qu'il réprouve formellement, ou à tout refuser, pour des raisons qui, comparées au reste de l'enjeu, paraissent fort secondaires : en l'occurrence, l'aide aux « contras » du Nicaragua et une loi obligeant les radios et télévisions à diffuser des points de vue différents sur chaque problème.

Un certain nombre de congressistes ont d'ailleurs largement usé de cet argument, reprochant au président de placer les intérêts de la Contrôleur au-dessus de ceux des États-Unis, tout entier. Mais M. Reagan n'a pas cédé, et, au bout du compte, ce sont les dirigeants de la majorité démocrate de la Chambre des représentants (plus hostile au président que le Sénat) qui ont perdu cette guerre des nerfs.

Dans un premier temps, il est accepté de voter des crédits pour la Contrôleur — pour un montant de 8 millions de dollars, c'est-à-dire inférieur de moitié à la somme autorisée par le Sénat. Mais, moyennant diverses restrictions, les représentants ont fini par accepter la disposition à laquelle ils étaient le plus farouchement opposés : que les crédits en question puissent être utilisés pour le transport d'armes achetées précédemment. Le Congrès se réserve certes la possibilité de mettre au terme définitif à toute aide aux combattants antiaméricains lors d'un vote-clé prévu pour le début de février. Mais, en attendant, M. Reagan a à peu près ce qu'il voulait, et il a fait connaître sa satisfaction.

Sur l'autre point litigieux — la « doctrine d'équité » concernant les radios et télévisions, les démocrates ont tenu bon presque jusqu'au bout. Mais M. Reagan n'a rien voulu savoir, avant tout, semble-t-il, pour une question de principe : il avait déjà mis son veto à cette loi dans le courant de l'année, et les démocrates voulaient lui forcer la main en la réintroduisant dans le budget.

Mardi soir, peu avant minuit, ils ont battu en retraite : « Le président a gagné sa partie de poker », déclarait, amer, un représentant du Mississippi. En fait, il semble que les adversaires de M. Reagan aient commis une erreur psychologique : ils le croyaient accablé alors que lui, à tort ou à raison, semble estimer qu'il a de nouveau le pays derrière lui, depuis que les sondages « d'après l'année » ont fait regagner une dizaine de points à l'indice de sa popularité, lui permettant de regarder le niveau qui était le sien au terme de son premier mandat présidentiel.

Autre raison : M. Reagan, déjà accusé par beaucoup de républicains de s'être montré bien conciliant ces derniers temps, y compris avec les Soviétiques, avait eu fait tout intérêt à faire preuve de fermeté.

Pour bien des sénateurs, et surtout des représentants, cette première session du centième congrès des États-Unis s'achève dans une atmosphère d'exaspération et d'amertume, personne n'étant bien fier du résultat obtenu et de la manière dont il a été obtenu. En fait, c'est l'ensemble du système politique américain qui a révélé d'inévitables faiblesses tout au long de cette interminable procédure budgétaire. Voilà bien « une folle manière de gouverner l'Amérique » pour reprendre le titre d'un récent editorial du New York Times.

JAN KRAUZE.

ÉNERGIE

Les prix du pétrole continuant à baisser

L'OPEP pourrait se réunir dans trois semaines

Tandis que les cours du pétrole continuent à baisser sur les marchés libres, le ministre indonésien du pétrole a affirmé que l'OPEP pourrait décider de se réunir à nouveau si « les fluctuations (des cours à la baisse) continuent deux ou trois semaines ». Attribuant le recul des prix pétroliers depuis l'échec de la conférence de l'OPEP, le lundi 14 décembre, à des « manipulations » spéculatives, le ministre indonésien a estimé que cette situation était temporaire.

Lundi à New-York et à Londres, les cours du pétrole ont encore baissé : le WTI, le brut américain de référence est tombé de 42 cents à 15,16 dollars par baril pour une livraison immédiate, tandis que le Dubai light, le seul pétrole du Golfe échangé sur le marché libre, chutait de 1,70 dollar pour tomber à 13,60 dollars, soit plus de quatre dollars au-dessous des prix officiels de l'OPEP. En un peu plus d'une semaine, depuis la fin des travaux de l'organisation à Vienne, les cours du pétrole ont diminué de près de 3 dollars par baril.

● BUDGET : augmentation de 87 % en Yougoslavie. — Le gouvernement yougoslave vient de soumettre au Parlement fédéral de Belgrade un budget pour l'année 1988 prévoyant une augmentation des dépenses de 87 % par rapport à 1987. Cette hausse est très nettement inférieure au rythme d'inflation qui devrait être, pour l'ensemble de 1987, de 180 et 170 %. C'est donc un budget de restriction qui est envisagé pour l'année prochaine avec une diminution de 6 % des dépenses consacrées à la défense nationale et au développement régional. Le Parlement fédéral yougoslave... pourrait émettre également les dépenses du ministère des affaires étrangères.

Marchés financiers

BOURSE DU 21 DECEMBRE

Règlement mensuel

Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compensation	Compagnies	Cours précédent	Dernier cours	%	Compensation
10850	ALB H. 1873	1885	1885	+ 0.22		14600	ALB H. 1873	1885	+ 0.22		14600	ALB H. 1873	1885	+ 0.22		14600	ALB H. 1873	1885	+ 0.22	
10820	C.R.E. 35	4387	4387	- 0.34		14610	C.R.E. 35	4387	- 0.34		14610	C.R.E. 35	4387	- 0.34		14610	C.R.E. 35	4387	- 0.34	
10860	B.N.P. 17	1008	1008	- 0.28		14620	B.N.P. 17	1008	- 0.28		14620	B.N.P. 17	1008	- 0.28		14620	B.N.P. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14630	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14630	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14630	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14640	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14640	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14640	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14650	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14650	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14650	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14660	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14660	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14660	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14670	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14670	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14670	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14680	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14680	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14680	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14690	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14690	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14690	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14700	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14700	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14700	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14710	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14710	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14710	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14720	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14720	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14720	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14730	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14730	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14730	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14740	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14740	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14740	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14750	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14750	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14750	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14760	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14760	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14760	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14770	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14770	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14770	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14780	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14780	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14780	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14790	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14790	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14790	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14800	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14800	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14800	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14810	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14810	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14810	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14820	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14820	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14820	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14830	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14830	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14830	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14840	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14840	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14840	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14850	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14850	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14850	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14860	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14860	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14860	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14870	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14870	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14870	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14880	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14880	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14880	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14890	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14890	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14890	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14900	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14900	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14900	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14910	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14910	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14910	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14920	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14920	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14920	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14930	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14930	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14930	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14940	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14940	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14940	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14950	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14950	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14950	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14960	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14960	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14960	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14970	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14970	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14970	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14980	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14980	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14980	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		14990	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14990	C.R.F. 17	1008	- 0.28		14990	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15000	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15000	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15000	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15010	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15010	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15010	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15020	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15020	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15020	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15030	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15030	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15030	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15040	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15040	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15040	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15050	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15050	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15050	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15060	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15060	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15060	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15070	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15070	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15070	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15080	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15080	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15080	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15090	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15090	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15090	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15100	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15100	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15100	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15110	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15110	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15110	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15120	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15120	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15120	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15130	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15130	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15130	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15140	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15140	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15140	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15150	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15150	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15150	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15160	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15160	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15160	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15170	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15170	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15170	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15180	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15180	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15180	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15190	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15190	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15190	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15200	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15200	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15200	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15210	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15210	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15210	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15220	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15220	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15220	C.R.F. 17	1008	- 0.28	
10865	C.R.F. 17	1008	1008	- 0.28		15230	C.R.F. 17	1008	- 0.28		15230	C.R.F.								

Comptant (collection)

VALEURS	% du mont.	% de change	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS
Obligations			Compt. (Pé)	152	165	Lazard	608	610	Stahl
			Combel	117.80	115	Leontine (S)	1025	1025	Tattinger
			Chemouxy (M.)	351	358	Louis	832	828	Tenue (S)
			Chemouxy (P.)	319	342	Macdonell	22	22	Tout
			Chemouxy (R.)	313	330	Magnus (M)	111	112	U.A.P.
			C.I. (M)	859	869	Magnus (S)	200	200	U.C.A.
			C.I. (M)	859	869	Magnus (P)	200	200	W.C.C.
			Chem. (M)	347	347	Midway (M)	388		W.C.C.
			Chem. (P)	361	365	More (P. et S)	74	10	W.C.C.
			Chem. (R.)	340	338.50	More (P. et S)	31.48		W.C.C.
			Compt. (L)	272	283	O.P. (P)	163	146	W.C.C.
			Compt. (M)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (P)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (R.)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (S)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (T)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (U)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (V)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (W)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (X)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (Y)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (Z)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (A)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (B)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (C)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (D)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (E)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (F)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (G)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (H)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (I)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (J)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (K)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (L)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (M)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (N)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (O)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (P)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (Q)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (R)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (S)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (T)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (U)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (V)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (W)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (X)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (Y)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (Z)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (A)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.
			Compt. (B)	1982	1988	O.P. (S)	1272	1276	W.C.C.
			Compt. (C)	272	283	O.P. (S)	163	146	W.C.C.

VALEURS	COM
---------	-----

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS :		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVERSES		COURS préc.	COURS 21/12
	préc.	21/12	Actual	Virtual				
Long-Unité 91	5 501	5 515	5 500	5 500	Or 500 on (barre)	89500	85480	
ESL	5 501	5 515	5 500	5 500	Or 50 on (barre)	89500	85700	
Alphaprep 100 DM	328 400	328 270	327 500	348 500	Pièce française 100 fr	425	535	
Alphaprep 100 £	16 196	16 196	15 800	16 500	Pièce suisse 100 fr	425	585	
Papier 100 £	300 600	300 640	291		Pièce suisse 120 fr	425	625	
Papier 100 \$	57 550	57 670	54	91	Pièce latine 120 fr	425	625	
Danemark 100 \$	58 520	58 580	53		Suède 100	3070	3120	
Norvège 100 \$	10 080	10 130	9 750	10 550		1520	1580	
Grèce 100 \$	4 257	4 258	4 000	4 300	Pièce de 10 dollars	1520	1580	
Grèce 100 francs	4 526	4 526	4 400	4 800	Pièce de 5 dollars	3350	3350	
Italie 1 000 lire	419 450	419 300	403 500	422 500	Pièce de 50 pesos	520	519	
Argentine 100 \$	92 550	92 550	90		Pièce de 10 pesos	484 55	481	
Suède 100 \$	46 100	48 085	46 180	46 400	Or Londres	550 50	550 50	
Australie 100 \$	4 580	4 577	4 750	4 650	Or Zurich	483 95	479 95	
Argentine 100 \$	4 136	4 140	3 550	3 550	Or Hongkong			
Portugal 100 \$	4 222	4 222	4 050	4 450	Argent Londres			
Canada (50 c)	4 344	4 350	4 210	4 350				
Japan (100 yen)								

Marché libre de l'or

[illegible]

c: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demande - ♥: plus précieux

سكندرية

28 • Mercredi 23 décembre 1987 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le conflit du Golfe. 3 Le dialogue entre M. Gromyko et une délégation de Tatars de Crimée. 4 Les témoignages sur la catastrophe maritime aux Philippines. 5 Djibouti : un double anniversaire en présence de M. Mitterrand.	6 Le débat sur le budget Champagne-Ardenne, le PS et l'effort La Pen ; La visite du premier ministre en Franche-Comté. 7 Le dispositif électoral du candidat Chirac ; La session extraordinaire du Parlement.	8 et 10 Les activités de la société Luchaire en 1986 et 1987 ; M. Dubos, ancien chargé de mission auprès de M. Charles Hernu, inculpé. 12 Communication : le patchwork du câble en Ile-de-France.	13 Les prix nationaux du ministère de la culture. — Alfredo Kraus et June Anderson en récital à l'Opéra de Paris. 14 Digressions, par Bernard Frank.	24 Le krach boursier n'aura pas de conséquences sur l'économie française en 1988, estime l'INSEE. — Un compromis sur le budget américain enfin signé. 25 Le 40 ^e anniversaire de la CGT-FO.	Abonnements 2 Annonces classées 22 et 23 Offices religieux 18 Carnet 18 Loto sportif 18 Météorologie 17 Mots croisés 17 Radio-télévision 17 Spectacles 16	● Exclusif : S. Collaro dit tout ce qu'il pense de la 5 ^e EXC ● Bourse : où en est votre portefeuille... BOURSE ● Les jeux du Monde. ARC Actualité, International, Campus, littéraires, Abonnements : 3615 Taper LEMONDE

L'affaire Chaumet

La Commission bancaire se constitue partie civile

La Commission bancaire, chargée de veiller au respect de la loi par les établissements de crédit, a décidé de se constituer partie civile dans l'information ouverte contre Jacques et Pierre Chaumet pour exercice illégal de la profession de banquier. Jusqu'ici silencieuse sur les conditions de la faillite des joailliers soupçonnés d'avoir transformé leur société en banque occulte, la Commission bancaire semble avoir pris cette décision pour avoir enfin accès au dossier et comprendre le mécanisme des illégalités commises.

La Commission est présidée par le gouverneur de la Banque de France ou son représentant. Lors de sa séance du vendredi 18 décembre, où cette décision fut prise, elle était présidée par le sous-gouverneur, M. Philippe Lagayette. Cette commission regroupe actuellement le directeur du Trésor ou son représentant, un conseiller d'Etat (M. Raymond Janot), un magistrat de la Cour de cassation (M. Jean Peyrat) et deux personnalités qualifiées : M. Bernard Clayrier, ancien sous-gouverneur de la Banque de France (suppléant : M. Gabriel Lefort), M. Maurice Gousseau, suppléant de

M. Gabriel Ventetol, président du Conseil économique et social, délégué récemment.

La Commission bancaire est chargée de contrôler les établissements bancaires et, éventuellement, de les sanctionner. Jusqu'à la loi bancaire du 24 janvier 1984, elle portait le nom de Commission de contrôle des banques. Sa décision, tardive selon certains observateurs financiers, aurait été précédée de longues discussions, la Commission n'ayant connaissance du dossier qu'à travers la lecture de la presse. Au siège de la Commission, on se refusait, mardi matin 22 décembre, à tout commentaire sur la décision prise vendredi.

M. François Chanut, juge d'instruction chargé du dossier, a, de son côté, prononcé quatre nouvelles inculpations, visant des intermédiaires ayant joué le rôle de « rabatteurs » pour les Chaumet. Inculpés de « complicité d'exercice illégal de la profession de banquier », leur identité reste inconnue. Ces inculpations portent à sept le nombre de personnes inculpées.

E. P.

En Nouvelle-Calédonie

M. Yeïwené, numéro deux du FLNKS a été écroué

NOUMÉA
de notre correspondant

Le vice-président du FLNKS, M. Yeïwené a été inculpé, mardi 22 décembre, de provocation au meurtre et assassinat écroué à la prison du Camp-Est à Nouméa.

M. Yeïwené — qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt après avoir refusé de se rendre à une première convocation du juge d'instruction — avait été interpellé par les gendarmes en début de matinée à son domicile puis conduit au palais de justice où il a été entendu par le juge Michel Blanc. Ce dernier lui a signifié son inculpation pour « provocation aux crimes de meurtre et assassinats volontaires non suivis d'effet », avant de le placer sous mandat de dépôt. Le ministère public a aussitôt fait appel de l'ordonnance de mise en détention de M. Yeïwené.

Le numéro deux du FLNKS, également président de la région des Îles Loyautés, est poursuivi dans le

cadre de l'information ouverte par le parquet de Nouméa après les propos tenus lors du congrès de l'Union calédonienne (UC), principale composante du FLNKS les 13 et 14 novembre à Yaté, dans le sud de l'île.

Les observateurs avaient alors pu noter un très net raidissement verbal de la part des leaders de l'UC, quelques jours après la mort du jeune Léopold Dawaou, tué par un gendarme à la tribu de Saint-Louis, et le verdict d'acquiescement rendu dans le procès de la fusillade de Hienghène — deux événements successifs qui ont joué dans le sens du durcissement des responsables indépendantistes.

Ainsi, s'en prenant aux « Kanaks collabos » qui fournissent des informations à la gendarmerie, le président du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou s'était exclamé : « Pas de pitié pour ces gens-là », tout en précisant : « Je ne veux pas dire qu'il faut les supprimer, mais il faut être très vigilant ». M. Yeïwené, quant à lui, avait appelé à la « résistance du peuple kanak » face « aux forces d'occupation ».

Toute la question est maintenant de savoir si M. Tjibaou connaîtra le même sort que M. Yeïwené dans la mesure où il est visé par le même chef d'accusation et où il fait également l'objet d'un mandat d'arrestation à la suite de son refus de répondre à la convocation du juge d'instruction.

Interrogé mardi matin sur Europe 1, M. Tjibaou a dénoncé « ce nouveau coup tordu du gouvernement », avant de demander à Mgr Doucroux, également présent sur l'antenne, d'avoir « une pensée pour le peuple canaque en lutte pour sa libération ». Le primat des Gaules lui a répondu en insistant sur la nécessité du « dialogue ».

F. S.

Le numéro du « Monde » daté 22 décembre 1987 a été tiré à 490 201 exemplaires.

(Publicité)

7 Mach. écrite poche (?) chez Duriez

Canon, Sharp, Brother...

EXTRA PLATES (— 5 cm d'épaisseur) poids plume (— 3 kg) • Très simples ou sophistiquées • Calculatrices • Affichent sur écran avant de frapper • Mémoire corrigible (jusqu'à 38 000 caractères, 19 pages) • Jusqu'à 6 modèles d'écriture • A piles ou fil ou batteries rechargeables • Corrections sur papier • Ecritures rapides imprimées • 1440 à 3150 F ttc.

3. R. La Botte (B) et toujours 112-132 Bd St-Germain, 6^e (Odéon)

M.-C. L.

Sur le vif

Fromages

Vous avez entendu, ce matin, à la radio, la façon dont mon Jacquot a défendu ses fromages, hier, en Franche-Comté ? Tandis que moi, je me suis brulé les trous de nez, au lieu de discuter, j'ai me gondolé. Faut savoir : c'est pas la tige qui distingue l'homme de l'animal, contrairement à ce qu'un vain peuple pense, c'est le fromage. Le fromage, c'est le début de la civilisation, a lancé, gracieuse, l'Edige (Faure) en tendant au premier ministre-maire-conseiller général, champion toutes catégories des mandats en forme de fromages une énorme part de mort-d'or.

L'autre l'a engloutie avec un bel appétit avant de s'envoler, en se frottant les babines, dans un tour d'horizon hautement politique à la gloire de la pâte molle, objet de ses dévotion tant à Mergon qu'à l'Hôtel de Ville. Ses fromages, il les aime, il les adore, il les assure. Et ces assauts d'énergie qui ne permettent de les critiquer sont priés d'aller se

réchauffer. Non mais, de quoi je me mêle ?

Il n'y a aucun jugement sur les fromages des autres, là je le cite, alors il entend que les siens soient respectés. D'ailleurs, c'est pas compliqué : si ces manœuvres sournoises, ces ignobles campagnes de dénigrement, devaient se poursuivre, il n'hésiterait pas à prendre des mesures de rétorsion. A vacherin, vacherin et damie !

Et de conclure, souverain : nous n'avons de leçon à recevoir de personne en la matière ? Là, il a bien raison, mon Jacquot. Question fromages, il en connaît un rayon. Le président de la Confédération fromagère, le roi de Suède et Meggie Thatcher ne sont jamais que des curieux. Pas lui, pas mon Jacquot ? Lui, il a tout plein de casquettes, de chapeaux cloches... à fromages. Il a raison d'en être fier : cela lui va très bien.

CLAUDE SARRAUTE.

Seize morts dans l'accident du bimoteur d'Air Littoral

Le brouillard serait à l'origine de la catastrophe aérienne de Bordeaux

Un bimoteur Embraer 120 Br de la compagnie Air Littoral, en provenance de Bruxelles, s'est écrasé, dans l'après-midi du 21 décembre, alors qu'il s'apprêtait à atterrir sur l'aéroport de Bordeaux-Mérignac. Il n'y a aucun survivant parmi les treize passagers, dont huit de nationalité belge, et les trois membres d'équipage.

Le bilan de cette catastrophe aérienne aurait pu être plus lourd si l'appareil, qui effectuait la rotation quotidienne Bordeaux-Bruxelles-Amsterdam et retour, sous les couleurs d'Air France, n'avait été empêché par le brouillard de se rendre à Amsterdam pour y embarquer une dizaine de personnes supplémentaires.

L'équipage de l'avion n'a signalé aucun problème technique alors qu'il amorçait la descente sur Bordeaux. La procédure d'atterrissage sans visibilité avait été engagée en raison du brouillard qui limitait à 80 mètres environ la visibilité au sol. L'avion était aligné dans l'axe de la piste, mais 300 mètres plus bas que prévu, « J'ai vu l'avion toucher la cime des arbres avant de s'écraser au sol », a raconté M. Yves Tricard, qui a assisté à l'accident. « Il y a eu immédiatement une explosion, puis le feu s'est déclaré ». Ce témoin a alors aidé à l'évacuation de centre aéroport tout proche du lieu de l'accident où plusieurs dizaines d'habitants jouaient en cette période de vacances scolaires.

D'une capacité de vingt-huit places, l'Embraer Br 120 est équipé de deux turbopropulseurs et a un rayon d'action de 1 200 kilomètres. Lancé en 1975, le constructeur de cet avion brésilien a débouché sur un vol inaugural en juillet 1983 et sur une mise en service en août 1985. Seize exemplaires sont actuellement livrés sur les quatre-vingt-cinq commandes dans le monde entier. La compagnie Air Littoral, basée à Montpellier, possède trois avions de ce type.

Air France, qui souhaitait développer son réseau européen, ne disposait pas des petits appareils nécessaires pour des liaisons internationales peu fréquentées. La compagnie nationale s'est donc tournée, depuis trois ans, vers des transporteurs équipés d'ATR 42, de Saab-Fairchild 340 et d'Embraer 120. M. Jacques Friedmann, président d'Air France, qui

s'est rendu le 22 décembre à Bordeaux, a adressé ses condoléances aux familles des victimes.

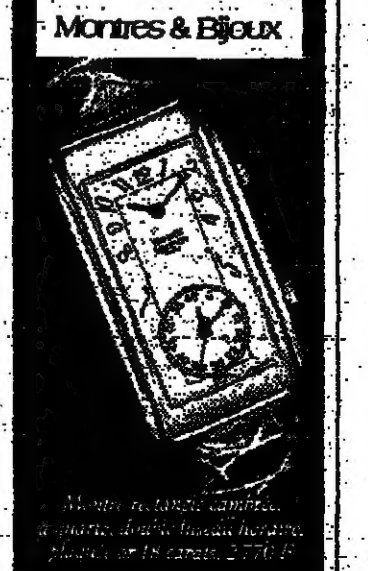
La catastrophe aérienne de Bordeaux est donc la plus meurtrière en France, depuis 1981, année où un DC-9 yongolais s'était écrasé près d'Agaccio, faisant cent-quatre-vingts morts. A Bordeaux-Mérignac même, un DC-7 en panne pour Libreville était tombé au décollage en 1959 ; on avait relevé cinquante-quatre morts.

Comme après chaque accident d'avion, une commission d'enquête déterminera les causes de la catastrophe. Dans le cas de l'Embraer d'Air Littoral, il semble qu'on puisse réduire à deux le nombre des hypothèses : soit l'équipage a mal interprété les indications données par les instruments permettant l'atterrissage sans visibilité, soit ces mêmes instruments ont induit les pilotes en erreur sur l'axe de descente de l'avion et l'altitude correcte pour parvenir au seuil de la piste.

Où trouver le Glenturret ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky
Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775. Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple :
Au Diabole des Lombards, 64, rue des Lombards, Paris 1^{er}
A consommer avec modération

EMERICH MEERSON
PARIS
Montres & Bijoux



200, Bd St-Germain - Paris 7
11, rue Tranchet - Paris 6
Tél : (0) 42.65.8013
et repartir après...

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 décembre

Légère baisse

Après son mouvement de hausse de lundi, la Bourse de Paris enregistrerait un très léger repli. L'indicateur de tendance après avoir ouvert à -0,40 %, descendait à -0,80 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient Compagnie des Entrepreneurs (+9 %), SAT (+2,8 %), Immeubles Monceau (+2,5 %), Skis Rossignol (+2,3 %), Valeo (+1,6 %), Sanofi (+1,6 %), Sovac (+1,4 %) et Sommer Aliberti (+1,4 %). En baisse on notait Silminco (-4,8 %), Marine Wendel (-4,5 %), Codetel (-4,4 %), Primagaz (-4,4 %), UCB (-4,3 %) et SGE (-4,2 %).

Valeurs françaises	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	410	411	413
Agropar	520	520	517
Air Liquide (L)	353	353	348
Banque Paribas	2200	2190	2200
Boréalis	354	352	341
B.S.N.	4344	4370	4350
Carrefour	...	...	...
Chiquet S.A.	765	770	756
Ch. de France	351	354	350
Elf	...	...	...
Elf-Aquitaine	...	...	...
Enlève	...	...	...
Leclercq-Dupuis	1220	1210	1202
Lyon, den. Soc.	192	192	188
Michelin	...	...	...
Midi (Ciel)	...	...	...
Modèle-Hennessy	1547	1547	1540
Navig. Marse.	758	758	748
Oréal (L)	...	...	...
Pernod-Ricard	699	698	695
Refriger. S.A.	...	...	...
Saint-Gobain	428 10	428	422
Sanofi	492	508	500
Sources Pétrol	530	529	529
Thomson-CSF	...	...	...
Totit-CFJ	...	...	...
Valeo	423	436	430

L'Assemblée nationale autorise le télé-achat

Les auteurs de la proposition de loi (MM. Jacques Barrot et Michel Peichat, tous deux UDF) souhaitent interdire les opérations de télé-achat sur les chaînes privées non soumises à péage. Le gouvernement les a finalement autorisées en les réglementant. C'est donc un texte profondément remanié que les députés ont adopté en première lecture, le lundi 21 décembre. La majorité a voté pour ce texte. Le groupe socialiste s'est abstenu et les communistes ont voté contre. Quant au Front national il n'a pas participé au vote. En résumé sa position, le ministre chargé de la communication, M. André Santini, a expliqué que « le télé-achat est autorisé et la CNCL réglemente ».

Le télé-achat, ou plus précisément la télé-promotion avec offre de vente, a déjà fait son apparition sur les écrans des chaînes privées comme TF1 ou Canal Plus. Il pourra s'y développer si le Sénat vote, comme l'Assemblée vient de la faire, cette proposition de loi qui autorise le télé-achat sur l'ensemble des chaînes privées.

Pour le biais de trois amendements du gouvernement, ce texte donne au consommateur un délai de sept jours pour échanger ou se faire rembourser sa marchandise, confiée à la

CNCL le soin de préciser les règles de ce nouveau type de programmes, et fixe pour les contrevenants à ces règles des amendes, de 6 000 à 500 000 francs (voire 1 000 000 francs à 1 million en cas de récidive). Les trois amendements récrivent le texte initial, dont le but était d'interdire le télé-achat ailleurs que sur les chaînes cryptées ou câblées. Car la CNCL, qui a tenté d'interdire l'émission de Pierre Bellemare sur TF1, estimait ne pas en avoir les moyens légaux.

D'où un long débat sur la nécessité ou non de légiférer. Débat alimenté par des déclarations, telle celle de TF1 que le rapporteur, M. Michel Péricard (RPR), juge « comminatoire, au fond et à la forme également inacceptables ». M. Péricard a regretté « l'attitude frileuse » de la CNCL, qui ne devrait pas prendre l'habitude, « chaque fois qu'elle rencontre une difficulté, de se tourner vers la représentation nationale ». Il reste que le télé-achat sort indemne de l'opération.

Ironie du sort, cette proposition de loi (qui ressemble à un projet) impose à la CNCL de fixer les règles d'un télé-achat qu'elle avait tenté de limiter... Après le vote par le Sénat et la promulgation de la loi, la CNCL disposera d'un mois pour codifier les pratiques d'une forme de vente qui restera, pendant ce délai, théoriquement interdite.

JOYEUSES FÊTES offrez-vous.
avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de **2150 F**
3000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS sur mesure
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Préservez votre dos fragile avec **Piralex** de **PIRELLI** sommier articulé à lattes de bois soutient bien la COLONNE VERTEBRALE. **DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN** 37, Avenue de la République 75011 PARIS Tél. 43-57-46-35 Métro : PARMENTIER

LA CRISE FINANCIERE ENFIN EXPLIQUEE
SCIENCE VIE **ECONOMIE** JANVIER

Alexandre Reza
collection reflets
23, place Vendôme, Paris.
Amateur d'après un modèle trouvé à Suse (2500 av. J.-C.). Bagne 2 ans 9600 francs.